CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45e LÉGISLATURE, 1re SESSION

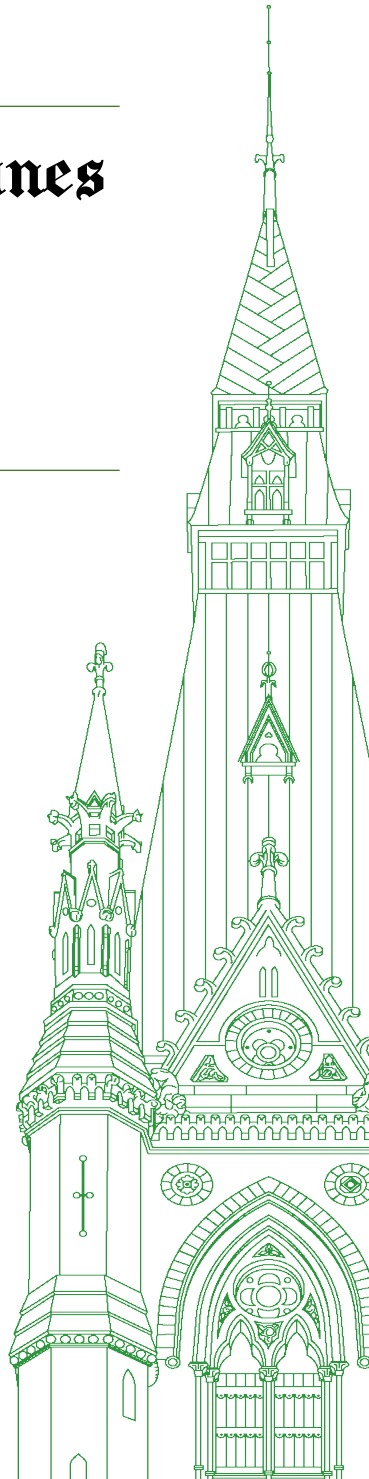
Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel

(Hansard)

Volume 152 N° 164

Le vendredi 6 novembre 2026



Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 6 novembre 2026

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

● (1000)

[*Traduction*]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 5 novembre, de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député d'Honoré-Mercier.

En tant que secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national, c'est pour moi un grand honneur de prendre la parole aujourd'hui au sujet du budget de 2026. Hier, le ministre des Finances a pris la parole à la Chambre pour présenter le budget de 2026, un plan à la fois ambitieux et plein de bon sens qui s'appuiera sur les investissements historiques réalisés dans le cadre du budget de 2025 pour stimuler l'économie, protéger les collectivités et bâtir un Canada plus uni.

Alors que le Canada traverse une période exceptionnelle de son histoire, il est important de se rappeler qu'il possède ce que le monde entier recherche et qu'il dispose des fondements nécessaires pour renforcer son économie ici même, chez nous: des ressources énergétiques abondantes, des minéraux critiques, une industrie manufacturière de pointe, un leadership en matière d'intelligence artificielle et des talents extraordinaires répartis dans tout le pays. Contrairement à ceux qui dénigrent l'économie, rabaissent nos travailleurs ou prétendent que le Canada va mal, le budget de 2026 mettra à profit les forces dont nous disposons dans notre pays et aidera les entreprises canadiennes à investir, à améliorer leur productivité, à prendre de l'expansion au sein du marché national, à être compétitives sur la scène mondiale et à créer des emplois bien rémunérés.

Ce budget montrera que le Canada avance, à grands pas, vers le développement d'un pays fort, plus résilient et plus uni. Pendant que cette vision d'avenir se concrétise, nous offrirons aux Canadiens des mesures de transition et un coup de pouce pour rendre la vie plus abordable pour eux. Nous possédons plus que ce qu'on ne pourra jamais nous enlever, et le budget de 2026 est notre plan pour être maîtres chez nous.

Le budget de 2026 met en évidence la résilience du Canada malgré l'incertitude mondiale. Il montre aussi clairement que notre pays relève ces défis en position de force. L'ordre économique mondial connaît sa transformation la plus profonde depuis près d'un siècle. Le conflit au Moyen-Orient a fait grimper les prix de l'énergie. C'est incontestable. Le protectionnisme prend de l'ampleur partout dans le monde. Les chaînes d'approvisionnement sont réorganisées autour des enjeux de sécurité et de souveraineté, et les investisseurs recherchent des pays capables d'offrir stabilité, énergie et ressources, une main-d'œuvre qualifiée et un accès fiable aux marchés mondiaux. Nous avons l'occasion, et même le devoir, de nous montrer à la hauteur de la situation en contribuant à bâtir une économie canadienne plus forte et indépendante.

Le budget de 2026 est la clé de cette approche et il se montre à la hauteur des circonstances. Alors que d'autres proposent des slogans ou des discours partisans, nous disposons du bon plan et nous savons qu'il fonctionnera. Les signes de progrès ne manquent pas. Ces nombreux progrès sont expliqués dans les perspectives budgétaires du budget de 2026.

Le monde a radicalement changé. Les relations qui ont contribué à la prospérité du Canada ne peuvent plus être tenues pour acquises. Depuis notre élection, notre réponse a été des plus claires: nous nous occupons avant tout de ce que nous pouvons contrôler, et nous agirons dans une position de force et de résilience.

Nous renforçons nos assises, ici, au pays, diversifions nos partenariats à l'étranger et rendons la vie plus abordable pour les Canadiens. Nous bénéficions d'avantages concurrentiels parmi les plus solides au monde, par exemple une main-d'œuvre qualifiée, des ressources énergétiques propres et conventionnelles, une abondance de minéraux critiques, ainsi que des finances publiques robustes et notre accès aux marchés mondiaux. Nous avons ce que le monde recherche et tout ce qu'il nous faut pour tracer notre propre voie. Le Canada et les Canadiens sont prêts à saisir l'occasion qui se présente à eux. Nous n'écouterons pas ceux qui soutiennent que c'est impossible et qu'il faut nous contenter de peu.

Les chiffres montrent que le Canada est en position de force pour relever ces défis. Le Canada n'est pas à l'abri des réalignements géopolitiques, mais nous nous positionnons de manière décisive pour saisir les occasions qui en découlent.

Stimulée par une augmentation des exportations, des dépenses des ménages et des nouveaux investissements des entreprises, l'économie canadienne a connu une croissance annualisée de 3,3 % au deuxième trimestre de cette année, soit la croissance la plus rapide du G7. Par ailleurs, des données récentes indiquent que l'économie demeure résiliente au troisième trimestre. Selon le Fonds monétaire international, le Canada devrait se classer au deuxième rang des pays du G7 sur le plan de la rapidité de la croissance en 2027.

● (1005)

La discipline budgétaire est le fondement de notre approche. Grâce à la diminution des dépenses de fonctionnement courantes du gouvernement et à une gestion responsable des finances publiques, nous pouvons investir plus dans les travailleurs et les industries du Canada, tout en faisant des investissements générationnels dans les infrastructures, la défense, le logement et l'innovation et en augmentant notre capacité de production, ce qui est nécessaire pour faire croître notre économie. En réduisant les coûts de fonctionnement, nous sommes également en mesure d'investir dans la croissance à long terme du Canada tout en rendant la vie plus abordable pour les Canadiens.

Depuis un an, nous avons mis en place une série de stratégies ambitieuses englobant l'électricité, la défense, les minéraux critiques, la sécurité alimentaire, l'intelligence artificielle et la nature. Ensemble, elles permettent au Canada de saisir de grandes occasions, tout en renforçant notre résilience dans un monde devenu plus incertain.

Les premiers résultats sont clairs. Les investissements augmentent. Les grands projets avancent. De nouveaux accords en matière de commerce et d'investissement ouvrent des marchés à l'étranger. Plus de Canadiens trouvent des emplois valorisants et bien rémunérés dans les industries qui alimenteront la croissance dans les décennies à venir.

La stratégie de notre gouvernement a aidé le Canada à entrer dans une nouvelle ère d'investissements. Le budget de 2026 propose des mesures phares sur le plan fiscal, dont la mégadéduction à la productivité et l'Incitatif canadien à la croissance, qui viendront rendre son régime fiscal encore plus compétitif et créer les conditions propices à un supercycle d'investissement.

Grâce à des investissements stratégiques et ciblés ainsi qu'à des changements de fond dans la politique fiscale, le Canada figure toujours parmi les économies avancées qui offrent les conditions fiscales les plus avantageuses. Les investissements publics, les capitaux privés, les grands projets et les nouveaux débouchés se conjuguent pour élargir l'éventail de ce que le Canada pourra construire et produire dans les décennies à venir. C'est ce qui est au cœur du supercycle d'investissement du Canada: un cycle en constante évolution dans lequel chaque investissement renforce les conditions nécessaires au suivant.

Les investissements directs étrangers au Canada ont atteint leur plus haut niveau en près de deux décennies. Le Canada a attiré 98 milliards de dollars d'investissements étrangers en 2025 et occupe la première place du G7 en matière d'entrées d'investissements directs par habitant depuis le début de l'année 2025.

En septembre, le Canada a accueilli son tout premier sommet sur l'investissement, réunissant environ 200 des plus grands investisseurs mondiaux. Cet événement a permis d'obtenir près de 500 milliards de dollars de nouveaux engagements d'investissement et de financement pour les entreprises canadiennes. Le gouvernement travaille maintenant à convertir ces engagements d'investissement en projets, en emplois et en croissance. Je parle ici de plus de logements, d'infrastructures modernisées, d'une capacité de production d'électricité doublée, de nouveaux projets liés aux minéraux critiques, d'investissements dans la défense qui créent de nouvelles industries, et d'une meilleure intégration aux marchés mondiaux. Nous aiderons également les entreprises de toutes tailles à investir dans la technologie, l'innovation, la robotique et l'intelligence artificielle afin de stimuler leur productivité et d'accroître leur compétitivité à l'échelle mondiale.

Les petites et moyennes entreprises forment l'épine dorsale de l'économie canadienne: elles représentent plus de 98 % des entreprises au pays et créent des emplois dans les collectivités d'un océan à l'autre. Pour aider les entreprises à investir, à croître et à réussir au Canada, le budget de 2026 prévoit différentes mesures. Parlons notamment de l'Incitatif à la croissance du Canada, qui aidera les entreprises à fort potentiel à attirer des investissements et à croître ici, chez nous. Cette mesure comprend une nouvelle exonération d'impôt pouvant aller jusqu'à 15 millions de dollars sur les gains en capital tirés d'investissements fructueux dans des entreprises canadiennes admissibles pour les fondateurs, les employés clés et les investisseurs. Elle comprend également une bonification du report par roulement de placements dans de petites entreprises qui permettra de reporter davantage d'impôt sur les gains en capital lorsque les produits sont réinvestis dans une autre petite entreprise canadienne.

Le budget de 2026 propose aussi un programme d'encouragements fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental davantage tournés vers la commercialisation. Il s'agit d'un investissement de 930 millions de dollars sur cinq ans destiné à transformer plus d'idées canadiennes en entreprises en croissance, en emplois bien rémunérés et en innovations canadiennes.

Je ne rendrais pas justice au budget sans rappeler qu'on ne peut pas bâtir une économie plus forte sans rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Nous avons bonifié l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels et apporté des changements pour recentrer l'Allocation canadienne pour les travailleurs — et ce n'est pas tout, loin de là. Nous avons fait du crédit canadien pour proche aidant un crédit remboursable. Toutes ces mesures permettront à des millions de Canadiens de mieux composer avec la hausse du coût de la vie qui, nous le savons, pèse sur eux chaque jour, mois après mois.

Bref, le budget de 2026 met le Canada aux commandes de son avenir. C'est exactement ce que les Canadiens nous ont demandé de faire, et nous continuerons d'en faire notre priorité.

● (1010)

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, mon collègue siège avec moi au comité des finances, et nous parvenons à travailler plutôt bien ensemble dans ce cadre.

J'ai écouté son discours aujourd'hui, et je sais qu'il s'agit d'un discours tout préparé, comme c'est toujours le cas de ce côté-là de la Chambre, et truffé de slogans. Le gouvernement excelle dans l'art de trouver des slogans accrocheurs, et j'adore le titre de ce budget: « Maîtres chez nous ». Les « maîtres » ici doivent inclure les Canadiens, les contribuables et les entreprises d'ici. Bien franchement, le gouvernement est en train de dilapider leur avenir.

Ce budget fait état d'une accumulation colossale de dette, classée selon différentes catégories, mais il s'agit en réalité de 766 milliards de dollars d'emprunts supplémentaires sur les cinq prochaines années. C'est un montant aberrant. En finances publiques, la « dette » est définie comme une demande anticipée. Que fera le gouvernement quand il devra rembourser cette dette?

Le député voudrait-il bien m'expliquer ce qu'il entend par prudence financière, parce que c'est précisément ce qui fait défaut, et comment il compte répéter cette ligne quand il devra...

Le vice-président: Je dois interrompre le député pour permettre au secrétaire parlementaire du ministre des Finances de répondre.

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, je ne sais pas trop ce que le député a contre un supercycle d'investissement et contre le fait que le gouvernement intervienne pour attirer des investissements au Canada et les favoriser. Dans ce budget, nous nous en tenons aux deux cibles budgétaires. Nous sommes en voie d'atteindre l'une de nos cibles budgétaires une année complète avant la date prévue.

Je sais que le député d'en face s'inquiète de la dette et des frais de la dette. Grâce à ses solides assises financières, le Canada a une note de crédit AAA et le coût du service de la dette le plus bas des pays du G7. Nous savons également que le rendement des obligations à long terme au Canada a été largement isolé des augmentations observées dans certains pays du G7. Le Canada a le taux d'augmentation du rendement des obligations le plus faible de tous les pays du G7.

[*Français*]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, les gens semblent avoir beaucoup de choses à dire ce matin, mais vous n'aurez pas besoin de m'interrompre.

Dans son introduction, le député a dit que le Canada avait ce que le monde voulait. C'est particulièrement ce qui m'inquiète, parce que ce qu'on veut, avec la superdéduction à 6 % d'imposition, c'est offrir un mégarabais aux investisseurs étrangers qui veulent venir chercher les ressources naturelles et, fort potentiellement, ou plutôt assurément, les transformer ailleurs. On appelle ça la vente au rabais de nos ressources naturelles.

J'aimerais que le député m'explique comment le gouvernement va mettre des mesures en place pour protéger ça et pour qu'on ait de la transformation ici. Nous sommes tous en faveur du développement économique, mais il faut certaines restrictions.

[*Traduction*]

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, les normes du Canada ont toujours été élevées, et ce n'est certainement pas aujourd'hui que nous n'allons y déroger.

Nous simplifions les procédures de délivrance de permis afin de permettre le lancement des travaux pour les grands projets liés aux minéraux critiques. Nous avons augmenté les déductions fiscales applicables à l'exploration minière au pays, tant pour les minéraux en général que pour les minéraux critiques, et nous avons élargi la portée de ces avantages afin d'encourager davantage l'exploitation des minéraux critiques partout au Canada, car nous disposons d'une profusion de ressources naturelles que le monde entier recherche et dont il a besoin.

Le député d'en face a évoqué la mégadéduction à la productivité. Elle concerne l'ensemble de l'économie canadienne, s'applique aux entreprises de toutes tailles et leur permet d'avoir la confiance nécessaire pour investir dans leurs activités ainsi que dans de nouvelles machines et de nouveaux équipements, en plus d'améliorer leur productivité après avoir bénéficié de cette déduction fiscale cette année. Tout cela ne peut qu'être bénéfique pour l'investissement au Canada.

● (1015)

Danielle Martin (University—Rosedale, Lib.): Monsieur le Président, je pense que les Canadiens comprennent qu'en cette période où nous devons accuser un déficit, ce dernier doit servir à investir dans des infrastructures qui permettront de bâtir l'avenir de notre pays.

Je me demande si le député pourrait en dire un peu plus à la Chambre sur l'idée d'établir une distinction entre nos dépenses de fonctionnement et nos dépenses en capital, et sur l'intention du gouvernement d'équilibrer le budget de fonctionnement au cours des prochaines années.

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, c'est une excellente question. Nous avons, en toute transparence, mis en place un cadre de budgétisation des investissements en capital assorti d'un ensemble de définitions qui correspondent aux pratiques exemplaires en vigueur à l'échelle mondiale. Nous nous sommes donné les moyens d'investir dans l'économie, de mobiliser et d'attirer des capitaux privés, et de veiller à ce que l'économie puisse croître.

C'est exactement ce que nous constatons. Mes collègues devraient se rappeler que le déficit prévu dans ce budget, pour l'exercice financier en cours, est inférieur de 27,5 milliards de dollars à celui qui avait été prévu dans la mise à jour économique du printemps. C'est une bonne nouvelle pour notre pays. Cela résulte de la croissance économique et des nouveaux investissements en immobilisations. Nous constatons une hausse de 9 %. C'est considérable, et tous mes collègues devraient être en mesure de le reconnaître.

Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à signaler au député de Calgary-Centre que je vais lire aujourd'hui mon discours original. Je tiens également à souhaiter un bon vendredi au Président. Je constate que tout le monde semble être d'excellente humeur et très enjoué aujourd'hui. Je suppose que les députés se sentent très joyeux après avoir lu le budget d'hier.

Hier, le gouvernement a rendu public son budget, qui s'intitule « Maîtres chez nous ».

[*Français*]

J'aimerais prendre les 10 prochaines minutes pour parler d'un budget important.

Comme on le sait, l'expression « Maîtres chez nous » est un slogan qui a été utilisé durant la Révolution tranquille au Québec. L'expression « Maîtres chez nous » était utilisée durant la campagne pour la nationalisation d'électricité dans les années 1960, avant mon temps. « Maîtres chez nous » représente, oui, nos ressources naturelles, soit la protection de nos lacs et de nos rivières, mais ça représente aussi la protection de notre culture, notre identité et notre fierté d'être Canadiens et Canadiennes.

[*Traduction*]

Le budget de 2026 est un budget d'action; je vais donc expliquer pourquoi ce budget nous permet d'avancer relativement à bon nombre de nos priorités.

Oui, la page de titre du budget représente des lignes de transport d'électricité provenant de Churchill Falls, à Terre-Neuve-et-Labrador, et c'est parce que l'électricité est au cœur de ce budget. Je vais passer en revue certaines mesures qui contribueraient à faire progresser la stratégie canadienne en matière d'électricité.

Le budget de 2026 prévoit un investissement de 50 milliards de dollars dans la stratégie électrique du Canada, mais ces 50 milliards de dollars représentent bien plus qu'une simple somme d'argent. Il s'agit avant tout d'obtenir des résultats concrets. New Economy Canada a souligné hier soir que « le budget de 2026 place l'électrification au cœur de l'économie canadienne, ce qui garantit la sécurité énergétique et des prix abordables pour les entreprises et les ménages ».

Que pourrions-nous faire avec 50 milliards de dollars? Cela nous permettrait de réaliser quatre choses. Premièrement, la stratégie du gouvernement en matière d'électricité repose sur la construction d'infrastructures, car nous devons les construire très rapidement.

L'an dernier, j'ai eu l'honneur de lire le livre *Abondance* par Ezra Klein et Derek Thompson, et je le recommande vivement. Cet ouvrage est important, car il prône une transition vers un progressisme axé sur l'offre, dans lequel l'État doit non seulement élaborer et réformer activement les lois en matière de zonage et d'octroi de permis, mais aussi investir dans des infrastructures physiques à grande échelle afin de dynamiser l'économie. Cet investissement de 50 milliards de dollars permettrait justement d'atteindre cet objectif. Il dynamiserait l'économie.

À l'époque où je travaillais dans le domaine de la philanthropie climatique, nous utilisions la modélisation technique et nous collaborions avec des partenaires comme l'Institut climatique du Canada, l'Institut de l'énergie Trottier, la Fondation David Suzuki, l'Institut Pembina ou l'Accélérateur de transition. Tous les modèles montraient que, pour atteindre la carboneutralité, le Canada devrait au minimum doubler son réseau électrique.

Le budget d'hier joint le geste à la parole. Cet investissement dans la Stratégie nationale d'électrification vise à relier les réseaux. Dans un monde qui traverse une période turbulente, nous devons améliorer l'intégration des provinces et des territoires, y compris notre système complexe de réseaux électriques régionaux.

Il y a 31 lignes de transport qui traversent la frontière canado-américaine, du nord au sud. Cependant, pour protéger notre souveraineté et renforcer notre fédération, nous investissons maintenant pour relier notre réseau d'est en ouest et vers le nord. Ces efforts auront pour but d'unifier le pays et de faire croître l'économie tout en réduisant les émissions.

Le troisième point que je tiens à souligner, c'est que notre stratégie d'électrification dotée d'un financement de 50 milliards de dollars vise à fabriquer des composants technologiques nécessaires au réseau et à renforcer nos capacités et nos chaînes de valeur. C'est une occasion exceptionnelle de dynamiser les chaînes de valeur des technologies propres dans lesquelles le Canada détient un solide avantage concurrentiel. C'est une occasion pour nous de faire progresser les batteries et le stockage électrochimique ainsi que l'équipement et les infrastructures liés au réseau électrique, d'utiliser les minéraux critiques du Canada et de donner une impulsion à l'énergie nucléaire non seulement grâce à la technologie CANDU, mais aussi grâce aux petits réacteurs modulaires. C'est aussi l'occasion de promouvoir les énergies hydroélectrique, solaire et éolienne renouvelables.

Mon quatrième point, c'est que les investissements que nous consacrons à l'électrification auront un effet positif sur les emplois et la main-d'œuvre. Nous avons besoin de compétences et de main-d'œuvre pour la construction du réseau, une tâche qui soutiendra d'excellents emplois canadiens dans tout le pays.

Je tiens également à souligner d'autres mesures du budget de 2026 qui renforceraient la stratégie nationale d'électrification. Tout d'abord, l'échéance prévue pour le crédit d'impôt à l'investissement dans l'électricité propre, un crédit de 15 %, serait reportée à 2040 au lieu de 2034. C'est une bonne nouvelle pour le secteur des technologies propres.

De plus, le budget de 2026 stimulera les investissements dans la transmission d'électricité en élargissant l'admissibilité au crédit d'impôt à l'investissement pour l'électricité propre aux biens de transmission intraprovinciale d'électricité: 2,4 milliards de dollars seront affectés à cette mesure de 2027 à 2031, et 36 milliards de dollars d'ici 2042. L'objectif, c'est de bâtir un Canada fort.

● (1020)

Troisièmement, il promet de consacrer 4 milliards de dollars sur 10 ans à l'agrandissement de l'infrastructure d'électricité, à des projets d'énergie renouvelable et en nouveau financement pour le programme Énergies renouvelables intelligentes et trajectoires d'électrification.

Quatrièmement, le budget soutiendrait la réalisation d'une analyse de rentabilisation rigoureuse pour mieux comprendre les interconnexions et orienter les discussions au sujet de la répartition des coûts entre les provinces et les territoires.

L'aménagement de lignes de transport d'électricité et d'interconnexions ne pose pas toujours des problèmes d'ordre technique. Les problèmes relèvent souvent de la gouvernance, de l'exercice complexe des compétences provinciales et des défis liés à l'acceptabilité sociale. Selon la déclaration faite hier soir par Électricité Canada au sujet du budget de 2026, la modernisation de notre réseau constitue « un projet d'édification nationale ».

Il s'agit ici de mener à bien de véritables projets. Par exemple, le budget rendrait maintenant possible l'aménagement d'une centrale hydroélectrique d'une capacité de 15 mégawatts au Yukon, ainsi que d'une autre d'une capacité de 8 mégawatts à Atlin. Ces deux projets viendraient s'ajouter à l'immense centrale de Churchill Falls, d'une capacité de 14 000 mégawatts. Nous continuerons de réaliser d'autres projets d'énergie renouvelable propre au cours des décennies à venir.

J'ai parlé des réseaux électriques; parlons maintenant de la manière dont le budget de 2026 favorisera la décarbonation des bâtiments. Comme Clean Energy Canada l'a annoncé hier soir, « le budget de 2026 présente un nouveau cadre pour la lutte contre les changements climatiques, qui consiste à construire, à transitionner, à transformer et à innover ». Le mois dernier, le gouvernement a annoncé un investissement transformateur de 2 milliards de dollars dans le Programme national de remise pour les thermopompes, qui profitera à 1 million de foyers canadiens et qui permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25 mégatonnes, tout en diminuant considérablement les coûts énergétiques et en créant des emplois partout au pays. Qu'il s'agisse de porter un bon parka pour se protéger du froid en hiver ou d'installer une thermopompe pour réduire les factures d'énergie, les Canadiens savent que rester au chaud ne doit pas être synonyme de gaspillage d'énergie. Ils garderont aussi plus d'argent dans leurs poches.

Je suis ravi que le budget de 2026 renouvelle le Programme des installations industrielles et manufacturières vertes qui, je crois, s'appelle désormais le programme Transition stratégique vers des installations industrielles à haute efficacité énergétique. Cet investissement de 400 millions de dollars contribuera à optimiser l'efficacité énergétique des installations industrielles et manufacturières au Canada, ce qui aidera le pays à demeurer compétitif tout en réduisant les émissions de carbone. Comme je suis un ardent défenseur des mesures d'efficacité énergétique, je suis également enchanté par le renouvellement de l'Initiative d'accélérateur de rénovations majeures.

Parlons aussi des transports. On sait que près du cinquième des émissions de gaz à effet de serre du Canada provient des véhicules routiers. Les députés sont-ils au courant que les véhicules électriques représentent près de 25 % des ventes mondiales cette année? C'est vrai. Tout le monde a l'air vraiment impressionné. À l'échelle planétaire, 1 véhicule neuf sur 4 est électrique; d'ici 2030, ce sera 40 %. Les députés de l'opposition ont l'air vraiment emballés par cette évolution. Le Canada, c'est un pays énorme, alors il faut des infrastructures pour recharger les voitures. Il faut élargir les réseaux de recharge afin de connecter les Canadiens, y compris en région rurale. Je suis donc survolté à l'idée que le budget de 2026 permettra d'aménager 55 000 bornes de recharge neuves. On parle d'environ 600 millions de dollars sur 5 ans qui iront au renouvellement du Programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro, ce qui se traduira par 55 000 bornes de recharge de plus d'un bout à l'autre du pays, soit 9 000 au Québec, 23 000 en Ontario, 17 000 en Colombie-Britannique, et beaucoup d'autres encore en Alberta et ailleurs.

En terminant, j'aimerais souligner d'autres mesures. La première concerne des finances durables. Je tiens à remercier le député de Whitby pour son rôle d'avant-plan dans l'élaboration d'un nouveau cadre d'obligations durables qui seront émises par le gouvernement sur la base des lignes directrices sur l'investissement durable fait au Canada. La deuxième porte sur les aires marines de conservation. Je tiens à mentionner le financement de 282 millions de dollars sur 11 ans pour établir deux nouvelles aires marines nationales de conservation, ainsi que l'aide pour la création de trois autres aires dans le Nord. Le Canada s'est fixé l'objectif ambitieux de protéger 30 % des terres et des eaux au pays d'ici 2030, et cet argent nous aidera à atteindre cet objectif.

Si je peux me permettre, j'aimerais aussi souligner rapidement que le budget de 2026 est avantageux pour les parcs nationaux et les lieux historiques. Je mentionne aussi rapidement le financement destiné au Prix humanitaire Terry Fox, qui sert à faire un excellent travail. Soit dit en passant, mon ami Ryan Keeping, qui a couru d'un bout à l'autre du Canada il y a quelques années, et son père, Scott Keeping, d'Halifax, admirent grandement Terry Fox. Il faut aussi parler de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui est avantageuse pour nous tous, dans nos circonscriptions.

● (1025)

[*Français*]

Troisièmement, le soutien pour le Sommet de la Francophonie est également crucial et important pour nous.

En terminant, le budget de 2026 est un budget qui va aider tous les Canadiens et les Canadiennes, qui est positif pour la nature et l'environnement et qui atténue les changements climatiques.

Le budget

[*Traduction*]

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Monsieur le Président, je sais que le député est un champion en matière de lutte contre les changements climatiques et il a longuement parlé des investissements dans les énergies propres effectués par son gouvernement. J'aimerais l'interroger au sujet de la mégadéduction à la productivité qui, selon les estimations, représentera un allégement fiscal annuel de 2 milliards de dollars pour le secteur pétrolier et gazier canadien. C'est certainement une excellente nouvelle pour l'Alberta.

Le député pourrait-il nous dire à quel point il est ravi que son gouvernement accorde un allégement fiscal de 2 milliards de dollars au secteur pétrolier et gazier canadien?

Eric St-Pierre: Monsieur le Président, je crois que vous êtes enthousiaste au sujet du budget d'hier. Je suis moi-même très enthousiaste à l'égard de ce budget. Comme je l'ai déjà souligné, il prévoit de nombreuses mesures. Je peux voir votre enthousiasme. Je sais que vous serez ravi de l'enthousiasme suscité par le budget d'hier. Vous avez hâte de retourner dans votre circonscription pour parler du financement de projets liés à l'électricité et peut-être même des bornes de recharge pour véhicules électriques qui pourraient être installées dans certaines de vos collectivités...

Le vice-président: Le député s'adresse maintenant directement au député qui vient de lui poser une question. Je rappelle au député qu'il doit s'adresser directement au Président. Je vais accorder un peu de temps au député pour terminer son intervention, puis je poursuivrai avec les questions et observations.

Eric St-Pierre: Monsieur le Président, en conclusion, je pense que le député se réjouira des retombées bénéfiques du budget sur toutes les collectivités.

[*Français*]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, c'est assez incroyable ce matin que le gouvernement envoie ses guerriers verts tenter de verdir un budget qu'il n'est aucunement possible de verdir. C'est totalement de l'écoblanchiment qu'on a ce matin et c'est honteux de voir les porte-paroles tenter de nous faire croire que c'est un budget vert.

J'aimerais que mon collègue le député d'Honoré-Mercier me réponde en français parce qu'il a parlé de l'importance de la Francophonie dans son discours de 10 minutes où il y a eu à peine 20 secondes en français. C'est assez impressionnant.

Parlons d'environnement. Il y a là-dedans des subventions aux énergies fossiles à hauteur de milliards de dollars. C'est de l'argent pour produire du pétrole. Il y a 43 milliards de dollars qui s'en viennent pour un pipeline de sable bitumineux. Il y a de l'argent pour produire du gaz à partir de la fracturation hydraulique, ce qui est interdit au Québec.

Est-ce que le député d'Honoré-Mercier est à l'aise avec les subventions accordées au pétrole et au gaz par le gouvernement? Est-ce qu'il est à l'aise avec le démantèlement du plan d'action de lutte contre les changements climatiques, dont la tarification sur le carbone industriel et la stratégie pour l'électricité propre? Est-ce qu'il est...

Le vice-président: Je dois donner l'occasion au député d'Honoré-Mercier de répondre.

Le budget

Eric St-Pierre: Monsieur le Président, c'est toujours un honneur de répondre aux questions de mon collègue de Repentigny. Ça fait presque une décennie que je connais mon collègue, anciennement de Greenpeace. Je suis habitué à son opposition à tous les gouvernements.

C'est certain que j'espère que mon collègue va être très excité par le fait que le Québec va avoir 9 000 bornes de recharge pour voitures électriques et par le fait que nous allons travailler à Churchill Falls pour augmenter la production d'électricité propre. L'Institut climatique du Canada a appuyé notre budget; Clean Energy Canada a appuyé notre budget; l'Institut Pembina et L'Accélérateur de transition, aussi. La liste est très longue.

Je travaille très fort au Comité permanent de l'environnement et du développement durable avec mon collègue et j'ai très hâte qu'il se lève et qu'il appuie notre budget.

● (1030)

[*Traduction*]

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je suis très heureux que mon collègue ait parlé des transports. Le budget prévoit 1,2 milliard de dollars pour Marine Atlantique et pour l'infrastructure de traversiers de la région de l'Atlantique, qui est essentielle aux populations côtières, comme je suis bien placé pour le savoir. Il s'agit de notre autoroute maritime, et nous sommes pour ce financement.

Cependant, pour ce qui est de l'île de Vancouver et des collectivités côtières, BC Ferries n'a rien reçu. En fait, cette société a obtenu un prêt — avec intérêts — de la Banque de l'infrastructure du Canada. Cette iniquité ne contribue pas à l'édification du pays. En fait, nous obtenons 6 $ par habitant pour les coûts de fonctionnement. Les Canadiens de l'Atlantique reçoivent 125 $.

Quand le gouvernement va-t-il se tenir debout, investir dans les habitants de l'île de Vancouver et cesser de les abandonner? Ils ont élu deux députés libéraux, mais le gouvernement n'a rien fait pour eux. Il a abandonné les habitants de l'île de Vancouver.

Eric St-Pierre: Monsieur le Président, le député d'en face est un collègue et un grand ami. Je respecte énormément les efforts qu'il déploie pour défendre les intérêts de sa circonscription. Je tiens à souligner que le budget prévoit plus de 280 millions de dollars pour la conservation marine. Je suis certain que le député sera emballé de voir que nous avons comme objectif de faire passer la superficie des aires marines conservées de 15,5 % à 30 %, ce qui profiterait à tous les Canadiens, y compris les habitants de l'île de Vancouver.

[*Français*]

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue est un champion de l'efficacité énergétique et du financement pour des projets écoénergétiques.

J'aimerais qu'il nous en dise un peu plus sur la façon dont le budget va nous amener à être plus productifs à cet égard.

Eric St-Pierre: Monsieur le Président, c'est une excellente question.

Comme on le sait, notre gouvernement a annoncé il y a quelques semaines un programme sur les thermopompes de 2 milliards de dollars, qui va bénéficier à 1 million de maisons canadiennes. Des subventions de 10 000 $ seront octroyées à ceux qui ont moins de moyens. Ça va permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 25 mégatonnes. C'est très positif pour le Canada.

[*Traduction*]

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Calgary Crowfoot.

Le budget ne fixe pas de cible budgétaire crédible visant à réduire la dette et à rétablir l'équilibre budgétaire. Les cibles budgétaires fixées dans les budgets libéraux de la dernière décennie changeaient constamment et n'ont jamais été atteintes. Le premier ministre a maintenu cette pratique. La dette nationale augmente, les frais d'intérêt commencent à grimper en flèche, et il n'y a aucun plan pour rétablir l'équilibre budgétaire. En voici les conséquences.

Le premier ministre risque de perdre de la crédibilité sur les marchés financiers parce qu'il n'y a pas de cible budgétaire crédible visant à réduire la dette et à rétablir l'équilibre budgétaire. L'expérience du Canada au milieu des années 1990 nous montre que les choses peuvent changer rapidement lorsque les investisseurs perdent confiance. Les crises de l'endettement commencent souvent par de modestes signes avant-coureurs: les frais d'intérêt augmentent plus rapidement que le PIB nominal. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui.

Les frais d'intérêt sur la dette augmentent plus rapidement que le PIB nominal, et les intérêts sur la dette nationale constituent désormais la dépense qui connaît la croissance la plus rapide. Les frais d'intérêt représentent actuellement 11 ¢ de l'ensemble des recettes fiscales et devraient atteindre 14 ¢ dans à peine quatre ans. C'est 85,5 milliards de dollars par année, soit plus que ce que le gouvernement dépense pour le système public de santé. Cela représente 8 000 $ par année pour une famille type de quatre personnes.

Le Canada a la monnaie la plus faible du G7, et ce n'est pas une monnaie de réserve. Le Canada affiche également l'un des niveaux d'endettement des ménages les plus élevés au monde et l'un des impôts sur le revenu les plus élevés du G7, ce qui signifie que les ménages qui ont déjà du mal à payer leurs factures et à joindre les deux bouts peuvent difficilement payer plus d'impôts. Le Canada a l'un des niveaux d'endettement infranational les plus élevés au monde, pour lequel le gouvernement fédéral sert de filet de sécurité.

Tous ces emprunts rendent également la vie plus inabordable pour les particuliers, les familles et les entreprises. Les hausses massives de la dette publique entrent en concurrence avec les emprunts qui peuvent être contractés par les particuliers, les familles et les entreprises auprès des prêteurs. Les prêteurs augmentent les taux d'intérêt. Le rendement des obligations à 5 et 10 ans du gouvernement du Canada a augmenté au cours des dernières années. Ce sont là des indicateurs clés qui déterminent le coût de financement et les taux d'intérêt de la banque pour les prêts hypothécaires, les marges de crédit et les prêts automobiles. Les ménages canadiens sont particulièrement touchés par cette hausse des taux d'intérêt en raison du niveau élevé d'endettement des ménages au Canada, qui s'élève actuellement à 3,3 billions de dollars.

L'alourdissement de la dette et la hausse des frais d'intérêts ont une autre conséquence importante: ils érodent rapidement la capacité financière du Canada à affronter la prochaine crise majeure. Au cours des 20 dernières années, le pays a traversé deux grandes crises: la crise financière mondiale de 2008 et la pandémie de 2020. Dans ces deux cas, le ratio dette-PIB du Canada se situait autour de 30 %, ce qui a donné au gouvernement la marge de manœuvre nécessaire pour intervenir et lui a permis d'emprunter l'équivalent de 5 à 15 % du PIB pour répondre aux besoins.

Dans sa récente stratégie de sécurité nationale, le premier ministre a affirmé que le Canada devait se préparer à affronter une crise majeure. Selon lui, le pays doit être prêt à faire face à toute éventualité, ce qui pourrait aller jusqu'à une guerre ou d'autres scénarios catastrophes. Il a d'ailleurs placé la sécurité économique au cœur de ce plan.

Cette prochaine crise que le premier ministre nous demande d'être prêts à affronter exigera une capacité financière comparable à celle dont le Canada disposait en 2008 et en 2020. Le problème, c'est que la dette s'alourdit et que le service de la dette coûte de plus en plus cher, ce qui limite la capacité d'action du gouvernement. Le ratio dette-PIB du gouvernement atteint maintenant 40 % et il continue de grimper. Les frais d'intérêt commencent à augmenter. Résultat: la marge de manœuvre financière nécessaire pour affronter la prochaine crise s'amenuise, une crise que le premier ministre nous demande pourtant d'anticiper. Même si nous ne sommes pas au bord d'une crise financière, le gouvernement fait preuve de complaisance en refusant de fixer des objectifs crédibles pour réduire le déficit et freiner la croissance de la dette.

Toutes ces dépenses annoncées dans le budget ne règlent pas le problème non plus. Le gouvernement persiste dans la même voie que le précédent gouvernement Trudeau. Dans son premier budget, le premier ministre prévoyait sur cinq ans des déficits deux fois plus importants que ceux du dernier budget de M. Trudeau. Dans son deuxième budget, il a camouflé une partie des dépenses en les retirant du budget et en les inscrivant au bilan à titre d'intérêts capitalisés. Malgré tous les discours sur la hausse des investissements dans les entreprises, la croissance de l'emploi et l'activité économique, les résultats sont loin d'être au rendez-vous.

● (1035)

Les banques alimentaires n'ont jamais été aussi sollicitées: à peu près 2,35 millions de Canadiens ont recours à elles tous les mois, ce qui représente une augmentation de 117 % par rapport à 2019. Dans l'ensemble, la formation de capital dans le secteur commercial a chuté au cours de cinq des six derniers trimestres et elle est toujours aussi basse qu'au départ de M. Trudeau. Le taux de chômage demeure élevé — environ 1 % de plus qu'avant la pandémie — parce que l'économie ne génère pas assez d'emplois pour le ramener autour de 5,5 %. Depuis l'officialisation de la crise de la productivité par la Banque du Canada, il y a deux ans et demi, le taux de productivité est anémique, voire nul. La croissance économique stagne toujours: moins de 1 % cette année.

Le recours aux banques alimentaires, la formation totale de capital dans le secteur commercial, le chômage, la productivité, la croissance économique: si à peu près rien de tout cela n'a changé depuis que le gouvernement est arrivé au pouvoir, il y a 18 mois, c'est parce qu'il n'a pas engagé les réformes en profondeur nécessaires du côté de l'offre pour stimuler l'investissement, la croissance et les revenus ainsi que faire augmenter les salaires des Canadiens. Il aurait pu par exemple remanier les règles de la concurrence au pays afin d'élargir l'offre pour le consommateur et d'accroître le pouvoir d'achat au bénéfice des ménages qui se serrent la ceinture, opérer la refonte du régime fiscal que réclament depuis longtemps les entreprises et les experts afin d'accroître les investissements et les revenus, revoir en profondeur le régime réglementaire, surtout à l'égard des PME, ou régler la question des barrières commerciales interprovinciales, sans parler de la multitude de règlements qui étouffent les entreprises et qui entravent la formation du capital.

La dernière chose que j'aimerais dire est la suivante. Ce budget est un affront au Parlement. Ce document est une farce. Tout d'abord, il est incohérent et impossible à comprendre. Il comprend plusieurs définitions de la dette nette. Ses définitions comptables, entre dépenses de fonctionnement et investissements, sont tellement floues que même les experts financiers n'arrivent pas à comprendre exactement de quoi il retourne. Les postes hors budgets ont été augmentés si massivement en les capitalisant sur le bilan que le chiffre du déficit est devenu complètement inutile, et la dette augmente à plus de deux fois le rythme du déficit.

Ce qui est une farce encore plus grande et ce qui est scandaleux, c'est que nous avons dû attendre si longtemps pour obtenir le document. Depuis des mois, le gouvernement a fait de nombreuses annonces présentées dans ce document, à l'extérieur du cadre financier et des travaux du Parlement. Les parlementaires ne devraient pas avoir à apprendre aux nouvelles du soir que des dépenses fiscales de 36 milliards de dollars ont été engagées dans le cadre d'une conférence sur les investissements organisée au centre-ville de Toronto. C'est ici que le premier ministre devrait dire aux Canadiens combien le gouvernement prévoit dépenser, imposer et emprunter.

Le gouvernement a passé la majeure partie de l'année dernière à annoncer des dépenses et des mesures fiscales à des conférences qu'il avait lui-même organisées et à des séances photo mises en scène devant le Parlement. Pour comble d'insulte, quand il a enfin l'occasion de nous expliquer précisément ce que contient le budget, toutes sortes de manœuvres financières le rendent obscur.

Enfin, le chef du gouvernement, pour qui le document budgétaire est censé constituer un projet ambitieux et historique, s'envole pour une énième tournée autour du monde, nous laissant nous débrouiller avec ce charabia. J'ai un message pour le premier ministre. Nous ne sommes pas chez Goldman Sachs. Nous ne sommes pas chez Brookfield. Nous sommes au Parlement du Canada, et ici, la responsabilité démocratique, en particulier en matière de finances publiques et de fiscalité, est sacro-sainte. Il est temps pour lui de commencer à se présenter au Parlement et à répondre à quelques questions.

● (1040)

[*Français*]

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je pense que notre budget démontre une approche fiscale très responsable. D'ailleurs, le ratio de la dette au PIB est à la baisse, et nous avons atteint nos objectifs budgétaires un an plus tôt que prévu. De plus, il est important, dans une période d'incertitude commerciale, d'investir pour stimuler l'économie canadienne, pour appuyer nos petites et moyennes entreprises et pour faire des investissements essentiels, comme dans la lutte contre l'itinérance, par exemple.

J'aimerais donc demander ceci à mon collègue: est-ce qu'il est d'accord pour dire que nous devons utiliser notre marge de manœuvre fiscale? Le Canada est dans une bonne position fiscale pour investir dans des priorités pour les Canadiens et les Canadiennes, que ce soit en itinérance, en défense ou encore pour renforcer l'économie canadienne.

L'hon. Michael Chong: Monsieur le Président, je pense que le problème est le suivant: nous ne sommes pas actuellement dans une crise fiscale, mais le gouvernement doit se préparer à d'éventuelles crises comme celles de 2008 ou de 2020, qui ont obligé le gouvernement à dépenser beaucoup d'argent pour appuyer les Canadiens et nos concitoyens. Le problème concernant le budget du gouvernement est que la dette nationale est 10 % plus élevée qu'elle ne l'était dans les années 2008 et 2020. Le gouvernement diminue beaucoup sa capacité de pouvoir répondre à une future crise.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son discours.

Un élément qui a retenu mon attention pendant sa prise de parole — ce n'est sûrement pas étranger à ma formation académique, puisque je suis moi-même comptable de formation —, c'est tout ce qu'il a soulevé au sujet de la comptabilisation des déficits, de ce qui est une dépense, un investissement ou une dette. Finalement, on n'y comprend plus rien. Il n'y a pas juste mon collègue et moi qui ne comprenons plus rien: n'importe quelle personne qui a fait une formation en comptabilité, en économie ou en finance n'y retrouverait même pas ses chats. On est rendu dans un système complètement fou: Ottawa essaie d'utiliser tous les trucs pour cacher le véritable état du déficit. Je suis d'accord là-dessus.

J'ai aussi beaucoup aimé quand il a soulevé que la seule indication qu'on a maintenant de l'état réel des choses, c'est quand on regarde l'augmentation de la dette, parce qu'il devient difficile de la cacher. En tout cas, ils n'ont pas encore trouvé la façon de le faire.

La question que j'aimerais poser à mon collègue est la suivante: quelles sont les conséquences de l'augmentation de la dette? Le gouvernement passe son temps à nous répéter que le Canada a une cote AAA, mais j'ai l'impression que ça fait longtemps qu'il nous le répète et que les déficits augmentent. Est-ce que ça va toujours être ainsi?

● (1045)

L'hon. Michael Chong: Monsieur le Président, je pense que mon honorable collègue soulève un élément important relativement à la dette.

[*Traduction*]

Tout d'abord, le problème, c'est que le gouvernement utilise différentes définitions de la dette nette dans un même document. Au début du document, la définition de la dette nette est celle du Fonds monétaire international. Plus loin, dans les annexes, la définition de la dette nette est complètement différente. En fait, on ne parle même plus de « dette nette », mais simplement de « dette ». Le document prête énormément à confusion et est très difficile à suivre à cause des nombreuses définitions divergentes pour divers éléments.

Le deuxième point que je voudrais soulever en réponse à l'intervention de mon collègue est que le gouvernement fédéral réduit rapidement sa capacité à réagir à une future crise qui, selon le premier ministre, dans sa déclaration sur la sécurité nationale, pourrait survenir. En 2008 et en 2020, la dette fédérale s'élevait à environ 30 % du PIB, ce qui permettait au gouvernement de consacrer plus de 15 % du PIB à la gestion de ces crises. Elle s'élève désormais à 40 % et continue d'augmenter.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, l'année dernière, le premier ministre a déclaré à la Chambre que le gouvernement ferait diminuer le niveau de la dette. Pourtant, la dette et le ratio dette-PIB sont plus élevés. Je me demande si mon collègue peut nous dire ce qu'il pense du fait que le gouvernement n'a pas tenu les promesses du premier ministre.

L'hon. Michael Chong: Monsieur le Président, mon collègue soulève un très bon point. Franchement, le premier ministre risque de perdre sa crédibilité financière auprès des marchés en reproduisant la pratique du gouvernement Trudeau qui consistait à fixer des cibles budgétaires qui changeaient sans cesse et n'étaient jamais atteintes.

Nous avons tous vu ce qui s'est passé au milieu des années 1990. Les marchés peuvent très rapidement perdre confiance dans la capacité d'un gouvernement à assurer le service de la dette et à financer ses opérations. Ces dernières années, les marchés obligataires ont connu des épisodes de turbulence, comme ce fut le cas au cours des derniers mois aux États-Unis et en France. Le gouvernement ne fait pas preuve de prudence sur le plan budgétaire. Ce qui est paradoxal, c'est que le dernier budget de M. Trudeau était beaucoup plus prudent, puisqu'il prévoyait des déficits deux fois moins élevés que ceux des budgets du premier ministre actuel.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de parler du budget, mais avant d'entrer dans le vif du sujet, il est important de replacer ce budget dans le contexte du bilan du gouvernement depuis 2015. En 2015, quand les libéraux ont été élus pour la première fois, ils ont hérité d'un budget équilibré avec un excédent de 2 milliards de dollars. Nous avions une économie où le logement était abordable, et où une famille normale avec de bons emplois ou une personne avec un bon emploi pouvait épargner pour acheter une maison, n'importe où au pays. La classe moyenne canadienne était décrite par le *New York Times*, un journal très progressiste, comme la plus prospère au monde.

Des pipelines étaient approuvés, dont le pipeline Keystone XL. Même chose pour le pipeline Northern Gateway, qui devait rejoindre la côte du Pacifique par le trajet le plus court vers les marchés d'exportation asiatiques. L'expansion du réseau Trans Mountain, porté par un promoteur du secteur privé, se profilait à l'horizon, tout comme le pipeline Énergie Est, que TransCanada comptait proposer.

Les libéraux ont tout fait capoté. Ils ont immédiatement trahi la promesse qu'ils avaient faite pendant la campagne électorale de 2015 de n'inscrire que deux déficits modestes qui permettraient au budget de s'équilibrer de lui-même par la suite. Ils ont annulé le projet de pipeline Northern Gateway et ils ont adopté le projet de loi C-48 pour rendre son retour impossible. Ils n'ont pas défendu le projet Keystone XL. Ils ont chassé le pipeline TransCanada hors du pays. L'entreprise a changé de nom pour devenir TC Énergie et a concentré ses activités d'investissement au Mexique et aux États-Unis. Les libéraux ont aussi chassé Kinder Morgan du Canada et construit le pipeline Trans Mountain à un coût faramineux pour les contribuables canadiens.

Voilà le legs du gouvernement: des promesses trahies et des dépenses.

Le ministre Morneau a rompu à maintes reprises toutes les promesses budgétaires. Il a déclaré avoir pour cible la baisse du ratio dette-PIB plutôt que l'équilibre budgétaire promis pendant la campagne, puis les libéraux ont fait fi de cette promesse et l'ont rompue à maintes reprises. Sa successeure, Chrystia Freeland, a déclaré en 2022 qu'une baisse du ratio dette-PIB était « notre cible budgétaire ». Elle a aussi déclaré, en parlant de cette cible, que le gouvernement « ne la manquerait pas » et qu'il devait la respecter pour maintenir sa crédibilité financière.

Deux ans plus tard, on a encore rompu cette promesse. La ministre a préféré démissionner plutôt que de déposer un budget prévoyant un déficit de 30 milliards de dollars. Nous étions ici lorsqu'on nous a garroché un budget sans le signer et sans prononcer de discours. Ahurissant! C'était il y a deux ans à peine. Après le départ de Justin Trudeau, le premier ministre actuel a promis une diminution du ratio dette-PIB au cours de la campagne qui l'a mené au pouvoir. Les libéraux ont immédiatement rompu cette promesse. Pas plus tard que ce mois-ci, la directrice parlementaire du budget a déclaré que la dette est le poste de dépenses qui connaît la croissance la plus rapide, ce qui nous amène au budget présenté hier.

Avant le dépôt du budget, les conservateurs ont formulé trois demandes. Nous avons demandé une aide immédiate pour les consommateurs canadiens qui n'ont pas les moyens de composer avec le coût élevé de la vie. Nous avons demandé la suppression de toutes les taxes sur le carburant jusqu'au printemps; pas strictement de la taxe d'accise, mais bien de l'ensemble des taxes fédérales sur le carburant qui rendent le coût de la vie inabordable pour les Canadiens.

Nous avons demandé au gouvernement libéral de mettre fin à ses dépenses inutiles, mais il a présenté un budget qui prévoit 150 milliards de dollars de nouvelles dépenses. Comme mon collègue l'a dit avant moi, il est très difficile de suivre le fil de leurs dépenses dans ce document de 500 pages, qui regorge de définitions et de tableaux déroutants. Nous avons aussi demandé aux libéraux de limiter leurs dépenses afin que les intérêts ne finissent pas par empêcher toute autre forme de dépense.

Finalement, nous avons demandé au gouvernement de revenir à sa cible, ou du moins à celle qu'il avait déclarée, à savoir la réduction du ratio de la dette par rapport au PIB.

● (1050)

Le nombre de cibles budgétaires que le gouvernement a larguées est stupéfiant. Il n'y en a jamais eu une seule qui soit parvenue à freiner la dérive de ce gouvernement. C'est ce qu'a dit le Bureau de la directrice parlementaire du budget. En effet, selon son rapport, rien ne prouve que les cibles budgétaires annoncées limitent de manière significative les dépenses du gouvernement. Les libéraux se comportent comme un marin qui achète une ancre sans jamais l'attacher à son bateau. Il la jette par-dessus bord, constate que l'embarcation continue de dériver, puis retourne chez le marchand de fournitures pour bateaux en acheter une autre. Pendant ce temps, tous ceux qui se trouvent sur le quai se moquent de lui.

Nous demandons au gouvernement de s'astreindre enfin à une véritable cible budgétaire. La baisse du ratio dette-PIB est une cible. C'est déjà quelque chose. Cependant, pour un gouvernement qui a commencé son mandat avec un budget équilibré, je crois qu'une véritable cible budgétaire laisserait au gouvernement la capacité de faire face aux crises mondiales et aux urgences nationales, qui se produisent beaucoup plus souvent qu'on ne le pense. Il est tout à fait raisonnable de s'attendre à ce qu'une fois tous les 10 ans environ, il y ait un événement mondial catastrophique qui nécessite un soutien massif de la part du gouvernement. Il est donc important d'équilibrer le budget avant que cela se produise. Dans un contexte de croissance économique mondiale, le gouvernement devrait équilibrer son budget et préserver sa marge de manœuvre budgétaire afin de pouvoir enregistrer des déficits en période d'urgence nationale, plutôt que de le faire comme une simple pratique courante.

Le gouvernement a alourdi la dette nationale de 750 milliards de dollars depuis l'élection des députés en 2015. Le budget propose d'y ajouter 765 milliards de dollars supplémentaires d'ici 2031. Les libéraux se sont déjà félicités avec une exubérance extraordinaire dans leurs prévisions, en affirmant qu'ils devanceraient d'un an la date à laquelle ils équilibreront leur soi-disant budget de fonctionnement. Quel indicateur de prudence financière totalement dénué de sens que cette cible! Il repose sur une astuce comptable qui leur permet de choisir arbitrairement la manière de classer leurs dépenses afin de réduire leur soi-disant budget de fonctionnement et de prétendre l'avoir équilibré. Même l'approche consistant à respecter une cible budgétaire en s'appuyant sur quelque chose qui se produira dans l'avenir est très typique du gouvernement. C'est toujours dans l'avenir, un jour, au cours d'une année à venir, qu'il tiendra la promesse qu'il fait aujourd'hui.

Le budget est très décevant. Il ne répond à aucune des trois demandes importantes que les parlementaires de l'opposition ont adressées au gouvernement: réduire le coût de la vie pour les Canadiens, contrôler ses dépenses inutiles et fixer une cible budgétaire assez sérieuse et la respecter. Par conséquent, le budget est décevant. Comme le député de Wellington—Halton Hills-Nord l'a dit tout à l'heure, c'est un affront au Parlement de la part du gouvernement de présenter un budget qui alourdit considérablement la dette au moyen de dépenses non budgétaires.

Le budget fait 500 pages et il est très difficile à suivre. La dette croît plus rapidement que les déficits en raison de la façon dont le gouvernement comptabilise ses dépenses. Le budget ne contribuera pas à réduire le coût de la vie pour les Canadiens, il ne rétablit aucune discipline budgétaire et il rend le Canada vulnérable aux crises futures en réduisant sa marge de manœuvre budgétaire pour faire face aux incertitudes à venir. Depuis 11 ans, nous avertissons les libéraux que leurs dépenses inconsidérées nous mèneront à une situation où le service de la dette finira par gruger les fonds destinés à d'autres priorités.

● (1055)

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, ça me fait toujours rire d'entendre les conservateurs nous dire qu'ils excellent dans l'art d'équilibrer un budget et qu'ils nous ont laissé un budget équilibré quand ils ont quitté le pouvoir en 2015. Or, si l'on examine les deux derniers gouvernements conservateurs, ceux de Brian Mulroney et de Stephen Harper, on constate qu'ils ont présenté 19 budgets. Combien de fois sont-ils parvenus à équilibrer le budget? Trois seulement. Quelqu'un sait-il pourquoi? Les deux premiers faisaient suite aux excédents de Paul Martin. Quand Paul Martin, ministre des Finances puis premier ministre libéral, a quitté le pouvoir, il a laissé à Stephen Harper un excédent qui lui a permis d'équilibrer deux budgets. Il a ensuite enregistré des déficits pour les autres.

Comment Stephen Harper a-t-il équilibré le budget de 2015 auquel le député a fait référence au début de son intervention? Il l'a équilibré en vendant des actions de GM à des prix dérisoires. Il l'a équilibré en sabrant dans les services destinés aux anciens combattants et, pour la première fois de l'histoire, en ramenant nos dépenses de défense à moins de 1 % de notre PIB. Le député pourrait-il me dire…

Le vice-président: Je dois interrompre le député pour donner au député de Calgary Crowfoot l'occasion de répondre.

Pat Kelly: Monsieur le Président, je n'ai entendu aucune marque de remords concernant toutes les promesses non tenues que les libéraux ont faites pendant 11 ans.

Si le député tient vraiment à remonter 40 ans en arrière, à l'époque de Brian Mulroney, je me permets de signaler que, lorsque Brian Mulroney est devenu premier ministre de ce pays, le Canada se trouvait bel et bien dans une spirale d'effondrement financier qui avait été héritée de Pierre Trudeau. Je suppose que neuf courtes années n'ont pas suffi à défaire complètement le vandalisme financier d'un gouvernement libéral encore plus ancien, alors je n'ai aucune leçon à recevoir de lui.

Je rappelle également au député qu'en 2008, c'est son parti qui était prêt à faire tomber le gouvernement Harper, de mèche avec le Bloc, en raison de son refus de dépenser encore plus et d'aggraver le déficit.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

● (1100)

[*Traduction*]

LE 10E ANNIVERSAIRE D'UNE ENTREPRISE LOCALE

Ernie Klassen (Surrey-Sud—White Rock, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à souligner une étape importante que vient de franchir une entreprise locale. En effet, le 1er novembre, Forte Workplace Law a célébré son 10e anniversaire. Le cabinet d'avocats a toujours accordé une grande importance à la collectivité tout en se forgeant une réputation qui s'étend bien au-delà de Surrey-Sud.

Le cabinet a toujours soutenu les organismes locaux tout en redonnant à la collectivité grâce à son travail bénévole. Il a également joué un rôle de premier plan dans les efforts visant à rendre les milieux de travail plus sûrs. Le cabinet a créé le programme Not Your Average Law Job, un programme national qui honore les avocats s'étant bâti des carrières enrichissantes dans un domaine où le risque d'épuisement professionnel est élevé. Il a également créé le programme StandUP Teams, un programme de formation des témoins conçu pour lutter contre l'intimidation et le harcèlement au travail.

Fondé par Sara Forte, le cabinet compte désormais près de 30 employés et a reçu de nombreux prix pour son travail. Je félicite Mme Forte et toute l'équipe d'avocats spécialisés en droit du travail d'avoir franchi cette étape importante et je les remercie de leur contribution à notre collectivité.

* * *

LE BUDGET

David Bexte (Bow River, PCC): Monsieur le Président, ils sont devenus maîtres des désastres imminents.

La première responsabilité du gouvernement libéral aurait dû être de permettre aux Canadiens d'économiser sur le carburant, les aliments et le logement. Au lieu de cela, les libéraux ont rajouté 765 milliards de dollars à la dette.

Les libéraux ne cessent de prétendre que les conservateurs dénigrent le Canada. Ce n'est pas du tout le cas. Nous dénonçons un gouvernement dont les dépenses incontrôlées maintiennent les Canadiens dans une situation de précarité et de dépendance envers eux.

Après 11 ans, les libéraux n'ont qu'une seule solution à tous les problèmes: un autre programme, une nouvelle couche de bureaucratie, un autre milliard de dollars. Ils font d'abord augmenter le coût de la vie, puis ils offrent un autre programme gouvernemental aux Canadiens. Ce n'est pas de la compassion, mais bien de la dépendance orchestrée.

Les libéraux mesurent la réussite en fonction de l'augmentation des dépenses, des programmes et des inscriptions. Pour eux, les programmes passent avant les gens, les dépenses priment sur les résultats, et la croissance de l'appareil gouvernemental compte plus que l'autonomie des Canadiens. La réussite ne devrait pas être mesurée selon le nombre de personnes inscrites aux programmes, mais bien selon le nombre de participants qui les quittent.

La culture de la dépendance des libéraux demeure un mode de pensée dangereux. Tant que les libéraux continueront de gouverner ainsi, ils ne feront qu'empirer la vie des Canadiens qu'ils tentent d'aider.

* * *

LE 75E ANNIVERSAIRE DE LA MARCHE DES DIX SOUS

Maggie Chi (Don Valley-Nord, Lib.): À l'origine, monsieur le Président, en 1951, c'était une manifestation rassemblant des mères et soutenue par des bénévoles qui faisaient du porte-à-porte pour recueillir des pièces de dix sous au bénéfice de la recherche sur la poliomyélite. Aujourd'hui, c'est devenu La Marche des dix sous.

L'été dernier, dans Don Valley-Nord, j'ai eu le plaisir d'aller à la rencontre des membres du personnel et des bénévoles formidables de La Marche des dix sous, qui célèbrent le 75e anniversaire de leur mouvement. Félicitations.

Si je porte cet organisme exceptionnel à l'attention des députés, c'est parce que depuis ses débuts, La Marche des dix sous a aidé d'innombrables Canadiens qui vivent avec un handicap à surmonter des obstacles et à réaliser pleinement leur potentiel. Je le félicite de ne ménager aucun effort pour bâtir un Canada plus accessible où tout le monde a sa place au soleil, pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

* * *

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

Michael Cooper (St. Albert—Sturgeon River, PCC): Monsieur le Président, la version du premier ministre ne cesse de changer en ce qui concerne son rôle dans l'attribution d'un contrat de 2,3 milliards de dollars à Télésat. Le premier ministre est en conflit d'intérêts flagrant parce que le PDG de Télésat n'est nul autre qu'un de ses plus proches amis.

Le premier ministre a d'abord prétendu qu'il n'avait discuté du contrat avec personne au sein du gouvernement, mais hier, sa version des faits a changé. Hier, il a dit qu'il n'avait pas participé à la décision, mais a refusé de dire s'il avait participé à la discussion. S'il a participé à la discussion, alors il a commis un geste illégal, et s'il n'y a vraiment pas participé, pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas publié la déclaration publique de récusation exigée par la loi?

Nous en avons assez des faux-fuyants et des paroles ambiguës. Le premier ministre doit dire la vérité au sujet de Télésat.

* * *

MOVEMBER

Jake Sawatzky (New Westminster—Burnaby—Maillardville, Lib.): Monsieur le Président, alors que débute un autre mois de novembre, j'interviens pour saluer le mouvement Movember pour la santé des hommes.

Movember attire l'attention sur des sujets très difficiles, comme le suicide. Malheureusement, trois suicides sur quatre concernent des hommes. C'est une cause qui me touche de près, car j'ai failli perdre plusieurs êtres chers à la suite de tentatives de suicide.

Le gouvernement a créé la première Stratégie fédérale sur la santé et le bien-être des hommes et des garçons afin de mieux soutenir la santé physique et mentale des hommes.

Aujourd'hui, j'aimerais m'adresser aux hommes. Ils ne s'en rendent peut-être pas toujours compte, mais il y a toujours des gens vers qui ils peuvent se tourner. Le monde a besoin d'eux, tels qu'ils sont. Ils n'ont pas à affronter leurs difficultés seuls. En cas de détresse, ils peuvent composer le 988 pour obtenir de l'aide.

À l'occasion du Movember, prenons le temps d'échanger. Même si elles sont parfois difficiles, les conversations peuvent faire toute la différence.

* * *

LA SEMAINE DES VÉTÉRANS

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, c'est la Semaine des vétérans, et cela me rappelle que l'histoire du dévouement et du sacrifice continue de s'écrire avec chaque génération.

Le 25 octobre, je me suis joint à des anciens combattants et à des membres actifs des Forces armées canadiennes au cénotaphe de Calgary pour l'inauguration d'une plaque rendant hommage à ceux qui ont servi notre pays en Afghanistan. Pour de nombreux Canadiens, le jour du Souvenir évoque les sacrifices consentis il y a longtemps, mais, dans le sillage du 11 septembre 2001, une nouvelle génération a répondu à l'appel du devoir. Plus de 40 000 Canadiens ont servi notre pays en Afghanistan pendant plus d'une décennie. Ils ont défendu la liberté, protégé les collectivités vulnérables et honoré l'engagement du Canada envers le monde.

Quand nous nous réunissons le 11 novembre, nous rendons hommage à tous ceux qui ont servi sous les drapeaux et à tous ceux qui sont tombés au combat, notamment le caporal Nathan Hornburg, originaire de Calgary, qui a trouvé la mort en Afghanistan en 2007. Tout en honorant la mémoire de ceux qui ont fait le sacrifice ultime, nous rendons également hommage aux membres dévoués des Forces armées canadiennes, qui continuent de servir notre pays tant sur le territoire national qu'à l'étranger. Que leur sacrifice ne soit jamais oublié. Nous nous souviendrons d'eux.

● (1105)

LE 25E ANNIVERSAIRE DE LA COALITION AUTOCHTONE D'OTTAWA

Yasir Naqvi (Ottawa-Centre, Lib.): Monsieur le Président, c'est pour moi un immense honneur de rendre hommage à la Coalition autochtone d'Ottawa à l'occasion de son 25e anniversaire. La Coalition autochtone d'Ottawa est un formidable partenariat réunissant huit organismes au service de la communauté autochtone urbaine d'Ottawa. Ces organismes se sont regroupés en 2001 pour s'attaquer à plusieurs problèmes qui touchent la communauté, l'accent étant mis sur la santé et l'itinérance.

Hier soir a eu lieu un rassemblement communautaire exceptionnel de membres de la communauté autochtone urbaine d'Ottawa et de la population locale au sens large, qui se sont réunis pour célébrer la Coalition autochtone d'Ottawa. Ce qui rend cette expérience si enrichissante, ce sont les aînés et les intervenants qui font partie de la coalition et dont la sagesse est une source d'enseignement.

Je tiens à féliciter la Coalition autochtone d'Ottawa pour l'excellent travail qu'elle accomplit et à lui souhaiter le meilleur succès possible pour les 25, 50 et 100 prochaines années.

* * *

LE BUDGET

Tako Van Popta (Langley Township—Fraser Heights, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral n'avait qu'un objectif à atteindre: rendre la vie des Canadiens plus abordable. Au lieu de cela, ce budget coûteux, financé à crédit, alourdit la dette de 765 milliards de dollars sur cinq ans, soit la pire enfilade d'emprunts de l'histoire du Canada.

Le premier ministre peut bien répartir les dépenses sur trois cartes de crédit pour les faire paraître moins importantes, mais les Canadiens voient clair. L'argent emprunté doit être remboursé. Cela signifie un service de la dette plus élevé, une augmentation du fardeau fiscal et une pression accrue sur le budget des familles dès aujourd'hui. Les conservateurs ont réclamé une réduction du coût du carburant, des aliments et du logement, ainsi qu'un effort réel pour réduire les dépenses inutiles. Au lieu de cela, le gouvernement prévoit encore plus de dépenses et manque à sa promesse de réduire la dette. Le budget n'est pas un plan de prospérité; c'est un plan pour devenir esclaves de notre dette, et ce sont les Canadiens qui devront en faire les frais.

* * *

[*Français*]

LA CHAMBRE DE COMMERCE BRANDON

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, le 7 septembre 1926, préférant la collaboration et l'entraide à la compétition, les entrepreneurs de Brandon ont choisi d'aller plus loin ensemble et ont créé la Chambre de commerce de Saint-Gabriel-de-Brandon, qui deviendra en 1987, en élargissant son territoire, la Chambre de commerce Brandon.

En mettant l'expertise et l'expérience de chacun au profit de tous, la Chambre de commerce Brandon vise à assurer le développement économique et social de son milieu entrepreneurial et de sa population depuis maintenant 100 ans. En agissant collectivement dans un esprit de concertation et de partenariat, les gens de la Chambre de commerce Brandon assurent à leur collectivité un avenir positif et prospère.

Je tiens à souligner leur apport extraordinaire à notre communauté, dans l'équité, l'intégrité et l'inclusion. Cent ans d'engagement à œuvrer au développement dans une perspective de développement durable, c'est exceptionnel et digne de mention.

Bon 100e anniversaire et longue vie!

* * *

LA SANTÉ MENTALE

L'hon. Rachel Bendayan (Outremont, Lib.): Monsieur le Président, la santé mentale est un enjeu qui me tient profondément à cœur. C'est plus de la moitié des Canadiens âgés de 40 ans et plus qui ont déjà vécu avec un problème de santé mentale. Ce sont nos amis, nos voisins, nos proches.

Dans le Plateau et le Mile End, nous sommes chanceux de pouvoir compter sur le Regroupement des organismes pour hommes de l'Île de Montréal, ou ROHIM, sur le Centre d'apprentissage parallèle, sur le Suivi communautaire le fil et sur bien d'autres organismes communautaires. Notre gouvernement fédéral vient tout juste d'annoncer un investissement historique en matière de santé mentale et pour lutter contre les dépendances.

[*Traduction*]

Alors que Movember débute, cette campagne nous rappelle qu'un Canadien sur cinq a déjà été aux prises avec un problème de santé mentale. C'est un chiffre énorme, et nous savons que les hommes ont du mal à briser le silence. Les résultats de notre consultation sur la santé des hommes et des garçons montrent que nous devons en faire beaucoup plus. C'est pourquoi le gouvernement fait un investissement historique dans la santé mentale et la lutte contre les dépendances. Je voudrais que toutes les personnes en difficulté sachent qu'elles comptent pour nous et que nous les voyons. Elles méritent de recevoir des soins quand elles en ont besoin, sans être jugées.

* * *

● (1110)

LES CANADIENS D'ORIGINE CHINOISE DE LA FORCE 136

Chak Au (Richmond-Centre—Marpole, PCC): Monsieur le Président, à l'approche du jour du Souvenir, nous rendons hommage aux Canadiens d'origine chinoise de la Force 136. Pendant des décennies, leur histoire est restée largement méconnue.

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, ils se sont portés volontaires pour accomplir de dangereuses missions secrètes derrière les lignes ennemies en Asie. Ils ont risqué leur vie pour le Canada alors même qu'ils étaient victimes de discrimination et qu'ils étaient privés du droit de vote dans leur propre pays. Ils se sont battus pour la liberté à l'étranger et ils ont contribué à faire progresser l'égalité ici, chez eux. Cette semaine, j'ai assisté au dévoilement du timbre de Postes Canada rendant hommage à leur service. Leurs histoires montrent pourquoi la reconnaissance est si importante.

Ma motion, la motion M-32, vise à faire du 22 juin la journée nationale de la contribution des Canadiens d'origine chinoise et à désigner le mois de juin comme le Mois de la contribution des Canadiens d'origine chinoise. J'invite tous les députés à appuyer cette motion et à rendre hommage à ceux qui ont contribué à bâtir et à défendre le Canada. N'oublions jamais.

LA JOURNÉE NATIONALE DE LA PHILANTHROPIE

Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner avec fierté la Journée nationale de la philanthropie.

Cette journée est célébrée le 15 novembre par des réseaux tels que Fondations philanthropiques Canada, Philantropie canadienne pour l'environnement, l'Association of Fundraising Professionals et Imagine Canada, ainsi que par des milliers de fondations philanthropiques, de fondations communautaires, de fonds orientés par les donateurs, d'organismes de bienfaisance et d'organisme sans but lucratif.

J'ai travaillé pendant 10 ans dans le secteur philanthropique, et je peux personnellement confirmer que la philanthropie contribue à renforcer la société, car elle favorise l'élaboration de politiques publiques importantes et permet de faire avancer des causes qui tiennent à cœur aux Canadiens. La philanthropie rend le Canada plus fort, car elle aide à bâtir des collectivités dynamiques et à encourager une participation civique active en mobilisant les gens et les collectivités.

À l'occasion de la Journée nationale de la philanthropie, j'encourage les Canadiens à ouvrir leur cœur, à trouver le moment propice pour faire un don et à remercier les intervenants du milieu philanthropique, qui donnent avec créativité et générosité pour servir le bien commun et permettre au Canada de prospérer.

* * *

LE BUDGET

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant-Nord, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens attendent de leur gouvernement qu'il gère les finances publiques de façon responsable. Cela signifie une cible budgétaire crédible pour contrôler la dette, une voie vers un budget équilibré et une reddition de comptes complète au sujet des emprunts du gouvernement. Ce budget coûteux financé à crédit est loin d'être à la hauteur.

La dette fédérale continue d'augmenter sans qu'il y ait de plan pour équilibrer le budget global. Les intérêts sur la dette coûteront aux Canadiens plus de 60 milliards de dollars cette année, soit plus que le budget consacré aux services de santé ou à la défense nationale. Les cotisations au Régime de pensions du Canada sont destinées à soutenir la retraite des Canadiens. Elles ne devraient jamais servir de prétexte à Ottawa pour emprunter davantage. Les 765 milliards de dollars de dette supplémentaires prévus dans ce budget finiront par faire grimper les taux d'intérêt et les impôts.

Pour les habitants de Waterdown, de Paris et de Binbrook, dans ma circonscription, ce budget coûteux financé à crédit se traduit par une hausse des paiements hypothécaires et des mensualités pour la voiture, et c'est la toute dernière chose qu'ils peuvent se permettre.

* * *

[*Français*]

LE BUDGET

Pauline Rochefort (Nipissing—Timiskaming, Lib.): Monsieur le Président, hier, j'étais très heureuse de pouvoir représenter les gens de ma circonscription, Nipissing—Timiskaming, lors de la présentation du budget « Maîtres chez nous ».

[*Traduction*]

Je tiens vraiment à remercier tous les citoyens et les organismes de Nipissing—Timiskaming qui ont participé au processus budgétaire. Ils ont déposé des mémoires et participé aux tables rondes. Je remercie tout particulièrement la chambre de commerce de North Bay et du district, qui a organisé une table ronde spéciale pour les petites entreprises. J'ai vraiment hâte de revenir dans ma circonscription et de parler de la mégadéduction à la productivité, dont pourront profiter les petites entreprises.

[*Français*]

En terminant, je veux remercier les citoyens de Nipissing—Timiskaming. Au nom du gouvernement du Canada, je leur dis merci.

Maintenant, nous passons à l'action.

* * *

[*Traduction*]

L'EMPLOI

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, hier, nos problèmes semblaient si lointains, mais aujourd'hui, il semble qu'ils resteront pour de bon. Le gouvernement nous a fait part de ses aspirations dans son coûteux budget financé à crédit, mais les chiffres sur l'emploi publiés aujourd'hui en révèlent les résultats.

Les chiffres sur l'emploi constituent la fiche de rendement du gouvernement. Le taux de chômage a augmenté à 6,7 %, et le taux de chômage chez les jeunes a bondi à 13,7 %. Le Canada a perdu plus de 50 000 emplois dans le secteur privé au cours du dernier mois seulement. Ce sont plus de 50 000 emplois dans le secteur privé qui ont disparu en un mois. Ce qui est peut-être le plus troublant, c'est que le pourcentage de chômeurs qui décrochent un emploi continue de diminuer. Moins de 20 % des chômeurs ont trouvé un emploi au cours du dernier mois. Près de 30 % des Canadiens vivent dans un ménage qui a de la difficulté à subvenir à ses besoins financiers.

Le budget ne contient presque aucune mesure en matière d'emploi et aucune réponse aux propositions constructives des conservateurs sur les emplois et les familles. Nous constatons maintenant d'autres pertes d'emplois. Hier, nous avons entendu de belles paroles. Aujourd'hui, nous voyons les résultats. Il y a de quoi être nostalgiques du passé.

* * *

● (1115)

[*Français*]

DES INVESTISSEMENTS DANS DES INFRASTRUCTURES DANS MADAWASKA—RESTIGOUCHE

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, pour bâtir un Canada fort, nous avons besoin de régions rurales fortes, et, ça, ça passe par des infrastructures modernes et durables adaptées aux besoins de la population.

Plus tôt cette année, nous avons lancé le Fonds pour bâtir des collectivités fortes, qui nous permet d'investir dans des infrastructures communautaires essentielles partout au pays, incluant dans Madawaska—Restigouche.

Récemment, j'ai eu le grand plaisir d'annoncer un investissement de 2 millions de dollars à Républik Nature pour moderniser son pavillon d'accueil et acquérir un nouveau télésiège quatre saisons. Ces investissements vont permettre d'assurer la sécurité et la continuité des services durant l'hiver, tout en favorisant le développement d'activités estivales, comme le vélo de montagne. Ce projet va donc avoir d'importantes retombées touristiques, économiques et communautaires.

J'aimerais souligner le leadership et le dévouement de toute l'équipe de Républik Nature et de leurs bénévoles qui font du Mont Farlagne un atout important pour la vitalité et la qualité de vie du Madawaska.

QUESTIONS ORALES

[*Traduction*]

LES FINANCES

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Monsieur le Président, les frais d'intérêt sur la dette nationale explosent. D'ici 2030, ils grugeront 14 ¢ de chaque dollar de recettes fiscales, ce qui représente 85,5 milliards de dollars par année et 8 000 $ pour une famille type de quatre personnes. C'est plus que ce que nous dépenserons pour les soins de santé publics et pour toute une gamme d'autres programmes sociaux. C'est le poste de dépenses qui connaît la croissance la plus rapide dans le budget du gouvernement.

Que fera le gouvernement si nous devons faire face à une autre crise majeure, comme celles que nous avons connues en 2008 et en 2020?

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, le député a parlé de ce qui connaît « la croissance la plus rapide ». Je lui ferais remarquer que, selon les résultats du deuxième trimestre, l'économie canadienne est celle qui a enregistré la croissance la plus rapide parmi les pays du G7, soit 3,3 %. Cela nous a donné 27,5 milliards de dollars de recettes supplémentaires, avec un déficit inférieur à celui qui était prévu dans la mise à jour économique du printemps.

Je suis heureux de confirmer au député d'en face que le gouvernement du Canada ne se contente pas de respecter ses garde-fous budgétaires. Nous équilibrerons le budget de fonctionnement un an plus tôt que prévu et nous maintiendrons le ratio dette-PIB sur une trajectoire décroissante.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC): Monsieur le Président, selon la majorité des projections, cette année, la croissance demeure anémique et inférieure à 1 %, ce qui signifie qu'elle est pratiquement nulle.

Au cours des six derniers mois, le gouvernement a annoncé, à l'extérieur de la Chambre, des dépenses fiscales totalisant des dizaines de milliards de dollars, dont nous n'avons obtenu les détails qu'hier, lors de la présentation du budget. J'ai donc une question simple à poser. Le gouvernement s'engagera-t-il à ne plus annoncer, au cours des six prochains mois, la moindre dépense fiscale ou autre dépense importante à l'extérieur de la Chambre et à plutôt respecter le Parlement en les annonçant ici?

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, ce à quoi nous nous engageons, c'est à faire croître l'économie canadienne le plus rapidement possible afin de tenir nos promesses envers les Canadiens, c'est-à-dire bâtir l'économie la plus forte et la plus résiliente du G7. Comment nous y prenons-nous? Nous tirons parti des assises solides et de la puissance financière dont dispose le pays pour investir dans les Canadiens, pour les soutenir grâce à des mesures d'abordabilité comme l'augmentation de l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels, pour aller de l'avant avec la stratégie d'électrification, pour mettre fin à l'itinérance, et pour veiller à ce que nous ayons une économie prospère et en croissance afin de favoriser la création d'emplois bien rémunérés pour l'avenir.

* * *

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a choisi très soigneusement ses mots, hier, lorsqu'on lui a demandé s'il avait discuté des 2,3 milliards de dollars versés à son ami de longue date Dan Goldberg, PDG de Télésat et collecteur de fonds. Le premier ministre a dit qu'il n'avait pas participé à la décision. Là n'était pas la question.

L'article 9 de la Loi sur les conflits d'intérêts interdit à tout titulaire de charge publique de se servir de ses fonctions pour influencer d'autres personnes afin de favoriser ses propres intérêts ou ceux d'un parent ou d'un ami. Essayons de nouveau. Le premier ministre a-t-il déjà discuté de Télésat avec ses ministres, quelqu'un dans son personnel ou des fonctionnaires, oui ou non?

Mike Kelloway (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, la question a été posée hier, et la réponse a été donnée à maintes reprises hier aussi. Le Canada dispose d'une réglementation de calibre mondial en matière d'éthique, de divulgation et de conformité. Tous les députés de ce côté-ci de la Chambre prennent cela très au sérieux. Hier, nous avons répondu que nous suivons ces règles et que nous les prenons très au sérieux, et cette réponse demeure la même aujourd'hui.

● (1120)

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont donné exactement la même réponse lorsque les scandales SNC-Lavalin et UNIS ont rejaillit sur eux. C'est ce qu'ils ont dit à propos du scandale de la caisse noire environnementale et du voyage de Trudeau sur l'île des milliardaires. Ils ressortent la même cassette à chaque fois, jusqu'à ce qu'on finisse par faire éclater la vérité.

Faisons jouer la cassette encore une fois. On est prêt? Le premier ministre a-t-il discuté de Telesat avec des ministres, des membres de son équipe ou des fonctionnaires pendant ou après l'octroi de 2,3 milliards de dollars de fonds publics à une entreprise au bord de la faillite, dirigée par un proche du Parti libéral qui est aussi un ami du premier ministre, oui ou non?

Mike Kelloway (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, pour ceux à la maison qui viennent d'arriver, c'est maintenant le segment complotiste de l'émission pendant lequel les conservateurs présentent toutes sortes de théories du complot. Certaines viennent de l'aile droite, d'autres de l'aile très à droite.

Encore une fois, nous, nous respectons les règles. Le ministre s'est exprimé à ce sujet. Le premier ministre s'est exprimé à ce sujet. Nous respecterons toujours les règles de ce côté-ci de la Chambre.

* * *

[*Français*]

LE BUDGET

Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, voici ce qu'a dit Gérald Fillion au *Téléjournal* hier: « On est revenu à la bonne tradition des budgets libéraux avec un budget qui est assez dépensier. »

En effet, le budget prévoit une augmentation record de la dette de 765 milliards de dollars sur cinq ans. Ça représente 44 000 $ par foyer. Pendant ce temps, les familles peinent à payer leur épicerie et les jeunes ne peuvent acheter une maison.

Est-ce que les libéraux vont enfin nous écouter et accepter notre plan pour faire économiser les Canadiens?

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, nous avons fait le choix d'investir massivement dans notre économie. Nous avons fait ce choix parce que, le moment pour investir, c'est maintenant. C'est maintenant que nous faisons face à une menace existentielle pour notre économie. Notre voisin est déterminé à complètement déranger notre secteur industriel.

Nous devons changer notre économie. Pour cela, l'État doit investir. Nous avons choisi d'investir. Nous n'avons pas oublié non plus les citoyens en proposant une initiative importante pour combattre l'isolement.

Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, ce qui aurait fait œuvre utile aurait été de réduire les taxes à la pompe qui ont une incidence sur tout le monde. C'est connu, c'est compris.

Les conservateurs ont proposé d'éliminer toutes les taxes fédérales sur l'essence pour faire économiser 20 ¢ le litre, soit 1 200 $ par famille. Toutefois, les libéraux ont préféré ajouter 151 milliards de dollars en dépenses supplémentaires.

La question est très simple: pourquoi les libéraux refusent-ils de réduire leurs dépenses et d'accepter notre plan pour faire économiser les Canadiens?

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, nous connaissons la situation, de ce côté-ci de la Chambre. Nous savons que le logement est une des dépenses les plus importantes des ménages.

C'est pour ça que, hier, nous avons fait des investissements historiques dans le logement pour continuer le travail que nous avons commencé l'année dernière. Nous recapitalisons Maisons Canada pour tripler la construction de logements abordables. Nous continuons avec les programmes qui font que des dizaines de milliers de logements sont présentement en construction partout au Canada, entre autres par l'entremise de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Surtout, la pièce maîtresse du budget, ce sont nos investissements pour mettre fin à l'itinérance au cours des 10 prochaines années.

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, le budget est très mal reçu à Québec. Le président du Conseil du Trésor du Québec lui a attribué la note E, et pour cause. Le Québec exigeait simplement qu'Ottawa ne fasse pas de coupes en santé. Or, le budget confirme l'intention du fédéral de réduire l'indexation des transferts en santé de 5 % à 3 % dès 2028. Ça, ce sont des soins qui ne seront pas donnés et ce sont des hôpitaux qui ne seront pas rénovés.

La santé, c'est la priorité des Québécois. Comment ce gouvernement peut-il oser déposer un budget qui prévoit des coupes en santé?

L'hon. Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, dans notre budget, on voit des investissements quand même historiques en matière de santé mentale et pour lutter contre la dépendance. On voit aussi qu'au niveau municipal, les maires et les mairesses sont en train de faire de la lutte contre l'itinérance une priorité. On voit que le nouveau gouvernement provincial fait de la lutte contre l'itinérance une priorité. Nous, au niveau fédéral aussi, nous venons juste d'annoncer un investissement historique de 45 milliards de dollars. Nous pouvons et nous devons tous travailler ensemble.

● (1125)

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, le Québec avait deux demandes pour le budget: la santé et le remboursement de près de 700 millions au Québec pour l'accueil des demandeurs d'asile, parce que nous, nous nous occupons des gens. Ça fait depuis 2024 que le fédéral traîne cette dette envers le Québec, qui accueillait alors une part démesurée des demandeurs d'asile, sans aide et sans répartition équitable. Les bons comptes font les bons amis, puis, dans ce dossier-là, le fédéral est tout sauf un ami.

Pourquoi les libéraux ont-ils de l'argent pour tout, sauf pour rembourser leurs dettes envers les Québécois?

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, comme mon collègue le sait très bien, nous avons fait des investissements historiques en santé avec le budget de 2025. Nous continuons à le faire dans le budget de 2026, par exemple avec un programme de 2 milliards de dollars qui va investir dans les infrastructures en santé mentale et pour lutter contre la dépendance, et avec un nouveau fonds de 5 millions de dollars qui va appuyer des projets qui intègrent les services sociaux, la santé et le logement.

Nous sommes là. Nous allons mettre fin à l'itinérance et nous allons le faire en collaboration avec la province et les municipalités.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, le fédéral n'a pas d'argent pour les demandes du Québec comme celle sur la santé, mais il a de l'argent en masse pour la propagande canadienne. Il y a 300 millions de dollars dans le budget libéral pour tapisser la feuille d'érable partout, 300 millions de dollars pour ramener les *Minutes du patrimoine* et fêter le 160e anniversaire du Canada. C'est commode, n'est-ce pas? On va pouvoir regarder les nouvelles *Minutes du patrimoine* à la télé pendant qu'on attend pendant 12 heures à l'urgence.

Ça n'a pas de bon sens.

Comment est-ce qu'on peut être à ce point-là déconnecté des priorités des Québécois?

L'hon. Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est un budget qui investit massivement dans la culture. C'est bon pour les Québécois et les Québécoises.

On parle ici de soutenir nos artistes comme on ne l'a jamais vu. On parle de soutenir nos journalistes aussi. Il y a de l'argent pour le Sommet de la Francophonie et pour accroître la francophonie partout au Canada.

C'est un bon budget pour le Québec.

* * *

[*Traduction*]

LES FINANCES

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le ministre des Finances a dit à la Chambre que le gouvernement avait dégagé des économies de 60 milliards de dollars dans le cadre de l'examen des dépenses. Toutefois, le sous-ministre a indiqué que cet examen n'était qu'un simple exercice de réaffectation des crédits et qu'il n'y avait pas d'économies réelles. Le budget coûteux financé à crédit fait apparaître une augmentation de plusieurs milliards des dépenses de fonctionnement, ce qui ne fait qu'alourdir encore davantage le fardeau déjà écrasant de la dette qui pèse sur les Canadiens.

Le ministre des Finances a-t-il induit la Chambre en erreur, comme le laissent entendre le sous-ministre et le budget? Si ce n'est pas le cas, où se trouvent les économies de 60 milliards de dollars?

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, nous traversons une période où notre souveraineté et notre sécurité économique sont mises à l'épreuve. Comment le gouvernement du Canada agit-il face à cette situation? Il prend conscience que notre avenir est entre nos mains et qu'il nous incombe de le bâtir.

Le gouvernement tire parti de notre solidité financière tout en faisant preuve de responsabilité financière pour investir dans l'économie canadienne et aider les Canadiens grâce aux nouvelles mesures liées au coût de la vie qui sont prévues dans le budget, comme l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, ainsi que la mise en place et l'élargissement de certains crédits d'impôt afin d'encourager les investissements et la croissance. Voilà précisément la raison pour laquelle les Canadiens nous ont élus.

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, ne voulant pas être en reste, le président du Conseil du Trésor, responsable de la surveillance des dépenses, a également affirmé avoir trouvé des économies de 60 milliards de dollars. Son sous-ministre l'a toutefois contredit, qualifiant cela d'« exercice de réaffectation » et affirmant qu'il n'y avait pas d'économies réelles.

Voici les deux ministres les plus directement responsables des finances publiques qui affirment tous deux avoir réalisé des économies de 60 milliards de dollars, alors que le budget très coûteux et financé à crédit fait état d'une hausse de plusieurs milliards dans les dépenses de fonctionnement. Ces deux ministres ont-ils induit la Chambre en erreur? Si ce n'est pas le cas, où sont donc ces 60 milliards de dollars d'économies?

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, le budget de 2026 met l'avenir du Canada entre nos mains. C'est à nous qu'il revient de bâtir notre pays. Notre économie est en pleine croissance, avec une hausse du PIB de 3,3 % au deuxième trimestre. Nous avons réduit le déficit de 27,5 milliards de dollars, tandis que les nouveaux investissements des entreprises ont augmenté de 9 % et que le commerce avec des pays autres que les États-Unis a progressé de 56 %.

Nous mettons le Canada sur la voie d'un supercycle d'investissement qui permettra à notre économie de passer de 3,4 billions de dollars à 4 billions de dollars au cours des prochaines années. C'est cela, le progrès. C'est ainsi que nous bâtissons le Canada.

* * *

● (1130)

LE BUDGET

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, en 2015, les libéraux ont promis deux années de déficits modestes avant que le budget s'équilibre de lui-même. Au lieu de cela, ils ont ajouté 750 milliards de dollars à la dette nationale en 11 ans de gestion budgétaire à crédit. Les intérêts sur la dette nationale sont désormais la dépense gouvernementale qui connaît la croissance la plus rapide, ce qui risque de nuire à des priorités comme les soins de santé et la défense nationale.

Comment pouvons-nous avoir confiance que les libéraux sauront maîtriser leurs dépenses alors que le budget d'hier ajoute encore 765 milliards de dollars à la dette nationale?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, la gestion de la dette est importante, tout comme l'honnêteté intellectuelle et le contexte.

La réalité, c'est que le service de la dette représente 1,7 % du PIB, ce qui est comparable aux années Harper que les conservateurs aiment encenser. Ce pourcentage est bien inférieur aux 6,5 % des années 1990. Nous avons la dette nette la plus faible, et un seul pays a un déficit plus bas que le nôtre. Nous utilisons cette capacité financière pour faire croître notre économie, y compris dans notre ville, Calgary, où on observe une croissance notable, des investissements considérables et des dizaines de milliers d'emplois, dont des milliers d'emplois pour les jeunes.

Il y a de quoi se réjouir. J'espère que les conservateurs travailleront avec nous.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, pendant 11 années consécutives, le gouvernement a présenté des projections de dépenses, d'emprunts et de déficits qui ne respectaient pas les cibles promises, et le député veut parler d'honnêteté.

Les projections dans le budget d'hier confirment que les libéraux n'ont pas respecté la cible budgétaire de l'année dernière, qui consistait à réduire le déficit par rapport au PIB, et la vieille cible budgétaire du gouvernement, qui consistait à réduire la dette par rapport au PIB.

Après 11 ans de promesses non tenues, comment les Canadiens peuvent-ils faire confiance au ministre des Finances?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, le déficit est en baisse. Les loyers sont en baisse. Les prix des logements sont en baisse. L'activité économique est en hausse.

Le plan fonctionne. Nous invitons les députés à se rallier à nous.

Chak Au (Richmond-Centre—Marpole, PCC): Monsieur le Président, les familles de Richmond-Centre—Marpole doivent réduire leurs dépenses d'épicerie et acheter moins de produits de première nécessité pour boucler leurs fins de mois. Ils s'attendent à ce que le gouvernement fasse preuve de la même rigueur. Pourtant, ce budget coûteux financé à crédit prévoit un autre déficit de 62 milliards de dollars pour cette année et plus de 60 milliards de dollars d'intérêts sur la dette, soit plus que le Transfert canadien en matière de santé. Une famille de quatre personnes paiera 6 000 $ rien que pour les intérêts de la dette du Canada.

Ce budget est marqué par les déficits. Quand le gouvernement libéral va-t-il couper dans les dépenses, réduire le déficit et donner un peu de répit aux familles qui en arrachent?

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, j'ai une excellente nouvelle à annoncer en ce vendredi. Le budget de 2026, présenté hier, tire parti de la solidité financière du pays pour soutenir les petites entreprises de tout le pays. Avec la mégadéduction à la productivité, le Canada est le pays le plus avantageux au monde, sur le plan fiscal, pour les nouveaux investissements des entreprises. Des mines aux usines de transformation en passant par les constructeurs automobiles, les boulangers et les nettoyeurs à sec, nous donnons aux entreprises la confiance nécessaire, grâce à une déduction fiscale, pour investir dans leur développement dès aujourd'hui. Grâce à l'Incitatif canadien à la croissance, nous aidons comme jamais auparavant les entrepreneurs prospères à réinvestir…

Le vice-président: Le député de Regina—Lewvan a la parole.

* * *

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Réessayons, monsieur le Président. Il ne fait aucun doute que le ministre de l'Intelligence artificielle, le premier ministre et le PDG de Télésat sont de bons amis. Ils passent du temps ensemble. Ils sont dans le même club de course et le même club de lecture. Leurs enfants fréquentent tous la même riche école privée. Ils entretiennent donc une relation étroite.

Le ministre de l'Intelligence artificielle a ajouté Dan Goldberg, de Télésat, à son filtre anti-conflits d'intérêts. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas fait de même?

Mike Kelloway (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, ce que je peux dire, c'est que le Canada est un chef de file en matière d'éthique et de règles et réglementation sur l'éthique. À titre de députés, nous suivons tous ces règles au quotidien, et nous continuerons de le faire.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, après quelques années passées ici, je pensais que Justin Trudeau serait le dirigeant du gouvernement le plus corrompu de l'histoire du pays, mais le premier ministre semble vouloir lui rafler la palme en versant 2,3 milliards de dollars à Télésat, l'entreprise de son ami intime.

Nous savons tous que le premier ministre se pense meilleur que le Canadien moyen, mais pourquoi se croit-il au-dessus des lois?

Mike Kelloway (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, la période des questions a commencé il y a environ 15 minutes, et les libéraux ont déjà sombré trois fois dans le ridicule. C'est incroyable.

Notre pays, je le répète, est doté des règles d'éthique les plus précises et les plus strictes au monde. Nous nous y conformons chaque jour. Le premier ministre l'a rappelé plusieurs fois aujourd'hui, et la réponse demeure la même: nous respectons ces règles jour après jour. Pourquoi? Parce que c'est dans l'intérêt de notre pays.

Une voix: Oh, oh!

● (1135)

Le vice-président: À l'ordre. Le secrétaire parlementaire du ministre des Transports est un député très compétent. Je sais que certains députés semblent avoir beaucoup de suggestions à lui faire, mais je leur demanderais d'attendre la fin de la période des questions pour lui en faire part.

[*Français*]

L'honorable député de Repentigny a la parole.

* * *

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, on a encore un autre budget du gouvernement canadien qui agit comme si les changements climatiques n'existaient pas. Il n'y a rien là-dedans pour corriger la trahison climatique du gouvernement. Les libéraux ne réparent pas leurs reculs historiques. Au contraire, ils continuent à subventionner le pétrole et le gaz. Ils affaiblissent le Règlement sur l'électricité propre. Ils encouragent la production d'énergie avec le gaz et le nucléaire. En plus, ils affaiblissent leur tarification du carbone industriel.

Comment peuvent-ils, en 2026, déposer un budget dont le seul élément vert est la couverture?

Le vice-président: Je rappelle au député qu'on ne peut pas brandir un objet ou avoir un objet dans la main à la Chambre, ni à la période des questions orales ni pendant un débat.

La secrétaire parlementaire du premier ministre a la parole.

L'hon. Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous avons une stratégie pour la nature qui fait l'envie du monde. Nous faisons des investissements historiques dans l'énergie propre. Je pense à notre stratégie d'électricité et au projet de Churchill Falls, qui va beaucoup aider les Québécois et qui va utiliser l'expertise d'Hydro-Québec.

Nous sommes un gouvernement fermement et résolument engagé envers la croissance économique et la protection de notre environnement.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, lundi, le Canada va se présenter à la COP sur le climat en Turquie avec en main un autre budget qui dit exactement le contraire de ses beaux discours.

Pendant ce temps-là, la vérificatrice générale, jeudi dernier, a dit que le Canada avait abandonné en cachette sa promesse d'arrêter d'exporter du charbon thermique, la pire énergie fossile au monde. Le Canada avait promis d'arrêter ça en 2020. Depuis, non seulement les exportations ont continué, mais elles ont aussi augmenté.

Est-ce que le gouvernement réalise qu'il mériterait de se faire renvoyer de la COP avec du goudron et des plumes?

[*Traduction*]

Wade Grant (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, c'est pour moi un immense honneur que mon fils soit présent aujourd'hui sur la Colline. Il a 18 ans. Le budget est important pour sa génération, pour son avenir et pour le legs qu'on lui laissera.

Il est possible de développer l'économie tout en protégeant l'environnement et la nature. L'endroit que mon fils préfère le plus au monde est Haida Gwaii, sur la côte de la Colombie-Britannique. C'est pourquoi nous investissons 1,2 milliard de dollars pour protéger nos océans et les baleines, ainsi que pour assurer la conservation marine, et 3,6 milliards de dollars pour la conservation de la nature. Nous investissons également près de 20 millions de dollars pour créer trois nouvelles zones de protection marine dans le Nord.

* * *

LE TRANSPORT FERROVIAIRE

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Monsieur le Président, le budget d'hier soulève des questions fondamentales sur les priorités du gouvernement en matière de dépenses. Le gouvernement ne peut pas prétendre faire preuve de responsabilité financière quand il impose une taxe sur le carburant si essentiel pour les Canadiens des régions rurales et, parallèlement, s'engage à verser des milliards de dollars dans le projet de train à grande vitesse Alto. Les familles de ma circonscription vont devoir payer pour un projet qui risque de leur enlever leurs terres sans aucune analyse de rentabilisation, simplement pour flatter la vanité du gouvernement. Ce n'est pas de la gouvernance responsable. C'est être complètement déconnecté de la réalité.

Le gouvernement annulera-t-il le projet Alto et investira-t-il ces milliards de dollars dans les priorités des familles canadiennes?

Mike Kelloway (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui concerne ce projet de train à grande vitesse en particulier, il s'agit d'un projet transformateur pour l'Ontario et le Québec. C'est une occasion qui ne survient qu'une fois par génération. Ce projet entraînera une hausse du PIB pouvant aller jusqu'à 32 milliards de dollars, la création de 50 000 emplois et une réduction de notre empreinte carbone. Ce qui est important, très franchement, c'est que nous écoutons les Canadiens. Nous sommes à l'écoute des Ontariens et des Québécois en ce qui concerne le train à grande vitesse. C'est ce que nous avons fait par le passé, ce que nous faisons maintenant et ce que nous allons continuer de faire à l'avenir.

Questions orales

L'EMPLOI

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement persiste à parler de ses ambitions, mais le rapport sur l'emploi que Statistiques Canada a publié aujourd'hui raconte une tout autre histoire. Le taux de chômage a augmenté à 6,7 %, il a progressé à 13,7 % chez les jeunes. De plus, 50 000 emplois dans le secteur privé ont disparu en un seul mois. Pendant ce temps, le gouvernement prévoit, pour les cinq prochaines années, d'énormes déficits qui dépasseront les 50 milliards de dollars par année, ainsi qu'une hausse du service de la dette.

Quand le gouvernement cessera-t-il de faire des promesses et présentera-t-il un plan crédible qui créera des emplois et qui redonnera au Canada des assises financières solides?

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, le Canada a le plus faible service de la dette du monde entier. Nous avons une cote de crédit AAA, et le rendement de nos obligations à long terme augmente plus que celui des autres pays du G7. Le monde entier reconnaît les solides assises de l'économie canadienne, à l'exception du Parti conservateur du Canada. Il n'y a que lui qui doute des Canadiens et du pays.

Nous ne nous excuserons jamais d'investir dans les Canadiens et d'engager le Canada sur la voie de la prospérité. C'est pour cela que nous avons été élus. Quand le Parti conservateur emboîtera-t-il le pas?

● (1140)

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, ce n'est pas en faisant semblant d'avoir de meilleures notes que celles qu'on a vraiment qu'on s'améliore.

La question portait sur l'emploi, mais la réponse n'a pas parlé d'emploi. Le budget parle à peine d'emploi. Quand on lit le rapport sur l'emploi que Statistique Canada a publié aujourd'hui, les conséquences sont évidentes. Ce rapport ne s'intéresse pas aux rêves, mais aux résultats. En à peine 1 mois, 50 000 emplois ont été éliminés dans le secteur privé. Le chômage chez les jeunes a grimpé en flèche. Le chômage en général a grimpé en flèche. Au cours du dernier mois, moins de 20 % des Canadiens à la recherche d'un emploi ont trouvé un emploi.

Les Canadiens ont de la misère. L'emploi recule. Quand les libéraux vont-ils enfin régler le problème?

L'hon. Stephanie McLean (secrétaire d'État (Aînés), Lib.): Monsieur le Président, le budget qui a été présenté hier montre que nous avons le bien-être des Canadiens à cœur. Il montre aussi que nous investissons dans l'avenir des travailleurs d'ici. Voici d'ailleurs ce que les Syndicats des métiers de la construction du Canada ont déclaré hier:

> Les Syndicats des métiers de la construction du Canada accueillent positivement les sommes que le gouvernement fédéral consacre dans le budget de 2026 aux infrastructures, au logement, aux ressources énergétiques et aux grands projets. Elles ouvrent d'excellentes perspectives en vue de stimuler l'économie du Canada, d'améliorer la sécurité énergétique et de créer des emplois syndiqués payants qui amélioreront durablement la vie des travailleurs canadiens et de leur famille.

Les Canadiens croient dans ce budget. Eux aussi devraient y croire.

LE BUDGET

L'hon. Mike Lake (Leduc—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont choisi fort à propos un titre pour leur nouvelle approche budgétaire qui pourrait aussi bien convenir à la prochaine série de l'univers Marvel. Depuis plus d'une décennie maintenant, les libéraux se présentent comme des héros, non assujettis aux lois de la physique ou de l'économie, dans un univers où la réalité n'existe pas. Un ancien héros libéral a déjà fait dit, de façon extraordinaire, que les budgets s'équilibraient d'eux-mêmes. Maintenant, dans ce quatrième chapitre intitulé « Maîtres de la tromperie », la nouvelle étoile des libéraux, entourée des mêmes acteurs de soutien, utilise son superpouvoir d'invisibilité pour rendre ses déficits gargantuesques invisibles au commun des mortels.

Y a-t-il encore quelqu'un en face qui puisse faire la distinction entre la fiction et la réalité?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de nous avoir fait visiter l'univers cinématographique conservateur, mais revenons aux faits. La réalité, c'est que dans notre province, l'Alberta, 40 000 emplois ont été créés depuis le début de l'année. Par rapport aux autres pays, notre service de la dette est faible. Notre déficit est le deuxième plus bas du G7, soit 2,5 % par rapport à 8,5 % pour les États-Unis.

Nous sommes en voie d'atteindre les objectifs que nous nous étions engagés à atteindre un an plus tôt que prévu, en fait.

L'hon. Mike Lake (Leduc—Wetaskiwin, PCC): Monsieur le Président, revenons à la réalité. En 2015, le Canada avait un budget équilibré et la classe moyenne la plus riche au monde. Après une débâcle économique mondiale, la dette fédérale du Canada s'élevait à 616 milliards de dollars. Or, nous avons appris hier qu'après 10 années de mauvaise gestion, le budget coûteux financé à crédit des libéraux ajouterait davantage à la dette au cours des cinq prochaines années que ce que le Canada a accumulé en 148 ans. La réponse des libéraux est aussi prévisible que lassante. Ils nous récitent comme un mantra toutes leurs nouvelles dépenses, lesquelles sont toutes financées par une dette colossale qui échappe à tout contrôle.

Quand le gouvernement mettra-t-il fin à cette croissance effrénée du déficit?

Sophie Chatel (secrétaire parlementaire de la ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue parle de héros et des mesures destinées aux anciens combattants. Nous portons tous le coquelicot. Voici ce que ferait le budget. Les anciens combattants ont toujours été là pour le Canada, et nous serons là pour eux. Le gouvernement est déterminé à mettre fin à l'itinérance chez les anciens combattants. Le budget de 2026 prévoit 6,5 milliards de dollars sur 10 ans pour renouveler l'initiative Vers un chez-soi et le Programme de lutte contre l'itinérance chez les vétérans. Ce financement maintiendra les services communautaires de prévention et de lutte contre l'itinérance. Ceux qui servent notre pays méritent un endroit sûr où...

Le vice-président: La députée de Spadina—Harbourfront a la parole.

LE PATRIMOINE CANADIEN

Chi Nguyen (Spadina—Harbourfront, Lib.): Monsieur le Président, Spadina—Harbourfront compte l'une des plus grandes communautés artistiques et culturelles du Canada. Nous savons comment mettre en valeur les talents incroyables des Canadiens et les artistes qui racontent nos histoires. Le budget de 2026 prévoit des investissements indispensables pour soutenir les artistes professionnels et les organismes qui subissent des pressions financières.

Le secrétaire parlementaire pourrait-il nous en dire davantage sur les mesures incluses et sur la façon dont nous investissons dans la souveraineté culturelle du Canada?

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue d'avoir souligné les contributions importantes des artistes à l'identité culturelle du Canada. Le crédit canadien pour la création proposé dans le budget de 2026 aiderait les artistes à faire croître leurs entreprises créatives en leur accordant un allégement fiscal sur les revenus artistiques admissibles. Le gouvernement aide également les artistes à conserver une plus grande partie de leurs revenus en élargissant l'éventail des dépenses qu'ils peuvent déduire. Ensemble, ces mesures donneront à nos artistes les outils et la souplesse nécessaires pour faire croître leur entreprise et bâtir une carrière durable.

* * *

● (1145)

[*Français*]

LES FINANCES

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, on ne devient pas maîtres chez nous en hypothéquant l'avenir de nos petits-enfants. Les Canadiens sont prisonniers des dettes libérales. Le déficit prévu pour les cinq prochaines années est de 288,7 milliards de dollars, juste pour les opérations gouvernementales, pour un total de 1 593 milliards.

Quand le gouvernement libéral va-t-il penser au retour à l'équilibre budgétaire?

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, quelqu'un a déjà dit une fois qu'il ne faut pas être obsédé par l'équilibre budgétaire. Présentement, ce n'est pas le moment de se lancer là-dedans.

Moi aussi, je tiens à assurer l'avenir de mes petits-enfants. C'est dans cette direction-là que nous agissons avec deux tiers du dégagement des facilités financières. Deux tiers vont aller pour soutenir l'économie, pour augmenter l'investissement. C'est en investissant dans notre nouvelle économie que nous allons assurer l'avenir de nos petits-enfants.

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, avec les libéraux, on pellette les problèmes qu'on peut régler aujourd'hui avec un chèque et on repousse ça dans les poches de mes petits-enfants. Maéva, Loïc, Béatrice, Delphine, Arthur, Mathilde, Clémence et Octave demandent au gouvernement libéral de prendre ses responsabilités aujourd'hui pour ne pas être écrasés sous le fardeau de la dette demain.

Le gouvernement libéral va-t-il enfin entendre celles et ceux qui en paieront le prix?

L'hon. Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je ne pense pas que mon collègue ait eu la chance de lire le budget au complet. Les chiffres que nous avons présentés hier démontrent que le déficit a diminué de 40 % en 2025-2026. Nous équilibrons, en fait, les dépenses courantes un an plus tôt que prévu. Nous avons fixé l'année dernière deux cibles budgétaires claires: équilibrer le budget opérationnel et réduire le ratio de déficit-PIB.

Le budget de 2026 que nous avons présenté hier fait les deux et va même au-delà.

[*Traduction*]

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre prétend que son budget permettra aux Canadiens d'être maîtres chez eux, mais en raison de la frénésie d'endettement en cours, les seuls maîtres sont les banquiers internationaux et les détenteurs d'obligations. Le déficit total, estimé à 150 milliards de dollars, nuit à notre économie. Les paiements des intérêts sur la dette dépassent maintenant le milliard de dollars par semaine, et les garde-fous budgétaires sont loin derrière. Le Canada a perdu plus de 50 000 emplois dans le secteur privé rien que le mois dernier. Le chômage est en hausse.

Quand le premier ministre freinera-t-il enfin ses dépenses excessives à crédit pour éviter que les Canadiens ne deviennent esclaves de sa dette?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je tiens simplement à rappeler à mes collègues d'en face que Stephen Harper a enregistré des déficits au cours de sept des neuf exercices financiers où il était au pouvoir.

En Alberta, nous constatons que le plan que nous mettons en place porte ses fruits. En effet, nous avons créé 40 000 nouveaux emplois cette année, dont 4 000 pour les jeunes. La construction du pipeline Pacific Link débutera l'année prochaine. Le projet de captage du carbone Nouvelles voies est également en cours. C'est une période exaltante pour les Canadiens et les Albertains. J'espère vraiment qu'ils se joindront à nous.

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Monsieur le Président, si je maîtrisais mes finances personnelles comme le premier ministre maîtrise le budget, je ne serais même pas admissible à un prêt sur salaire chez Money Mart.

Le premier ministre a déclaré aux Canadiens que son déficit ne s'élevait qu'à 62 milliards de dollars, mais lorsque l'on inclut ses soi-disant investissements, celui-ci atteint les 150 milliards de dollars. Jamais un banquier tel que le premier ministre n'accorderait un prêt à quelqu'un qui recourt à ce genre de manipulations comptables. Le premier ministre continue toutefois d'imprimer de l'argent et de faire grimper l'inflation. Pendant ce temps, le Canada a perdu 50 000 emplois rien que le mois dernier.

Quand le premier ministre freinera-t-il enfin ses dépenses excessives à crédit pour éviter que les Canadiens ne deviennent esclaves de sa dette?

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, pourquoi les conservateurs semblent-ils se réjouir uniquement lorsqu'ils estiment que le Canada va mal? C'est comme s'ils confirmaient chaque jour, à la Chambre, ce qu'ils souhaitent réellement.

Nous agissons et nous mettons à profit la solidité financière du Canada pour renforcer le pays et soutenir les Canadiens grâce à des mesures qui réduisent réellement le coût de la vie. Nous avons réduit les impôts sur le revenu et les nouveaux investissements des entreprises ainsi que les taxes sur les habitations et le carburant. L'économie est en pleine croissance et nous continuons d'investir dans l'emploi. Rien que dans ma région, le gouvernement a créé 50 000 nouveaux emplois. Nous avons attiré des milliards de dollars de nouveaux investissements. Voilà comment nous bâtissons un Canada fort.

● (1150)

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, revenons à ce chiffre de 50 000 emplois. Le député a affirmé que le budget a pour objectif de créer, à un moment donné au cours des cinq prochaines années, 50 000 emplois. Dans le rapport sur l'emploi publié aujourd'hui, on apprend que 50 000 emplois ont déjà été perdus au cours du dernier mois dans le secteur privé. Il ne s'agit pas d'un objectif. Ce sont des chiffres concrets qui ont été publiés par Statistique Canada, et non par le ministre des Finances.

Le fait que le whip du gouvernement prétende que la situation est meilleure qu'elle ne l'est ne rassure pas les Canadiens qui ont du mal à joindre les deux bouts. Il doit cesser de prétendre que la situation est meilleure qu'elle ne l'est et commencer à défendre les intérêts des gens qui comptent.

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, quand je parle de 50 000 emplois, je ne parle pas d'un objectif. Le projet de nouvelle centrale nucléaire de Darlington représente 21 700 emplois rien que dans ma région. Le projet de réfection de la centrale nucléaire de Pickering représente quant à lui 30 000 autres emplois. Ce sont de vrais emplois pour de vrais Canadiens dans ma région. Ce ne sont pas des objectifs. Ce ne sont pas des souhaits. Il s'agit de mesures concrètes dans l'économie réelle qui stimulent la croissance et qui créent de bons emplois pour l'avenir. C'est précisément ce à quoi nous nous employons de ce côté-ci de la Chambre.

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre avait promis de rendre la vie plus abordable et de maîtriser les dépenses publiques. Au lieu de cela, les libéraux ont présenté aux Canadiens un budget coûteux financé à crédit qui aurait dû s'intituler « Maîtres de la dette ». Un Canadien sur trois saute maintenant des repas ou mange moins, car il n'a tout simplement pas les moyens de faire l'épicerie. Alors que les Canadiens ont du mal à mettre du pain sur la table, les libéraux continuent d'emprunter des milliards et des milliards de dollars en refilant la facture aux contribuables.

Quelle dette le premier ministre compte-t-il faire peser sur les Canadiens avant d'admettre que son approche consistant à simplement tout mettre sur la carte de crédit ne saurait se substituer à une politique financière raisonnable?

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, une des premières mesures que le gouvernement a prises à la suite de son arrivée au pouvoir, c'est de réduire les impôts de 22 millions de Canadiens. Nous avons ensuite procédé à un examen exhaustif des dépenses et dégagé des économies de 60 milliards de dollars sur 5 ans dans les activités gouvernementales.

Dans le budget, nous tirons parti de cet atout. Nous augmentons l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels en offrant plusieurs centaines de dollars supplémentaires par année aux familles canadiennes. Douze millions de Canadiens bénéficieront d'une aide accrue cette année grâce à la croissance économique attribuable à la rigueur financière dont fait preuve le gouvernement. Nous continuerons à investir en leur faveur.

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, de toute évidence, ces programmes ne fonctionnent pas. S'ils fonctionnaient, les libéraux n'auraient pas versé 100 millions de dollars aux banques alimentaires, qui ont besoin de plus d'argent pour répondre à une demande grandissante attribuable à leurs politiques. Les familles ont déjà du mal à payer leur prêt hypothécaire, leur épicerie et leur essence. La moitié des Canadiens disent qu'ils ont dû puiser dans leurs économies simplement pour subvenir à leurs besoins essentiels. Or, cette année, le gouvernement fédéral consacrera 60 milliards de dollars au paiement des intérêts sur la dette accumulée par les libéraux.

C'est plus que ce que le gouvernement transfère aux provinces pour les soins de santé, et presque deux fois ce que les familles reçoivent au titre de l'Allocation canadienne pour enfants. Alors que les paiements d'intérêts grugent plus de 10 % du budget fédéral, quand le premier ministre présentera-t-il un véritable plan pour contrôler les dépenses des libéraux et renverser...

Le vice-président: La secrétaire d'État aux Aînés a la parole.

L'hon. Stephanie McLean (secrétaire d'État (Aînés), Lib.): Monsieur le Président, ce budget met de l'argent dans les poches des Canadiens, non pas demain, mais dès aujourd'hui. Nous augmentons l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Ainsi, une famille de 4 personnes recevra 2 570 $ grâce à ce versement supplémentaire ponctuel. C'est de l'argent bien réel que les familles pourront utiliser pour payer l'épicerie et pour donner un bon départ à leurs enfants. Cela dit, nous allons encore plus loin. Il n'y a plus de taxe sur le carbone pour les consommateurs, et nous avons suspendu la taxe d'accise sur le carburant. Il y a des services de garde à 10 $ par jour et des repas à l'école pour jusqu'à 400 000 enfants. Ils rient.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Monsieur le Président, le 8 septembre, Miranda Mamakwa est décédée des complications d'une chirurgie à cœur ouvert parce que le Programme des services de santé non assurés de Services aux Autochtones Canada n'a pas réussi à organiser son transport médical vers le Sud à quatre reprises. Elle a demandé justice dans ses derniers messages sur Facebook.

Rien dans ce budget ne s'attaque aux coûts de transport excessifs ou au manque de médecins pour les communautés éloignées qui ont besoin de services de santé de base.

Quand les libéraux se rendront-ils compte que, en plus des coûts du logement, du chauffage et de la nourriture, qui échappent toujours à tout contrôle, leurs dépenses inutiles ne font rien pour régler les problèmes d'abordabilité et les coûts humains évitables imposés aux Premières Nations?

Brendan Hanley (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique, Lib.): Monsieur le Président, le budget de 2026 répond à cet appel grâce à des investissements historiques à long terme qui reflètent les priorités des collectivités, que ce soit pour les services d'éducation et de santé, les infrastructures essentielles ou les mesures de soutien.

La santé des gens est le fondement de collectivités fortes. C'est pourquoi le budget de 2026 prévoit plus de 3 milliards de dollars pour assurer un meilleur accès aux services de santé essentiels et renforcer la santé publique dans les communautés autochtones.

C'est une des nombreuses façons dont nous appuyons la réconciliation et les priorités autochtones dans ce budget.

● (1155)

Billy Morin (Edmonton-Nord-Ouest, PCC): Eh bien, monsieur le Président, voici la vraie réponse que ce budget offre à la famille de Miranda Mamakwa: le gouvernement noie son échec dans une logorrhée de chiffres. Quand on regarde les détails, on voit que, pour le prochain exercice financier, le budget des Services de santé non assurés pour les Premières Nations et les Inuit sera gelé ou réduit, ce qui signifie que la situation ne s'améliorera pas et qu'on verra encore plus d'échecs.

Il y a pire encore. Le premier ministre a promis de mettre fin à l'itinérance en 10 ans dans ce budget coûteux financé à crédit, mais le vrai chiffre qu'il ne nous donne pas, c'est celui du financement destiné au logement dans plus de 600 Premières Nations. Une fois divisé entre elles, celui-ci équivaut à trois maisons par année pour chaque Première Nation.

Les libéraux ont-ils vraiment réussi à se convaincre qu'il suffira de trois maisons par année pour mettre fin à l'itinérance au sein des Premières Nations?

Brendan Hanley (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux que le député, avec qui je travaille au comité, soulève la question du logement. Dans le budget de 2026, nous prévoyons 32 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années pour le logement et les infrastructures des Premières Nations, afin que ces communautés aient la stabilité dont elles ont besoin aujourd'hui pour bâtir les communautés plus fortes de demain. Cet engagement représente à lui seul 60 % de plus que tous les fonds fédéraux investis dans les infrastructures des Premières Nations depuis 2015. Cela fait partie du plan du gouvernement qui vise à donner aux communautés des Premières Nations la certitude dont elles ont besoin pour voir grand et la stabilité qui leur permettra de bâtir pour les générations futures.

* * *

[*Français*]

L'IDENTITÉ ET LA CULTURE CANADIENNES

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le privilège de représenter la circonscription de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie à la Chambre. Ce qui me rend fier, c'est de voir les gens de partout s'y rassembler pour célébrer leur identité et la richesse de notre francophonie. Par nos festivals et les histoires que nous racontons, nos artistes et nos créateurs contribuent à renforcer notre sentiment d'appartenance.

Est-ce que le gouvernement peut nous expliquer aujourd'hui comment le budget va soutenir celles et ceux qui font vivre notre culture et notre francophonie?

Madeleine Chenette (secrétaire parlementaire du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles et du secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question et de sa grande collaboration en matière d'environnement. Nous avons un budget 2026 sans précédent pour ce qui est de la culture, afin de célébrer et de protéger ce qui nous rend canadiens. Il y a des investissements dans les infrastructures et pour nos créateurs, nos artistes, nos institutions culturelles, nos médias et nos journalistes. Je tiens aussi à souligner les 393 millions de dollars prévus pour le Sommet de la Francophonie de 2028.

Célébrons notre francophonie. Soyons fiers de notre culture chez nous et à l'international.

* * *

[*Traduction*]

L'EMPLOI

Chris Lewis (Essex, PCC): Monsieur le Président, dans Windsor-Essex, près d'un jeune sur cinq qui veut travailler n'arrive pas à trouver d'emploi. Ce sont donc des milliers de jeunes à qui on refuse la possibilité d'améliorer leur sort, d'acheter une maison et de se bâtir un avenir. Après 10 ans de gouvernement libéral, le taux de chômage chez les jeunes de Windsor-Essex est plus élevé que la moyenne nationale, qui est de 13,7 %. Les jeunes paient le prix d'une décennie de mauvais budgets libéraux.

Pourquoi le budget libéral ne prévoit-il rien pour les jeunes de Windsor-Essex?

Peter Fragiskatos (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, l'incertitude générale provoquée par les droits de douane imposés au Canada de manière tout à fait injustifiée s'est transportée dans le monde des affaires. Nous savons que les conservateurs omettent presque toujours de le mentionner, mais c'est un point essentiel, et c'est un point clé en ce qui concerne le taux de chômage chez les jeunes.

On a beaucoup parlé aujourd'hui de la mégadéduction à la productivité. Avec raison. Cette mesure fait du Canada le pays le plus concurrentiel du monde industrialisé pour ce qui est de la fiscalité. Elle se traduit par des investissements. Elle se traduit par des emplois, notamment des emplois pour les jeunes. Travaillons ensemble afin de poursuivre dans cette voie.

* * *

L'INDUSTRIE DES MÉDIAS D'INFORMATION

Gaétan Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk, PCC): Monsieur le Président, lorsque le courant est coupé, que les feux de forêt se propagent rapidement et que les routes sont fermées, les gens de ma circonscription se tournent vers leurs stations de radio locales, comme Moose FM et Le Loup. Les Canadiens des régions rurales les écoutent aussi en se rendant au travail. Pourtant, le gouvernement ne consacre que 3 % de son budget publicitaire à la radio locale canadienne.

Sans dépenser un sou de plus, le gouvernement va-t-il donner à la radio locale sa juste part des fonds publicitaires?

[*Français*]

Madeleine Chenette (secrétaire parlementaire du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles et du secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, il n'y a aucun doute que nos médias sont importants et il faut les protéger et leur donner du financement. C'est ce que notre budget a permis de faire, encore une fois. Nous allons soutenir nos médias locaux, les encourager à produire une information fondée sur des faits et des données afin que les Canadiens puissent mieux comprendre les réalités locales.

[*Traduction*]

Gaétan Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk, PCC): Monsieur le Président, c'est une question de priorités. Je ne demande pas au gouvernement de dépenser davantage. Je lui demande de mieux utiliser l'argent qui est déjà dépensé. Les habitants des régions rurales dépendent des stations de radio locales pour les nouvelles de dernière heure.

Le ministre s'engagera-t-il à rediriger une plus grande part des fonds publicitaires déjà prévus vers les radios locales?

● (1200)

[*Français*]

Madeleine Chenette (secrétaire parlementaire du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles et du secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de cette question parce qu'il est certainement important pour notre gouvernement, sans aucun doute, de mettre l'argent dans nos radios locales et dans nos journalistes. C'est ce que nous avons encore fait dans notre budget de 2026. Nous sommes là pour les médias, parce qu'ils représentent une force lorsqu'il s'agit de recueillir des données et de diffuser de l'information locale fondée sur les faits. C'est un outil extrêmement puissant pour nos concitoyens et nos concitoyennes.

* * *

[*Traduction*]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Danielle Martin (University—Rosedale, Lib.): Monsieur le Président, la criminalité violente à Toronto se situe à des niveaux historiquement bas, les homicides et les fusillades ayant considérablement diminué au cours des deux dernières années. D'ailleurs, à l'échelle du Canada, il y a eu 125 homicides de moins en 2025 qu'en 2024, ce qui représente la plus forte baisse d'une année sur l'autre en près de 40 ans. Même s'il reste encore du chemin à parcourir, ces résultats sont importants.

Le ministre de la Sécurité publique peut-il informer la Chambre des mesures prises par le gouvernement afin de contribuer à cette baisse?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de University—Rosedale du travail remarquable qu'elle accomplit. Je tiens également à remercier les femmes et les hommes courageux qui risquent leur vie chaque jour pour protéger les Canadiens. Leur vaillant travail porte ses fruits.

Le gouvernement a agi rapidement pour mettre en œuvre l'un des programmes de sécurité publique les plus ambitieux depuis une génération, avec des mesures visant à lutter contre le crime organisé, la violence armée, la cybercriminalité, le vol de véhicules et les violations de domicile. Nous ne nous arrêterons pas là. Nous continuerons à fournir aux forces de l'ordre les outils nécessaires pour qu'elles puissent accomplir leur mission plus efficacement.

* * *

L'ÉCONOMIE

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, le nouveau budget du gouvernement libéral, « Maîtres de l'endettement », fera augmenter encore plus le coût de la vie dans Skeena—Bulkley Valley. Il ne prévoit aucun accord commercial avec les États-Unis. C'est un budget coûteux de 765 milliards de dollars financé à crédit qui accorde de l'argent aux amis consultants du premier ministre. Tandis que les amis du premier ministre en profitent, le mois dernier, près de 30 % des Canadiens âgés d'au moins 15 ans vivaient dans un ménage qui avait du mal à répondre à ses besoins financiers de base.

Quand le premier ministre cessera-t-il d'alourdir la dette générationnelle et commencera-t-il à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens?

L'hon. Rebecca Alty (ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est conscient que les Canadiens sont sous pression. Le budget de 2026 prévoit des mesures concrètes et abordables, dont les suivantes: l'augmentation à hauteur de 50 % de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels en 2027, ce qui représente jusqu'à 1 290 $ pour une personne et 2 570 $ pour une famille de quatre personnes; un investissement de 610,3 millions de dollars dans le programme Nutrition Nord pour réduire le coût des aliments dans les collectivités du Nord; et la mise en place de l'Allocation aux travailleurs pour bâtir le Canada afin d'aider les travailleurs à garder plus d'argent dans leurs poches.

Le budget de 2026 allège dès aujourd'hui le coût de la vie tout en renforçant...

Le vice-président: La députée de Vancouver-Est a la parole.

* * *

L'INDUSTRIE AÉRIENNE

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, le premier ministre parle de bâtir un Canada plus fort et plus solvable, mais au lieu de protéger des services publics essentiels comme l'aéroport YVR et d'autres grands aéroports, il souhaite les vendre à des intérêts privés, mettant ainsi en péril les prix, la sécurité et les droits des travailleurs. Le budget de 2026 prévoit 37,6 millions de dollars pour le processus de privatisation. L'aéroport YVR détient le titre de meilleur aéroport d'Amérique du Nord depuis 12 années consécutives.

Pourquoi le premier ministre laisse-t-il les intérêts des grandes entreprises être les maîtres chez nous, et compte-t-il faire marche arrière immédiatement pour que nos aéroports publics restent entre les mains du public?

Mike Kelloway (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, nous mettons l'accent sur la modernisation des aéroports. Cela se traduit par davantage d'investissements dans les aéroports. Cela se traduit par davantage de services dans les aéroports. Cela se traduit par davantage d'emplois dans les aéroports. Cela signifie également qu'il faut examiner la façon dont on fait les choses actuellement et comment on pourrait les faire différemment, notamment en partageant les investissements avec les réseaux régionaux afin de renforcer le Canada d'un océan à l'autre.

* * *

LE BUDGET

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, ce que nous avons, c'est le plus haut titre.

Non seulement les libéraux vendent nos aéroports et nos biens publics, mais Noël est arrivé tôt pour les milliardaires et les dirigeants d'entreprise. Le budget de 2026 prévoit des mégadéductions totalisant 36 milliards de dollars pour les sociétés, mais il n'y a pas de mégadéduction pour les gens ordinaires. L'allocation temporaire pour l'épicerie sera rapidement engloutie par la hausse des prix des aliments.

Au lieu de donner 36 milliards de dollars en mégadéductions aux entreprises, le premier ministre va-t-il rediriger ces ressources pour bâtir un réseau d'épiceries publiques afin d'accroître la concurrence et de faire baisser les prix?

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, la députée sait très bien que nous sommes là pour les vrais Canadiens avec de vrais programmes. Nous investissons dans le logement abordable. Nous nous sommes engagés à mettre fin à l'itinérance au cours des 10 prochaines années. Nous consacrons 10 milliards de dollars à Maisons Canada pour construire des logements de transition, 5 milliards de dollars pour soutenir les projets qui multiplient les initiatives en matière de logements sociaux, 6,5 millions de dollars pour renouveler le programme Vers un chez-soi et 2 milliards de dollars pour les infrastructures dans le secteur de la santé pour aider les Canadiens aux prises avec des problèmes de santé mentale et de toxicomanie. Nous sommes là pour les Canadiens, les vrais Canadiens.

* * *

● (1205)

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le vice-président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de Son Excellence Beate Meinl-Reisinger, ministre fédérale des Affaires européennes et étrangères de la République d'Autriche.

Des voix: Bravo!

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LE DÉCORUM

L'hon. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations, et vous constaterez que la Chambre donnerait son consentement unanime pour laisser le député de Surrey-Sud—White Rock reprendre sa déclaration de député.

Le vice-président: D'accord?

Une voix: Non.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, l'article 16(2) du Règlement précise noir sur blanc que les députés ne sont pas censés interrompre les gens qui parlent. Je sais que ça arrive, personne ne dira le contraire, sauf que pendant que le député de Surrey-Sud—White Rock prononçait sa déclaration, le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan a fait des remarques très personnelles à son endroit en parlant extrêmement fort, alors que le silence régnait à la Chambre.

Il se serait apparemment passé quelque chose dans une réunion de comité qui a fâché le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, mais il n'en reste pas moins qu'un précédent a été établi. J'encourage fortement les députés à changer d'avis. Après tout, ils savent qu'il leur arrive la même chose de temps en temps. Ils ne voudraient sûrement pas qu'à cause de ce précédent, il devienne courant de couper court aux déclarations de députés.

Au strict minimum, le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan présenterait-il ses excuses au député de Surrey-Sud—White Rock pour son comportement pendant que celui-ci faisait sa déclaration?

Le vice-président: Le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan demande la parole.

J'invite les députés qui désirent intervenir à propos de ce recours au Règlement à indiquer l'article ou les précédents concernés sans débattre.

Je donne la parole au député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan.

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, voici ce qu'a dit le secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches la dernière fois qu'il était intervenu à la Chambre: « C'est curieux [...] que les conservateurs confient des questions sur les pêches dans le Canada atlantique...

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président: Je vais arrêter ça tout de suite. J'ai la parole, alors personne ne peut intervenir, et rien ne sera consigné au hansard.

Je vous ai demandé de me renvoyer à un article du Règlement ou à quelque chose que la Chambre aurait fait précédemment, pas de débattre de ce qui s'est passé ni de qui a dit quoi à telle ou telle personne. La présidence n'a pas à prendre part aux débats entre les députés. Ce n'est pas son rôle et ce n'est pas ce que je veux.

La règle, c'est que les députés doivent s'abstenir de parler. Pendant les déclarations de députés et la période des questions, un seul député à la fois a la parole. Les députés ne m'ont pas donné le pouvoir de la donner à plusieurs d'entre eux à la fois. J'invite les députés à faire leur possible pour s'abstenir de parler pendant les déclarations de députés et aussi pendant la période des questions.

En tant que Président, en tant qu'occupant du fauteuil, je n'ai pas le pouvoir absolu de ramener le calme. Je sais que vous êtes animés par la force de vos convictions. Quand vous le voulez, vous en avez beaucoup à dire. Le whip en chef du gouvernement a fait un rappel pertinent à propos de l'article 16(2) du Règlement, qui dit par ailleurs de ne pas passer entre la personne qui parle et la présidence, comme veulent le faire certains députés.

D'autres députés aimeraient intervenir sur ce même rappel au Règlement.

Recours au Règlement

[*Français*]

Je vais accorder la parole au député de Berthier—Maskinongé, mais je ne veux pas commencer un autre débat.

J'accorde la parole au whip du Bloc québécois.

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, justement, j'interviens en tant que whip.

Quand un député fait une déclaration en vertu de l'article 31 du Règlement, surtout dans des formations politiques où il y a beaucoup de monde, un incident technique peut amener le député à devoir reprendre. C'est la coutume de le permettre. J'ai été surpris d'entendre des refus.

Je demande si c'est possible de reconsidérer la question, parce que, la prochaine fois, ce sera peut-être un de mes députés et on pourrait se mettre à refuser parce que quelqu'un a dit non une fois.

[*Traduction*]

Scott Reid (Lanark—Frontenac, PCC): Monsieur le Président, j'interviens au sujet du même recours au Règlement. Il y a souvent des commentaires et du chahut pendant la période réservée aux déclarations de députés et la période des questions. La question est la suivante: en ce qui concerne l'article 16(2) du Règlement, où est la limite?

Je pense qu'on peut raisonnablement s'attendre à ce que, si la voix du député ne pouvait pas être enregistrée, si le bruit était si fort que l'intervention ne pouvait être entendue correctement, cela enfreigne alors l'article 16(2) du Règlement. Je crois comprendre que, dans ce cas particulier, cela ne s'est pas produit et, en fait, l'enregistrement est de bonne qualité. Nous ne pouvons pas entendre les propos du député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan.

Par conséquent, je soutiens que l'article 16(2) du Règlement n'a pas été enfreint dans ce cas-ci et qu'il n'est donc pas nécessaire de refaire la déclaration de députés.

● (1210)

Le vice-président: Je vais d'abord faire quelque chose, mais je vais ensuite invoquer l'article 10 du Règlement, qui, comme les députés le savent, est mon article préféré puisqu'il met fin à tout débat avec le Président.

Je donnerai la parole au whip en chef du gouvernement, puis au député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan. Je tiens à permettre à la députée de Saanich—Gulf Islands de prendre la parole. Elle a indiqué qu'elle souhaite invoquer le Règlement à un autre sujet.

Le whip en chef du gouvernement a la parole.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de la circonscription située au nord de la mienne, le député de Lanark—Frontenac, parce qu'il a tout à fait raison.

Je serais d'accord avec lui pour dire qu'il faut établir qu'un député a été interrompu pendant sa déclaration et n'a pas pu se faire entendre. Si mon collègue regarde la vidéo de la déclaration en question, ce qu'il peut faire, il constatera que le député de Surrey-Sud—White Rock a été interrompu à un moment donné, qu'il a attendu, puis qu'il a repris la parole. On peut le voir; la vidéo est disponible.

Je tiens simplement à remercier mon collègue d'avoir pris notre défense. Nous lui en sommes vraiment reconnaissants.

Garnett Genuis: Monsieur le Président, j'ai déjà soulevé la question des remarques hostiles envers l'Alberta, qui relèvent de propos résolument non parlementaires, de la part de ce député. Quand je l'ai fait, le Président a répondu, conformément à la pratique établie, comme vous le savez. Le Président a alors dit: « Ce ne serait pas correct si quelqu'un agissait ainsi mais, malheureusement, la présidence n'a pas entendu ces propos. » Il a ajouté par la suite: « Je ne sais pas [de quoi il s'agissait]. Je vais vérifier le compte rendu. »

Le Président a reconnu que des propos de cette nature étaient déplacés. Il ne s'est toutefois pas encore prononcé à la Chambre sur les remarques hostiles envers l'Alberta et non parlementaires de la part du député de Surrey-Sud—White Rock. Je pense que le député doit revoir sa manière de parler des habitants de ma région. Si des propos de ce genre avaient été tenus envers des députés de la Colombie-Britannique, dont il est originaire, ou envers des députés du Québec ou de l'Ontario, je pense que la Chambre n'aurait aucun mal à reconnaître qu'ils étaient non parlementaires et que le député aurait été contraint de se rétracter.

Le député doit être tenu responsable de sa manière de parler de l'Alberta.

Le vice-président: Comme je l'ai mentionné avant ces deux nouvelles déclarations, le Président a indiqué qu'il tiendrait compte des observations formulées et qu'il en reparlerait à la Chambre, au besoin.

En ce qui concerne cette question précise, comme je l'ai dit, j'invoquerai l'article 10 du Règlement. Le whip en chef du gouvernement a soulevé un point pertinent en rappelant à tous les députés l'article 16(2) du Règlement, selon lequel il est interdit d'intervenir pendant les déclarations et, de manière générale, à la Chambre lorsqu'un député a la parole. S'ils le souhaitent, les whips pourront peut-être négocier une autre motion demandant le consentement unanime dans les antichambres.

Toutefois, en ce qui concerne cette question précise, j'invoque l'article 10 du Règlement, afin que la Chambre puisse poursuivre l'ordre projeté des travaux présenté par le gouvernement.

Cela dit, je sais que la députée de Saanich—Gulf Islands souhaite invoquer le Règlement à propos d'une autre question.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement à la fin de la période des questions, ce qui n'est pas mon habitude, pour signaler un événement survenu hier vers seize heures.

La députée de Similkameen—Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, qui avait alors la parole, a été interrompue par une grossière atteinte au décorum, ce qui va vraiment à l'encontre de l'article 16(2). C'était peut-être involontaire de leur part, mais le premier ministre et le ministre des Finances ont cru bon de faire leur entrée en brandissant le budget et de transformer la Chambre, le lieu des travaux parlementaires, en rassemblement libéral. Je suis profondément offensée parce que je n'ai jamais rien vu de tel.

Le Président a alors fait un rappel à l'ordre et il a fait de son mieux pour encourager les députés à regagner leur siège. La présentation d'un budget, et j'en ai assisté à plusieurs, est un moment où les députés tiennent beaucoup à entendre le ministre des Finances, mais certainement pas à voir quelqu'un parader avec un budget au milieu des applaudissements et à le voir brandir le document.

Je tenais à faire consigner cela dans le compte rendu. L'événement fait partie du passé, mais les gens peuvent trouver beaucoup de photos sur le site Web du *Globe and Mail*.

Le vice-président: Le député de Barrie South—Innisfil a la parole à propos de ce rappel au Règlement.

John Brassard (Barrie-Sud—Innisfil, PCC): Oui, monsieur le Président. Au sujet de ce recours au Règlement, qui avait trait à ce même article, je sais que vous occupiez le fauteuil hier lorsque c'est arrivé. J'étais à la Chambre. Le premier ministre et le ministre des Finances sont entrés en brandissant le budget comme si nous étions dans une sorte de colisée romain. C'est peut-être l'impression qu'on a parfois, mais je dirais, monsieur le Président, que si vous regardez les enregistrements, vous verrez que la députée qui avait la parole a été interrompue alors qu'elle parlait des affaires émanant du gouvernement.

Je crois qu'il y a eu atteinte hier à son privilège de s'exprimer librement et sans interruption à la Chambre en ce qui concerne les affaires du gouvernement. Je demande à la présidence de revenir sur cette question, de regarder les enregistrements pour voir comment ils sont entrés dans cette enceinte et ont perturbé les travaux de la Chambre.

● (1215)

Le vice-président: Je vais aller regarder les enregistrements pour me rafraîchir la mémoire et voir précisément ce qui s'est passé, puis je soumettrai la question au Président pour qu'il détermine s'il doit rendre une décision devant la Chambre. Voilà qui met fin à cette affaire pour l'instant.

AFFAIRES COURANTES

[*Traduction*]

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (B) DE 2026-2027

Le président du Conseil du Trésor présente un message dont le Président donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence la gouverneure générale transmet le budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2027.

L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2026-2027.

* * *

LES COMPTES PUBLICS DU CANADA

L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, les « Comptes publics du Canada 2026 ». La vérificatrice générale du Canada a émis une opinion d'audit non modifiée sur les états financiers du gouvernement du Canada.

* * *

LES RÉSULTATS MINISTÉRIELS 2025-2026

L'hon. Shafqat Ali (président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, au nom de 92 ministères et organismes, le Rapport sur les résultats ministériels pour l'exercice 2025-2026.

[*Français*]

LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE

Le vice-président: Il est de mon devoir de déposer à la Chambre, conformément au paragraphe 8(2) de la Loi sur le vérificateur général, un rapport de la vérificatrice générale du Canada à la Chambre des communes intitulé « Commentaire sur les audits financiers de 2025-2026 ».

Conformément à l'article 108(3)g) du Règlement, ce document est réputé renvoyé en permanence au Comité permanent des comptes publics.

* * *

[*Traduction*]

PÉTITIONS

L'ENDOMÉTRIOSE

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole pour déposer une pétition lancée par une élève du secondaire de Vancouver, Elize Nocente, et signée par plus de 1 500 personnes afin d'attirer l'attention sur l'endométriose. Les signataires précisent que — si je corrige la coquille qui s'est glissée dans la pétition en ligne —, l'endométriose touche une femme ou une fille sur 10. Au Canada, cette maladie touche jusqu'à 2 millions de filles, de femmes et de personnes de diverses identités de genre. Les signataires déplorent l'absence au Canada d'un plan d'action national, d'une source de financement fédérale coordonnée et de lignes directrices cliniques normalisées pour cette maladie. Ils dénoncent également le sous-financement de la recherche dans ce domaine.

Le délai moyen pour établir un diagnostic d'endométriose est de 11 à 12 ans, et les signataires affirment qu'un programme éducatif obligatoire sur l'endométriose contribuerait à remédier à cette situation. D'une part, ils demandent au gouvernement du Canada de financer les travaux d'un comité consultatif national de l'éducation sur l'endométriose chargé d'élaborer des normes d'éducation fondées sur des données probantes et des ressources connexes pour les écoles secondaires, de sensibiliser le grand public à cette maladie et de permettre aux personnes de reconnaître rapidement les symptômes de cette maladie. D'autre part, ils lui demandent de travailler en collaboration avec les provinces et les territoires pour soutenir l'intégration obligatoire d'une formation sur l'endométriose dans les programmes d'enseignement.

● (1220)

LES PÊCHES

Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une nouvelle fois une pétition au nom des habitants de la côte Sud de Terre-Neuve, qui ont recueilli des signatures afin de demander à la ministre d'autoriser l'utilisation d'engins mécaniques pour la pêche récréative aux pétoncles. Les pêcheurs commerciaux soutiennent également l'utilisation de tels engins mécaniques, car cela leur permettrait de participer à la pêche récréative aux pétoncles.

Le budget

Pour un gouvernement qui se targue de promouvoir la diversité, l'équité et l'inclusion, la décision d'interdire l'utilisation d'engins mécaniques pour la pêche récréative va à l'encontre de sa politique en la matière, alors que tant de personnes blessées ou souffrant d'affections physiques débilitantes, qui ne sont pas en mesure de participer à la pêche récréative aux pétoncles, pourraient sortir en mer et se servir d'un engin mécanique, afin de prendre part à cette activité et de mener leur mode de vie traditionnel.

Je tiens à remercier Gerald Parrott d'avoir rassemblé les signatures et à saluer son ami Bob Hynes. J'attends avec impatience le jour où la ministre autorisera les pêcheurs récréatifs de pétoncles à utiliser des engins de pêche mécaniques.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole pour présenter une pétition au nom des habitants de Saanich—Gulf Islands et d'ailleurs. Il s'agit de la pétition électronique e-7056, qui compte plus de 1 000 signatures.

Les pétitionnaires sont profondément préoccupés par la crise climatique qui frappe la planète et par l'héritage qu'elle laissera à nos enfants et à nos petits-enfants. À la lumière des données scientifiques, ils affirment que le Canada doit réduire de moitié ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035 et les ramener aussi près que possible de zéro d'ici 2040 si nous voulons avoir une chance de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 degré Celsius.

Ils demandent au gouvernement de se fixer comme objectif de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035. Ils demandent d'établir, par voie législative, un budget carbone national afin de planifier les émissions du Canada et de rendre compte chaque année de la conformité du Canada à ce budget carbone.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

Mike Kelloway (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, si les questions n^{os} 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458 et 1459 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, les documents seraient déposés immédiatement sous forme électronique.

Le vice-président: D'accord?

Des voix: D'accord.

Mike Kelloway: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au Feuilleton.

Le vice-président: D'accord?

Des voix: D'accord.

[*Le texte des questions et des réponses est disponible sur le site Web des questions écrites.*]

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[*Traduction*]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Chi Nguyen (Spadina—Harbourfront, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Vancouver-Est.

Le jour du budget est un grand jour pour tous les Canadiens. Il ne fait aucun doute que le monde a changé. Nous savons aussi que le Canada dispose de l'innovation, des ressources et des talents nécessaires pour être plus fort que jamais.

J'ai passé une bonne partie de la journée d'hier à éplucher le budget pour y trouver tous les détails qui, j'en suis sûre, auront une incidence positive sur ma circonscription, Spadina—Harbourfront. Je suis ravie de prendre la parole aujourd'hui pour appuyer moi aussi le budget de 2026. Je crois fermement que c'est un budget qui investit dans les gens et qui façonne l'avenir du Canada. Les budgets peuvent être remplis d'objectifs ambitieux, mais celui-ci est également pratique, car il propose des mesures concrètes qui aideront les Canadiens.

[*Français*]

Dans un pays où nous sommes maîtres chez nous, nous devons pouvoir vivre, travailler et bâtir notre vie en étant libres de choisir notre propre destin.

[*Traduction*]

Le budget de 2026 propose de bonifier l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels grâce à un paiement supplémentaire qui portera le soutien offert en 2026-2027 à environ 1 290 $ pour une personne seule sans enfant et à 2 570 $ pour un couple avec deux enfants. Non seulement l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels permettrait à 120 000 personnes supplémentaires de sortir de la pauvreté en 2027, mais elle aurait aussi une incidence mesurable sur la vie des femmes et des filles.

● (1225)

[*Français*]

Un emploi devrait permettre aux Canadiens de bien gagner leur vie. Malheureusement, ce n'est pas toujours le cas. C'est pourquoi le budget de 2026 propose de bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs en mettant en place l'Allocation aux travailleurs pour bâtir le Canada.

Près de 2 millions de travailleurs à faible revenu recevraient ainsi une aide accrue, dont 180 000 qui seraient nouvellement admissibles. Pour les travailleurs à plus faible revenu, cela pourrait représenter jusqu'à 675 $ de plus par année, et encore plus pour les personnes admissibles au supplément pour personnes handicapées. Dans l'ensemble, l'allocation devrait permettre à quelque 240 000 personnes de sortir de la pauvreté.

Bâtir une économie plus forte, c'est aussi soutenir ceux qui prennent soin des autres.

[*Traduction*]

Nous ne pouvons pas parler de mesures d'abordabilité sans parler des personnes en situation d'itinérance à Toronto. Cela comprend les familles et les enfants qui ont du mal à trouver un endroit sûr où vivre. Des organismes de ma circonscription, comme la maison West Neighbourhood, The Neighbourhood Group, le Centre de toxicomanie et de santé mentale, le centre de santé communautaire Parkdale Queen West, le centre St. Felix et Homes First, travaillent sans relâche en première ligne pour soutenir les membres de notre collectivité. Le gouvernement, lui, se penche sur cette question depuis le premier jour de son mandat. Nous savons et nous comprenons que tout le monde mérite d'avoir accès à un logement sûr et abordable.

En septembre, en collaboration avec la coalition pour l'accélération de l'accessibilité, j'ai organisé une table ronde sur l'accessibilité, les liens communautaires, la santé et l'habitabilité multigénérationnelle dans le secteur riverain de Toronto. Les coûts liés à l'itinérance vont bien au-delà de la simple présence de personnes dans la rue. Les résidants m'ont expliqué à quel point il est important pour eux de pouvoir continuer à vivre dans leur collectivité et de ne pas être forcés de se tourner vers les refuges comme solution de rechange. D'où l'importance du lancement de Maisons Canada pour augmenter l'offre de logements et construire plus de logements abordables.

Le budget de 2026 met le Canada sur une voie ambitieuse afin de mettre fin à l'itinérance d'ici 10 ans. Nous allons injecter presque 30 milliards de dollars dans des initiatives qui aident les gens en situation d'itinérance à trouver un logement stable. Le plan de logement s'attaquerait aux problèmes de santé mentale et de traitement de dépendances qui contribuent à l'itinérance, à l'instabilité et aux pressions croissantes sur les collectivités au Canada. L'itinérance est un problème complexe pour lequel il n'existe pas de solution simple. Par ailleurs, cette responsabilité est partagée entre les divers ordres de gouvernement.

Le gouvernement fédéral participe aux efforts. Il injecte 32 milliards de dollars sur 10 ans dans le logement et les infrastructures des Premières Nations et dans le lancement d'un programme d'infrastructures dans les réserves des Premières Nations. On parle de près de 45 milliards de dollars d'investissements dans de nouveaux logements, qui renforceront le système canadien du logement, qui élargiront la construction de logements abordables et hors marché et qui veilleront à bâtir un marché du logement qui fonctionne pour tout le monde. Nous devons construire partout au Canada et nous assurer que les personnes les plus vulnérables ne sont pas laissées pour compte.

Le budget de 2026 vise également à créer des occasions de mettre en valeur l'identité canadienne. La circonscription de Spadina—Harbourfront abrite l'un des secteurs artistiques et culturels les plus animés du Canada. Le centre-ville de Toronto est un lieu de prédilection pour les touristes, les résidants et tous ceux qui aiment les arts. Nous avons des salles de spectacles, des galeries d'art, des festivals et des organismes culturels comme le Festival international du film de Toronto, le théâtre Ed Mirvish, le Centre Harbourfront et l'Orchestre symphonique de Toronto, pour n'en nommer que quelques-uns, qui enrichissent nos vies grâce à la magie de la créativité et de l'innovation.

Ce n'est un secret pour personne que j'adore les arts et que les artisans, les designers et les créateurs que j'ai rencontrés au cours de la dernière année ont influencé mon travail de députée.

Le budget

Je connais le rôle vital du secteur des arts et de la culture pour notre économie, nos collectivités et notre identité nationale. Sa contribution parle d'elle-même. Le secteur canadien des arts et de la culture a ajouté 65 milliards de dollars au PIB direct en 2024. Ce secteur soutient 13 emplois pour chaque million de dollars de retombées économiques, et il génère environ 17 milliards de dollars en recettes fiscales fédérales et provinciales. En fait, ce secteur a connu une croissance plus rapide que de nombreuses industries traditionnelles au cours des dernières années, en plus de maintenir des centaines de milliers d'excellents emplois partout au pays.

Voilà pourquoi le budget de 2026 propose d'investir 4 milliards de dollars dans les arts et la culture afin de protéger et de célébrer ce qui fait de nous des Canadiens. Cela comprend l'intention du gouvernement d'instaurer le Crédit canadien pour la création afin de soutenir les artistes. Les artistes canadiens ne paieront pas d'impôt sur un revenu tiré de leur travail de création, jusqu'à concurrence de 45 000 $. J'ai déjà entendu le point de vue d'intervenants de ma circonscription à propos des répercussions immédiates de cette mesure sur les artistes actifs et les étudiants qui cherchent à faire carrière dans les arts, mais nous ne nous sommes pas arrêtés là. Nous allons également soutenir le secteur du cinéma, des médias et du journalisme au Canada, la CBC/Radio-Canada, de même que nos institutions culturelles nationales.

Nous renouvelons également le laissez-passer Un Canada fort, qui donne aux Canadiens l'occasion d'explorer pleinement leur pays et d'aller à la rencontre des gens et les lieux qui le rendent unique. Le budget de 2026 propose de renouveler le laissez-passer Un Canada fort pour l'été 2027, et de permettre aux jeunes gens de moins de 25 ans de visiter les musées nationaux gratuitement toute l'année. En plus de l'accès gratuit aux sites de Parcs Canada et aux galeries et musées participants, le laissez-passer permet de réaliser des économies sur les déplacements effectués avec VIA Rail.

Dans Spadina—Harbourfront se trouve l'emblématique gare Union. Je peux dire que l'afflux de visiteurs a énormément profité aux propriétaires de petites entreprises dans le quartier. C'est une occasion incroyable pour un plus grand nombre d'enfants et de jeunes adultes de s'intéresser davantage à l'art, à l'histoire et aux récits qui définissent notre pays, et d'admirer la beauté naturelle du Canada grâce à nos parcs nationaux.

Les entreprises qui évoluent en marge du tourisme du centre-ville et du secteur des arts et de la culture ont elles aussi besoin de prospérer. À l'occasion de l'Action de grâce, j'ai animé une table ronde réunissant des propriétaires de petites entreprises, et j'ai entendu une multitude de propriétaires et d'exploitants parler des possibilités qu'ils voyaient eux aussi pour leur entreprise à Toronto. Les propriétaires d'entreprise sont des leaders communautaires. Ils créent des emplois et ils attirent les gens vers le dynamisme de nos quartiers. Un exploitant a décrit à quelle vitesse il perdait des réservations d'entreprises américaines à la suite de l'annonce des droits de douane. D'autres ont expliqué que l'incertitude quant à la planification des coûts pour l'année prochaine les obligeait à revoir leurs plans à la baisse dès aujourd'hui. Ces conversations ont clairement montré à quel point l'incertitude peut freiner l'investissement, même lorsque les propriétaires d'entreprise voient des possibilités de croissance.

Le budget

En septembre 2026, le gouvernement a annoncé la mégadéduction à la productivité. S'appuyant sur la superdéduction à la productivité créée l'année dernière, cette mesure permettrait aux entreprises de déduire immédiatement la totalité du coût d'un éventail plus large d'immobilisations, couvrant de façon permanente plus de 65 % des investissements. Elle réduirait de moitié le taux d'imposition effectif marginal du Canada sur les nouveaux investissements des entreprises. Si une entreprise est prête à investir, cela signifie un coût après impôt moins élevé pour l'acquisition de nouveau matériel en vue d'élargir ou d'accroître ses activités.

● (1230)

[*Français*]

Un Canada plus fort est un Canada où nous sommes maîtres chez nous — ça commence par donner aux Canadiens les moyens d'avancer, la marge de manœuvre nécessaire pour faire leurs propres choix et la capacité de bâtir leur avenir.

[*Traduction*]

Je crois profondément en un Canada où chaque personne, quelle que soit sa situation de départ, a une chance équitable de mener une belle vie. Je crois qu'un Canada où nous investissons dans les gens, plutôt que de les laisser pour compte, montre aux Canadiens que nous sommes là quand ils ont le plus besoin de nous. Pour y parvenir, nous devons renforcer notre économie afin que les décisions prises par d'autres dirigeants mondiaux ne dictent pas l'orientation de notre avenir. Nous devons bâtir un Canada qui donne aux Canadiens les outils et les moyens d'être maîtres chez nous et, en tant que pays, de tracer notre propre voie.

Je suis fière d'appuyer ce budget, car je suis convaincue qu'il nous rapprochera de cet avenir. Comme l'a dit le premier ministre, « la nostalgie n'est pas une stratégie ». Nous ne pouvons pas bâtir l'avenir du Canada en attendant que le passé revienne. Nous devons investir dans les gens qui bâtiront ce qui va suivre.

* * *

LOI SUR LES MESURES DE SAUVEGARDE À L'ÉGARD DE L'AIDE MÉDICALE À MOURIR

PROJET DE LOI C-41—AVIS DE MOTION D'ATTRIBUTION DE TEMPS

L'hon. Stephanie McLean (secrétaire d'État (Aînés), Lib.): Monsieur le Président, il n'a pas été possible d'arriver à un accord visé aux articles 78(1) ou 78(2) du Règlement en ce qui concerne l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-41, Loi modifiant le Code criminel et la Loi modifiant le Code criminel concernant l'aide médicale à mourir et apportant des modifications connexes à d'autres lois.

En vertu des dispositions de l'article 78(3) du Règlement, je donne avis que, à la prochaine séance de la Chambre, un ministre proposera une motion prévoyant pour les délibérations à cette étape un certain nombre de jours ou d'heures.

* * *

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement et du sous-amendement.

Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, le budget présenté hier comprenait des mesures fiscales pour les artistes. Par exemple, un artiste canadien n'aura pas à payer d'impôt sur son revenu jusqu'à concurrence de 45 000 $. La députée a parlé du Festival international du film de Toronto, dont je suis moi-même un grand admirateur.

La députée de Spadina—Harbourfront peut-elle donner d'autres exemples de la façon dont cette mesure fiscale pourrait venir en aide aux habitants de sa circonscription?

Chi Nguyen (Spadina—Harbourfront, Lib.): Monsieur le Président, l'Université de l'École d'art et de design de l'Ontario, l'un des principaux établissements postsecondaires de ma circonscription, est tout à fait ravie de cette mesure visant à soutenir le revenu des artistes. Nous savons qu'il y a des problèmes d'abordabilité et que les gens qui commencent dans le domaine des arts ont besoin d'un gros coup de pouce pour réussir. Dans l'ensemble, les investissements de 4 milliards de dollars dans ce domaine feront une grande différence pour la défense des arts et de la culture du pays.

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, le budget déposé augmenterait considérablement la dette des ménages canadiens, ce qui serait insoutenable. La situation est déjà insupportable et ce sera encore pire dans quelques années. Quelqu'un devra payer cette dette, et ce seront les générations à venir qui devront s'en occuper.

La députée n'est-elle pas préoccupée par l'ampleur de la dette que les Canadiens devront prendre en charge au cours des prochaines années simplement à cause de la façon dont le gouvernement gère le budget?

● (1235)

Chi Nguyen: Monsieur le Président, nous traversons une période caractérisée par une véritable crise mondiale. Le gouvernement doit donc intervenir en offrant les mesures de soutien et les ressources nécessaires pour que personne ne soit oublié. Les investissements systématiques qui amélioreront la situation dans notre pays doivent être faits dès maintenant.

[*Français*]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais savoir si ma collègue d'en face est aussi déçue que moi de la décision de son gouvernement de ne pas maintenir l'indexation des transferts en santé au même niveau que l'augmentation réelle des coûts. On va se le dire: une seule demande avait été considérée comme prioritaire par le gouvernement du Québec. Cette demande était voulue par d'autres provinces aussi: avoir des transferts en santé indexés de façon adéquate. Encore une fois, le gouvernement a trouvé le moyen de faire un déficit extraordinaire. Il avait de l'argent pour toutes sortes de choses, mais pas pour la santé. Comment explique-t-on ça?

[*Traduction*]

Chi Nguyen: Monsieur le Président, je tiens à rappeler à mon collègue que, selon les articles 91 et 92, la responsabilité première en matière de soins de santé incombe aux provinces. Même si nous savons à quel point il est important d'investir dans les soins de santé et d'agir en partenariat avec les provinces, nous ne pouvons pas en assumer seuls l'entière responsabilité. Nous continuons d'effectuer des investissements très importants dans la santé mentale et dans les mesures de soutien. Nous veillons à répondre aux besoins de tous les Canadiens, tout en respectant notre rôle et en nous concentrant sur les dossiers qui relèvent de la compétence fédérale.

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, ma collègue vient de parler du système de soins de santé. Bien entendu, nous avons tous entendu des proches ou des membres de notre famille raconter les difficultés qu'ils avaient eues dans le système de santé. J'aimerais savoir ce que pense la députée du fait que les intérêts sur la dette accumulée par le gouvernement libéral dépassent désormais le montant total des fonds que nous versons aux provinces pour financer les soins de santé, et que cette situation ne fera qu'empirer d'année en année.

Pourquoi est-il préférable de verser de l'argent aux banquiers et aux détenteurs d'obligations plutôt que d'aider les gens dans notre système de soins de santé?

Chi Nguyen: Monsieur le Président, il y a quelque chose que nous faisons extrêmement bien dans le budget: effectuer des investissements majeurs et historiques dans la réconciliation avec les Autochtones. Près de 50 milliards de dollars sont réservés à de nouvelles mesures pour permettre aux communautés autochtones d'arriver à la réconciliation. C'est une manière d'aider les Canadiens qui ont besoin d'un coup de pouce en ce moment.

Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Les attentes étaient élevées à l'égard du budget, mais hélas, monsieur le Président, c'est un flop. Le budget profite aux riches, au détriment de la classe ouvrière canadienne.

Le premier ministre l'a intitulé « Maîtres chez nous », mais de quels maîtres s'agit-il, au juste? Il s'agit des milliardaires et des cadres supérieurs qu'il a invités à son très sélect sommet sur l'investissement. Quand on lit le budget, les intérêts qui sont privilégiés sautent aux yeux: pour les PDG, les investisseurs étrangers et les marchands d'armes, Noël est arrivé plus tôt que prévu, et le plus gros cadeau dans le sac du père Noël, c'est la mégadéduction de 36 milliards de dollars sur 5 ans pour les grandes entreprises. C'est plus que le total des mesures liées au coût de la vie destinées à M. et Mme Tout-le-Monde que le premier ministre prétend avoir à cœur. Où est la mégadéduction pour les factures d'épicerie des Canadiens ordinaires? Où est-elle pour les loyers? Où est-elle pour les factures de téléphonie cellulaire?

Le gouvernement parle beaucoup d'abordabilité, mais le budget ne prévoit pratiquement rien pour réduire le coût de la vie pour les gens ordinaires. Au contraire, il reprend la promesse éculée selon laquelle, si l'on donne suffisamment d'argent aux plus grandes entreprises et aux investisseurs, tout le monde en profitera forcément.

Les Canadiens ont déjà entendu cette promesse. Elle n'a pas résolu la crise de l'abordabilité. Le gouvernement nous dira qu'il consacre 4 milliards de dollars à une augmentation ponctuelle de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, ce qui est insignifiant comparativement à la mégadéduction de 36 milliards de dollars qu'il accorde aux entreprises. Pour une personne seule, la bonification de l'Allocation représente 267 $ par an, soit environ 20 $ par mois. Cette somme sera rapidement absorbée par la hausse du prix des aliments. Il s'agit d'une mesure temporaire qui ne s'attaque pas du tout aux causes profondes de la crise du coût des aliments.

Un Canadien sur trois saute des repas. Le recours aux banques alimentaires atteint un niveau record. Le gouvernement n'a aucun plan pour s'attaquer à la concentration du marché et au pouvoir de fixation des prix des grandes chaînes d'épicerie canadiennes. Le NPD a proposé de vraies solutions: mettre sur pied un réseau d'épiceries publiques pour créer de la concurrence et faire baisser les prix, et interdire la tarification personnalisée afin que les entreprises ne puissent pas utiliser les données personnelles des gens pour leur faire payer plus cher. Nous devons nous attaquer aux problèmes à la source, et non nous contenter d'accorder une aide financière temporaire aux gens tandis que les grandes chaînes d'épicerie continuent d'engranger des profits.

En matière de logement, le gouvernement a annoncé qu'il mettra fin à l'itinérance et qu'il élargira l'offre de logements hors marché. J'adore ça. À première vue, cela semble être une bonne nouvelle. Pour mettre fin à l'itinérance, le Canada a besoin de logements hors marché très abordables. Selon les experts, le Canada en a besoin, net, d'au moins 200 000 de plus par année pendant 30 ans. D'après le budget de 2026, le nombre de mises en chantier de logements hors marché devrait atteindre 24 000 par année au cours des 10 prochaines années.

Je ne parle ici que des investissements en capital. Quant aux coûts de soutien et de fonctionnement, il faudrait au moins 5,7 milliards de dollars par année. La réussite du plan dépend entièrement des provinces et des territoires, qui devront assurer le financement des coûts de fonctionnement permanents et des services complémentaires, notamment les soins de santé et les services de soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie.

Construire un immeuble sans prévoir les ressources nécessaires pour financer les services de base et les services de soutien ne met pas fin à l'itinérance. Le ministre du Logement le sait mieux que quiconque. Lorsqu'il était maire de Vancouver, il avait promis d'éliminer l'itinérance. Pourtant, celle-ci a augmenté sous sa gouverne. Il a alors reproché aux gouvernements fédéral et provinciaux de ne pas avoir fourni assez d'argent pour répondre aux besoins.

Puisque le budget de 2026 ne prévoit pas de financement pour les dépenses de fonctionnement, ma question est simple: le ministre du Logement a-t-il obtenu des provinces et des territoires l'assurance que les fonds pour assumer ces coûts et fournir les services requis seront disponibles afin de tenir la promesse du premier ministre de mettre fin à l'itinérance? Sinon, ce ne sera qu'une autre promesse brisée.

En ce qui concerne un autre indicateur, le gouvernement a reconnu qu'il n'avait pas construit assez de logements sans but lucratif au Canada. Il nous faut 1 million de logements sans but lucratif pour atténuer la crise du logement, mais les engagements pris dans le budget de 2026 ne représentent même pas le quart de ce dont nous avons besoin. On est loin du programme de logement d'après-guerre qu'a promis le premier ministre pendant la campagne électorale.

Cela dit, il n'y a pas que de mauvaises nouvelles dans le budget. Le renouvellement du financement du programme Vers un chez-soi et de l'Allocation canadienne pour le logement est une chose pour laquelle j'ai milité fortement, et c'est une bonne nouvelle.

Je vais passer à un autre sujet. Alors que le gouvernement trouve des milliards de dollars pour des allégements fiscaux aux entreprises et pour les dépenses militaires, il n'y a pas un sou dans les coffres pour les services publics essentiels. Il n'y a aucun nouvel investissement dans les services de garde. Il n'y a aucune augmentation du Transfert canadien en matière de santé. Le NPD a demandé une indexation d'au moins 6 % pour aider les provinces et les territoires à répondre aux besoins croissants en matière de santé. L'assurance-médicaments n'est même pas mentionnée une seule fois dans ce budget de 583 pages. Les gens n'arrivent pas à trouver de médecin de famille. Ils attendent des mois pour être traités. Ils paient leurs médicaments de leur poche.

● (1240)

Au lieu de renforcer les services publics sur lesquels comptent les Canadiens, le gouvernement les laisse s'éroder. Pendant ce temps, un dollar fédéral sur cinq est consacré aux dépenses militaires, et ce chiffre passera à un sur quatre d'ici 2030. Les Canadiens méritent de savoir pourquoi on consacre autant d'argent aux armes et à la guerre, mais si peu aux services qui aident les gens à vivre dans la dignité.

Le budget jette également les bases de la privatisation des aéroports canadiens, en prévoyant 37,6 millions de dollars pour la préparation de ce processus et du cadre législatif requis. Les Canadiens devraient être très inquiets. L'Aéroport international de Vancouver est l'un des meilleurs au monde. La privatisation risque d'entraîner une hausse des coûts pour les voyageurs, d'exercer des pressions à la baisse sur les emplois et les conditions de travail, et de transformer des biens publics en sources de profits pour les investisseurs privés. Nos aéroports sont des infrastructures essentielles. Le premier ministre n'a pas le mandat de les privatiser. Ils doivent servir l'intérêt public, et non devenir un nouvel instrument d'enrichissement privé.

Il y a une autre omission flagrante dans ce budget. Aucune mesure significative n'est prévue pour demander aux Canadiens les plus riches et aux grandes sociétés de payer leur juste part. La richesse collective des 40 milliardaires canadiens a augmenté de 95 milliards de dollars en 2024-2025, soit une augmentation de 20 %. Pourtant, ce budget ne prévoit aucun nouvel impôt sur la fortune ni aucune nouvelle mesure sérieuse visant à générer des recettes en ciblant les personnes qui ont le plus les moyens de payer.

Le NPD a demandé l'instauration d'un impôt sur la fortune pour les Canadiens très riches, ce qui pourrait générer jusqu'à 40 milliards de dollars par année. Pensons-y. Au lieu d'accorder aux grandes sociétés une mégadéduction annuelle de 36 milliards de dollars, nous pourrions demander à ceux qui ont accumulé des richesses extraordinaires de contribuer davantage au pays qui a rendu possible cette accumulation de richesses. Les fonds publics devraient être assortis d'exigences liées à l'intérêt public, à de bons emplois syndiqués, à des investissements en sol canadien, à la reddition de comptes et à un rendement équitable pour les Canadiens. Le gouvernement devrait investir dans les infrastructures productives, les services publics et les choses qui améliorent la vie des Canadiens, et non simplement espérer que les allégements fiscaux accordés aux grandes sociétés généreront des retombées.

En matière de lutte contre les changements climatiques, les priorités du gouvernement sont tout aussi difficiles à concilier. Environ 4 milliards de dollars sont alloués sur 10 ans à l'électricité propre, contre 55 milliards de dollars de financements publics et d'investissements pour la construction d'un oléoduc. Le projet de loi C-39 porte atteinte à l'environnement ainsi qu'aux droits des Autochtones et des travailleurs. On ne peut prétendre construire un avenir fondé sur les énergies propres tout en continuant à consacrer d'énormes ressources publiques aux infrastructures liées aux combustibles fossiles. Le premier ministre contribue à l'augmentation des émissions, lui qui était autrefois l'envoyé spécial des Nations unies pour le financement de l'action climatique. Le Canada a besoin d'investissements dans les énergies renouvelables, d'un réseau électrique moderne et d'une transition juste qui accorde la priorité aux travailleurs et aux communautés.

Le premier ministre nous dit que les maîtres de notre destin sont ceux qui bâtiront l'avenir du Canada, mais dans ce budget, les maîtres de notre destin ne sont ni les Canadiens ni leurs familles. Ce sont les PDG, les milliardaires et les investisseurs invités au sommet de l'investissement organisé par le premier ministre. Brookfield, BlackRock et les grandes banques seront ravis, mais les Canadiens méritent un budget qui accorde la priorité à la crise du coût de la vie que vivent les familles.

Enfin, j'aimerais aborder brièvement la question de l'immigration. Le gouvernement s'engage à accorder le statut de résident permanent à 100 000 résidents temporaires, et il était grand temps. Cette mesure est la bienvenue, et j'espère qu'elle ne sera que la première étape d'un processus de régularisation.

Je tiens également à souligner qu'en dehors de cette mesure prévue dans le budget, le gouvernement a annoncé l'ajout ponctuel de 100 000 places de résidence permanente dans son plan des niveaux d'immigration, qui comprendra des demandes fondées sur des motifs d'ordre humanitaire pour les ressortissants de Hong Kong et de l'Ukraine. Je me suis battue à leurs côtés dès le premier jour pour que pareille initiative soit mise en place, et cette annonce montre ce qui se passe lorsque les communautés touchées et leurs alliés se mobilisent pour exiger l'équité. C'est cela, la justice. C'est cela, l'équité.

● (1245)

Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, le budget prévoit un soutien financier de près de 600 millions de dollars pour l'installation de 55 000 nouvelles bornes de recharge pour véhicules électriques, partout au pays, dont 17 000 en Colombie-Britannique. Je sais que les députés de Portage—Lisgar et de Vancouver Quadra se réjouissent vivement de ce nouveau programme. Je me demande si la députée de Vancouver-Est est également emballée par ce programme et par les retombées qu'il aura dans sa circonscription.

Jenny Kwan: Monsieur le Président, en fait, je serais très emballée si le gouvernement libéral choisissait d'investir dans une stratégie de lutte contre les changements climatiques plutôt que dans la construction d'un pipeline, auquel il consacre 55 milliards de dollars. Ce projet aura des effets dévastateurs sur le climat, ne contribuera guère à résoudre la crise actuelle et ne fera qu'aggraver la situation dans laquelle nous nous trouvons. Au lieu d'investir 55 milliards de dollars dans un pipeline, nous devrions réorienter ces ressources vers la lutte contre les changements climatiques, y compris les véhicules électriques et d'autres mesures de protection de l'environnement nécessaires pour ce combat.

Dane Lloyd (Parkland, PCC): Monsieur le Président, pour faire suite à la dernière question de la députée et à sa réponse, je me demande si elle a conscience de l'importance de la Mégadéduction à la productivité pour le secteur pétrogazier canadien. Une grande partie des recettes que le gouvernement prévoit de percevoir au cours des prochaines années dépend du succès de ce secteur.

Je me demande si la députée pourrait dire à la Chambre à quel point elle se réjouit des avantages liés à la Mégadéduction à la productivité dont bénéficie le secteur pétrogazier canadien.

Jenny Kwan: Monsieur le Président, je reviens tout juste de la COP17, une conférence des Nations unies sur la biodiversité, et devinez quoi: le Canada n'atteint pas ses cibles. L'objectif de 30 % d'ici 2030 ne sera pas atteint dans la situation actuelle, et cela sans même tenir compte du projet de loi C-39 et de la mise aux oubliettes de stratégies environnementales, de mesures de protection de l'environnement, de droits des Autochtones, et cetera.

Puisque nous parlons de protection de l'environnement, je poserai cette question au député et à l'ensemble de la Chambre, y compris les députés ministériels: où est passé le premier ministre qui était l'envoyé spécial des Nations unies pour le financement de l'action climatique et qui, autrefois, parlait de l'importance du financement et de la nécessité de concilier économie et environnement?

● (1250)

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue de Vancouver-Est. Elle a soulevé de nombreux points pertinents.

Une chose m'a surpris plus tôt aujourd'hui. L'un des libéraux qui sont intervenus au sujet du budget a déclaré que celui-ci misait réellement sur une analyse coûts-avantages rigoureuse. Cependant, il n'existe nulle part d'analyse coûts-avantages, qu'elle soit rigoureuse ou non, pour le projet d'oléoduc Pacific Link, qui a désormais été approuvé. Le gouvernement y donne suite en le qualifiant de grand projet d'« intérêt national », sans la moindre analyse coûts-avantages.

Je me demande si ma collègue est aussi préoccupée que moi par cette situation, puisque c'est nous qui en assumons les coûts.

Jenny Kwan: Monsieur le Président, je remercie ma chère collègue pour son engagement constant en faveur de l'environnement et de la population.

Elle a tout à fait raison. Il n'y a pas d'analyse coûts-avantages. On a également souligné que les entreprises ne sont pas tenues de réaliser une évaluation de l'impact environnemental de leurs activités. Moins de 1 % des entreprises effectuent réellement ce travail. J'ai demandé directement à la ministre, lors de la COP17, si le gouvernement libéral allait imposer cette exigence réglementaire afin que nous puissions connaître les répercussions. Le gouvernement ne procède pas à une analyse coûts-avantages et il n'oblige pas non plus les entreprises à effectuer des études d'impact, ce qui est absolument essentiel lorsque le gouvernement souhaite construire un oléoduc qui va littéralement ravager notre environnement.

[*Français*]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son excellent discours. J'aimerais savoir ce qu'elle pense du fait que le gouvernement se présente avec une stratégie d'électrification, alors que, dans les faits, il y a seulement 2,4 milliards de dollars, d'ici à 2030, pour le Crédit d'impôt à l'investissement dans l'électricité propre et le Crédit d'impôt à l'investissement dans les technologies propres. Le gouvernement affaiblit son Règlement sur l'électricité propre. Ça lui coûtera même 22,8 millions de dollars pour affaiblir un règlement pour lequel on a déjà payé pour le mettre en place. Tout ça, pour plaire aux gazières, entre autres, et produire plus d'électricité à partir du gaz.

[*Traduction*]

Jenny Kwan: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son travail et de ses efforts dans ce dossier.

Il a tout à fait raison. Le premier ministre et le gouvernement libéral n'hésiteront pas un seul instant à engloutir 55 milliards de dollars dans un pipeline qui décimera l'environnement. Ce dont nous sommes témoins en ce moment, c'est du recul d'un gouvernement libéral sur la stratégie environnementale du Canada. C'est clair comme de l'eau de roche. Ses investissements dans les initiatives de lutte contre les changements climatiques ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan par rapport aux grands investissements pétroliers que le premier ministre ne demande qu'à...

Le vice-président: Nous reprenons le débat. Le député de Lévis—Lotbinière a la parole.

[*Français*]

Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Calgary-Centre.

Quand on regarde le budget que nous présente le gouvernement libéral, on se demande bien où sont passées les grandes promesses. On nous avait promis un budget ambitieux. On nous avait parlé de croissance, de productivité, de simplification et d'une nouvelle façon de faire les choses. Une fois qu'on a tourné les pages, qu'on a regardé les chiffres et qu'on enlève les beaux discours, qu'est-ce qu'il reste? Il ne reste pas grand-chose. En vérité, le bœuf a accouché d'un œuf. Les Canadiens, eux, n'ont pas besoin de grandes annonces. Ils ont besoin de pouvoir payer leur épicerie, leur hypothèque, leur loyer et leurs factures à la fin du mois. Ils veulent savoir que l'argent qu'ils gagnent de leur dur labeur est bien utilisé, mais ce budget ne leur donne pas beaucoup de raisons d'être rassurés.

Commençons par les finances publiques. Le gouvernement se félicite de ses revenus supplémentaires, mais il faut regarder d'où vient une bonne partie de cet argent. Les revenus de l'État augmentent notamment parce que les prix augmentent, parce que l'inflation fait grimper les revenus nominaux et les recettes fiscales. Pendant que le gouvernement encaisse davantage, les familles canadiennes, elles, doivent aussi payer davantage pour remplir leur panier d'épicerie. Il est facile de se féliciter de revenus supplémentaires quand ce sont les citoyens qui paient la facture de l'inflation. Le gouvernement libéral semble oublier une chose: quand le prix du gaz, du pain, de la viande ou du logement augmente, ce n'est pas une bonne nouvelle pour les familles. C'est de l'argent de moins dans leurs poches. L'inflation, c'est la pire forme de taxation, celle qui prend le peu qu'il reste à la classe moyenne et enrichit les mieux nantis.

Malgré ces revenus supplémentaires, les libéraux continuent de dépenser sans compter. Regardons les chiffres. Le déficit prévu cette année est de 62,3 milliards de dollars. Dans cinq ans, en 2030-2031, il sera encore de 52,9 milliards de dollars, selon les estimations. Cela représente 288,7 milliards de dollars de déficits accumulés sur cinq ans pour les opérations gouvernementales. C'est une montagne de dettes que nous laissons à nos enfants et à nos petits-enfants, et ce n'est pas tout. Cette année, le gouvernement consacrera 60,2 milliards de dollars au paiement des intérêts sur la dette. Dans cinq ans, ce sera 85,5 milliards de dollars, une augmentation de 25,3 milliards de dollars par année. C'est plus que tout ce qui est récolté avec la TPS au Canada.

C'est de l'argent dont on ne reverra jamais la couleur, à part les banquiers et autres amis du premier ministre. Imaginons ce que nous pourrions faire avec cet argent pour nos hôpitaux, nos écoles, nos infrastructures ou nos familles. Malheureusement, cet argent s'en va en intérêts. On ne construit pas un pays en travaillant uniquement pour payer les intérêts de la dette. Le gouvernement peut bien nous parler d'un budget de fonctionnement équilibré, mais ce n'est pas le budget global qui est équilibré. Le déficit est toujours là, année après année. Il est structurel. Nous ne devenons pas maîtres chez nous en hypothéquant l'avenir de nos petits-enfants. Les Canadiens sont surtout prisonniers des dettes libérales.

Parlons maintenant du coût de la vie. Les libéraux nous annoncent un supplément à l'Allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels pouvant atteindre 339 $ pour une personne seule et 679 $ pour une famille de quatre personnes. C'est bien beau d'envoyer un chèque, mais est-ce que ça fait baisser le prix du panier d'épicerie? Est-ce que ça fait diminuer le prix des aliments? La réponse est non. Un chèque ponctuel ne règle pas le problème. Il aide certaines familles pendant un moment, mais il ne fait pas disparaître le coût de la vie. Il ne s'attaque pas à la cause du problème. Avec les libéraux, on pellette les problèmes qu'on peut régler aujourd'hui avec un chèque et on remet ça dans le futur. Les libéraux distribuent des chèques pour aider les Canadiens à payer des prix qu'ils n'arrivent pas à faire baisser. Les familles veulent pouvoir vivre de leur salaire, comme les entreprises veulent vivre en vendant leurs produits, et non à coup de subventions. Personne ne veut attendre après un chèque du gouvernement pour réussir à joindre les deux bouts.

● (1255)

Parlons maintenant du projet Alto, soit le fameux train à grande vitesse. Dans le budget, les libéraux nous présentent Alto comme un grand moteur de croissance économique. J'aimerais poser une question toute simple: où sont les études qui prouvent cela? Où est la démonstration que ce projet sera rentable? Quelle étude indépendante le prouve? Où est la preuve que les contribuables récupéreront leur investissement? Où sont les garanties que les coûts ne vont pas exploser?

Le directeur parlementaire du budget estime déjà que les coûts de construction seront entre 75 milliards et 113 milliards de dollars. Ce n'est pas de la petite monnaie. Je doute que ces sommes soient incluses dans le présent budget. C'est l'argent des contribuables, des travailleurs, des agriculteurs, des commerçants et des familles qui paient leurs impôts. Pourtant, le gouvernement veut déjà accélérer les choses.

À l'annexe 3 du budget, on peut lire ceci:

> Dans le Budget de 2026, le gouvernement propose de nouvelles mesures législatives qui accéléreront la construction du train à grande vitesse Alto. La loi simplifiera les activités d'expropriation et permettra d'entreprendre la préparation des travaux préliminaires.

On va procéder à l'expropriation plus vite. Il y a vraiment quelque chose qui ne tourne pas rond. On veut vraiment accélérer les expropriations. On veut commencer les travaux préliminaires. On veut faire avancer le projet. On ne s'en cache même pas. Toutefois, les grandes questions demeurent. Est-ce rentable? Est-ce que les Canadiens en ont réellement besoin? Est-ce que les retombées économiques annoncées sont démontrées? On veut aller vite, mais on n'a toujours pas répondu à toutes ces questions.

Pendant ce temps, les producteurs agricoles et les propriétaires vivent avec l'incertitude de voir leur terre et leur propriété touchées par ce projet. Je pense notamment aux producteurs de la région de Mirabel, qui ont déjà vécu les conséquences des expropriations liées à l'ancien aéroport. Aujourd'hui, ils se retrouvent devant de nouvelles incertitudes. Ces gens-là méritent des réponses. Ils méritent d'être écoutés.

Parlons maintenant de bureaucratie. C'est probablement là où les attentes étaient les plus élevées et où la déception est la plus grande. Le ministre des Finances avait placé la barre très haute. Il nous avait parlé de simplification administrative. Les petites et moyennes entreprises attendaient des gestes concrets. Sur le terrain, les entrepreneurs n'ont pas besoin de se faire expliquer ce qu'est la bureaucratie, ils la vivent tous les jours. Les propriétaires d'un garage, d'une ferme, d'un restaurant ou d'une entreprise de construction veulent faire rouler leur entreprise. Trop souvent, ils passent leurs journées à remplir des formulaires, à répondre aux exigences de différents ministères et à essayer de comprendre des règles qui changent constamment. Ils veulent faire des affaires, pas devenir des spécialistes de la paperasse fédérale. Qu'est-ce que le budget leur offre finalement? Il leur offre une mesure de déduction fiscale pour les investissements qui avaient déjà été annoncée auparavant. C'est tout.

Après toutes les attentes que le ministre des Finances a créées, où est le grand chantier de simplification? Où sont les mesures concrètes pour réduire les formalités administratives? Où est le plan pour éliminer les redondances et les exigences inutiles? Je vais le dire franchement une deuxième fois: le bœuf a accouché d'un œuf.

On avait annoncé de grands changements. On nous avait fait miroiter une véritable transformation. Finalement, les entrepreneurs se retrouvent avec bien peu de choses nouvelles. On ne peut pas demander aux entreprises d'être plus productives si au même moment on leur fait perdre des heures et des journées dans les dédales de l'administration fédérale. Il faut leur faire confiance. Il faut leur donner de l'espace pour travailler et créer de la richesse.

Lorsqu'on met tous ces éléments ensemble, on comprend pourquoi ce budget est aussi décevant. On a un gouvernement qui continue d'accumuler les déficits. On a une facture d'intérêts qui augmente de 25,3 milliards de dollars par année d'ici 2030-2031. On a des familles qui voient leur pouvoir d'achat diminuer et à qui on propose des chèques temporaires plutôt que des solutions durables. On a un projet à grande vitesse de plusieurs dizaines de milliards de dollars dont les retombées restent à démontrer, mais pour lesquelles on veut déjà accélérer les expropriations. On a des provinces qui réclament davantage de moyens pour soigner leurs citoyens.

Les Canadiens travaillent fort. Ils se lèvent tôt le matin, ils paient leurs impôts. Ils méritent mieux que des promesses et des annonces. Ils méritent un gouvernement qui dépense avec prudence, qui respecte l'argent des contribuables et qui s'attaque aux véritables problèmes. Avec ce budget, malheureusement, les Canadiens risquent encore de payer beaucoup plus pour obtenir bien peu en retour.

● (1300)

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue parle d'abordabilité. Je sais qu'il sait très bien que le logement constitue la dépense principale des ménages. Le budget de 2026 prévoit 45 milliards de dollars d'investissement dans tout ce qui touche l'amélioration de l'offre de logement pour s'attaquer à tous les problèmes liés au logement. Entre autres, il y a la recapitalisation de Maisons Canada pour construire encore plus de logements abordables.

Nous maintenons les programmes déjà existants qui font qu'il y a des dizaines de milliers de chantiers qui sont aujourd'hui en construction, comme les programmes de la SCHL, les investissements en infrastructures pour aider à construire plus de logements et les mesures pour alléger la paperasse et le fardeau bureaucratique. Évidemment, la pièce maîtresse du budget, c'est les investissements pour mettre fin à l'itinérance dans les 10 prochaines années.

Je me demande si mon collègue peut confirmer que, évidemment, investir dans le logement, c'est bon pour les Canadiens et c'est bon pour les Québécois.

Jacques Gourde: Monsieur le Président, j'entends ma collègue faire la promotion du budget libéral. Hier, j'ai entendu le ministre des Finances faire la promotion de son budget de façon assez énergique. Il ressemblait à un vendeur de balayeuses des années 1960. On se rappelle la grosse balayeuse Electrolux qui devait siphonner toute la poussière. Le gouvernement, avec ce budget, siphonne tout l'argent des Canadiens.

Vraiment, les libéraux ont réussi à nous faire croire qu'ils sont maîtres chez nous.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais entendre mon collègue sur le fait qu'il y a dans le budget encore une fois des subventions pour le pétrole et le gaz et qu'il y a la création d'un fonds dit souverain, qui n'a rien de souverain, qui va permettre entre autres de financer des grands projets comme le pipeline de sable bitumineux proposé sur la côte Ouest. Ce pipeline acheminerait 1 million de barils de pétrole par jour. On parle d'au minimum 43 milliards de dollars qui seront essentiellement assumés par des fonds publics.

Est-ce que mon collègue pense que c'est un bon budget pour l'environnement, entre autres?

● (1305)

Jacques Gourde: Monsieur le Président, je suis certain que mon collègue est d'accord avec moi. Dans la nouvelle disposition du projet de loi C-39, le gouvernement va pouvoir se permettre de commencer des travaux de grande envergure sans attendre les études environnementales. Il va regarder les recommandations par après. Peut-être qu'il va faire quelque chose ou peut-être pas. Donc, il fait ce qu'il veut.

Le budget

[*Traduction*]

Kelly McCauley (Edmonton-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de se montrer aussi préoccupé du sort des Québécois, mais aussi de celui des Canadiens.

Je me demande s'il pourrait nous faire part de certaines de ses réflexions sur cette dette supplémentaire et extraordinairement élevée que devront assumer les Canadiens. Le budget indique plus de 60 milliards de dollars, mais la réalité, c'est que les dépenses de cette année s'élèveront à environ 154 milliards de dollars. De cette somme, environ 90 milliards de dollars sont en fait cachés sous forme de capitaux. Il y aura 154 milliards de dollars de plus rien que cette année et près de trois quarts de billion de dollars de plus au cours des cinq prochaines années.

Selon mon collègue, quelles seront les conséquences de cette décision pour ses enfants, ses petits-enfants et les générations futures de Québécois et de Canadiens qui devront rembourser cette dette?

[*Français*]

Jacques Gourde: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question très judicieuse.

Moi aussi, je m'inquiète. Je m'inquiète pour la vie de mes enfants et surtout de mes petits-enfants. On a vu un budget contenant une projection jusqu'en 2060. En 2060, c'est mes petits-enfants qui vont payer le désastre du budget d'aujourd'hui qui va laisser des séquelles à long terme.

On parle déjà de 85 milliards de dollars par année d'ici cinq ans. Qu'est-ce que ce sera dans 10 ou 15 ans? Est-ce qu'on va dépenser les 100 milliards de dollars ou les 125 milliards de dollars juste en paiement de la dette?

Il faut penser à tout ce que cet argent aurait pu faire pour l'avenir de nos petits-enfants.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je salue mon collègue, avec qui je siège au Comité permanent des langues officielles.

Dans le budget, il y a 400 millions de dollars pour le Sommet de la Francophonie. Nous continuons la mise en œuvre de notre plan d'action pour les langues officielles, qui est doté de 4,1 milliards de dollars. C'est le plus grand investissement de l'histoire en langues officielles. Il y a 4 milliards de dollars en culture, ce qui va avoir des retombées pour la francophonie canadienne. Les cibles en immigration francophone sont de 9,5 % pour l'année prochaine, ce qui ramène les communautés francophones sur le chemin de la croissance.

Est-ce que mon collègue partage mon enthousiasme par rapport à la francophonie canadienne avec le budget qu'on a vu hier?

Jacques Gourde: Monsieur le Président, je vais partager tout enthousiasme qui va permettre, en matière de francophonie, de peut-être faire une étude de l'aspect économique pour voir les avantages de la francophonie canadienne à travers le monde.

[*Traduction*]

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement parle de jouer du coude, de bâtir un Canada fort, de dépenser moins pour investir davantage, de bâtir maintenant, de bâtir un Canada abordable pour tous, de développer l'économie la plus forte du G7, du nouveau gouvernement libéral, du meilleur accord possible pour les Canadiens, de bâtir ensemble, du Nord fort et libre, de nous donner bien plus que ce que les Américains pourraient nous enlever, et de l'idée qu'aucun accord vaut mieux qu'un mauvais accord. Maintenant, il parle d'être maîtres chez nous.

Le gouvernement nous tue à coups de phrases-chocs. Il est plus que temps d'agir et de mettre en place une gouvernance sérieuse à la Chambre des communes et dans tout le pays. Il serait complètement absurde de continuer ainsi.

Les budgets sont des documents qui reflètent les choix que doit faire le gouvernement pour l'avenir afin de concilier les intérêts de la société. Au lieu de préparer de vrais budgets, les libéraux rédigent maintenant des romans sur toutes les merveilleuses choses qu'ils vont accomplir pour les Canadiens. Entre ce que le document était censé être et ce qu'il est devenu pour les libéraux d'en face, qui sont obsédés par les phrases-chocs, il y a un changement tout à fait insensé. Les libéraux ont rédigé 510 pages sur ce qu'ils veulent faire en disant qu'ils feront tout pour plaire à tout le monde. Ils ont mis plein de mots bout à bout pour essayer d'impressionner un paquet de gens et de rallier des groupes d'intérêts spéciaux à leur cause.

Je sais que le budget prévoit une foule de choses pour un paquet de gens dans toutes les régions du pays. Les entreprises vont évidemment sauter sur une telle occasion, car la société est de moins en moins démocratique; elle est de plus en plus fondée sur le principe que le gouvernement a toujours raison et sur une économie d'État. Je crois que beaucoup de gens, s'ils envisagent la situation à long terme, vont se demander à quel moment les choses ont commencé à se détériorer et comment nous en sommes arrivés là. La situation s'aggrave, et on constate que le gouvernement refuse de rectifier le tir.

Le budget est la bible des choix que nous devrons faire à l'avenir, peu importe les circonstances actuelles. Le budget énonce ce que nous pouvons faire ou pas. Par contre, le gouvernement libéral a constamment démontré qu'il n'avait pas à payer le prix de l'augmentation des déficits. C'est le cas depuis 2015, alors qu'il était censé accumuler un petit déficit pour une petite période. À l'époque, les Canadiens pensaient encore qu'un gouvernement se doit d'équilibrer le budget. À un moment donné, lorsqu'on dépense dès maintenant l'argent des contribuables de demain, on doit rendre des comptes.

Je suis certain que les députés se souviennent de l'époque où les libéraux, sous la direction de l'ancien premier ministre Jean Chrétien, ont dû faire un choix difficile pour les Canadiens. En effet, ils ont dû réduire le financement des soins de santé et des universités à l'échelle du pays. Avant le milieu des années 1990, le gouvernement fédéral versait 50 ¢ par dollar dans ces secteurs, mais le gouvernement Chrétien a dû procéder à des compressions draconiennes pour rétablir l'équilibre budgétaire. Le Fonds monétaire international avait déclaré que le gouvernement canadien n'était plus en mesure de payer ses factures et qu'il risquait même de ne plus pouvoir payer les intérêts, qui représentaient environ 40 % de nos impôts collectifs à l'époque. Les libéraux ont donc dû procéder rapidement à d'importantes compressions budgétaires, ce qui a entraîné la fin des transferts aux provinces.

C'était la solution la plus simple, car il s'agissait de la plus importante dépense fédérale. Il existe un chevauchement entre les responsabilités financières des provinces et celles du gouvernement fédéral. Les libéraux de M. Chrétien ont pris la décision impopulaire qui s'imposait, c'est-à-dire qu'ils ont réduit les fonds qu'ils versaient aux provinces, ce qui a affaibli notre système de soins de santé. Au cours de la décennie suivante, les provinces ont dû consacrer une plus grande partie de leurs ressources aux soins de santé, afin de tenter de maintenir le niveau de services auquel les Canadiens s'attendaient.

C'est une question de choix. Nous devons être conscients des choix qui s'offrent à nous. Il ne s'agit pas de satisfaire tout le monde. Le coût de cette option se chiffre en milliards de dollars, et c'est un fardeau qui est imposé à une autre génération. Aujourd'hui, il s'élève littéralement à des centaines de milliards de dollars.

Je m'explique, car ce que les libéraux ont fait n'apparaît pas clairement d'emblée dans le budget. Le premier ministre est très financièrement astucieux. Dans sa vie antérieure, il a joué avec les bilans et les états des résultats. Aujourd'hui, il fait de même avec le gouvernement du Canada, le bilan du gouvernement du Canada et l'état des résultats du gouvernement du Canada. Le gouvernement libéral actuel, tout comme le gouvernement libéral précédent, a établi plusieurs indicateurs d'endettement en cours de route, comme le ratio dette-PIB et le ratio déficit-PIB. Il n'a cessé de rater ces objectifs tout au long de son processus. Si les libéraux continuent de rater leurs objectifs, leurs prétendues cibles, la meilleure chose à faire est de modifier la définition de ces cibles.

● (1310)

Si on examine l'endettement réel du pays à l'heure actuelle, on constate que le Canada a plus de 1,5 billion de dollars de dette portant intérêt détenue par des créanciers du monde entier. Il ne s'agit là que de la dette du gouvernement du Canada. Les gouvernements provinciaux sont eux aussi lourdement endettés, mais, à lui seul, le gouvernement fédéral doit plus de 1,5 billion de dollars et paie des intérêts sur cette somme. À l'heure actuelle, nous versons environ 60 milliards de dollars par année en intérêts sur cette dette de plus de 1,5 billion de dollars. Au cours des cinq prochaines années, celle-ci augmentera de 765 milliards de dollars.

Le gouvernement prétend qu'il s'agit d'investissements plutôt que de déficits opérationnels, mais c'est de la foutaise. Il existe, et il a toujours existé, une façon appropriée de comptabiliser ces dépenses. Les libéraux camouflent le fait qu'ils feront augmenter de 50 % les emprunts du pays sur les marchés internationaux au cours des cinq prochaines années et que les contribuables devront payer les intérêts correspondants, lesquels atteindront 85,5 milliards de dollars. C'est scandaleux. Tenter de camoufler ce fait dans le document budgétaire en modifiant les définitions est une supercherie de la pire espèce. Je dénonce cette façon de faire du gouvernement, car les libéraux doivent faire preuve de plus de transparence envers les Canadiens quant au fardeau qu'ils imposent aux générations futures. Le gouvernement dépense comme s'il n'y avait pas de lendemain.

Prenons un exemple. Selon la mise à jour économique du printemps, le gouvernement prévoyait devoir emprunter seulement 668 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Depuis, ce montant a augmenté de près de 100 milliards de dollars, que nous, au Canada, devrons emprunter et sur lesquels nous devrons payer des intérêts. Pensons-nous que ce n'est pas un problème, ou que ça n'en sera pas un plus tard, quand nous ne serons pas en mesure de payer nos intérêts sur l'encours de la dette, que les Canadiens doivent sur les marchés mondiaux?

Je ne sais pas ce que les libéraux pensent accomplir au bout du compte, mais nous accumulons une dette insoutenable sur le dos des Canadiens. J'entends mes collègues d'en face dire qu'il y a une crise mondiale et que nous devons donc dépenser sans compter. Je suis député depuis sept ans, et je ne sais pas combien de fois les libéraux ont dit que nous devions nous ruiner à cause d'une crise.

Il y a eu deux véritables crises au cours des deux dernières décennies: la crise financière de 2008 et la pandémie. Toutefois, aujourd'hui, les libéraux sont accros aux dépenses et continuent de distribuer de l'argent à tout vent. Il y a toujours de bonnes raisons de verser de l'argent. Ceux qui le reçoivent trouvent que c'est formidable. Cependant, ceux qui le dépensent déchanteront lorsqu'ils recevront la facture, lorsqu'ils connaîtront l'ampleur des sommes dépensées et qu'ils se rendront compte qu'ils ne pourront pas payer les factures à venir, c'est-à-dire les impôts qui accableront les futures générations de Canadiens. Voilà le prix que le gouvernement impose actuellement aux Canadiens.

Je vais parler un peu de démocratie. La démocratie est importante dans notre pays. Mon collègue a évoqué tout à l'heure la manière dont le gouvernement continue de balayer cette question sous le tapis. Le budget qui vient d'être présenté est celui de 2026-2027, un exercice financier qui se termine dans cinq mois. C'est formidable. Les libéraux viennent de nous présenter un budget avec sept mois de retard. Ils ont sept mois de retard pour présenter le budget de l'exercice en cours.

Ce n'est pas normal. Les libéraux ont prétendu que c'était normal au lendemain des élections, mais ce n'est pas normal pour le bon fonctionnement du pays. Tout au long de l'été et pendant toute la période qui a suivi, le gouvernement a multiplié les dépenses et les annonces. Voilà maintenant qu'une grande partie de ces dépenses figure dans le budget. Ce n'est pas de la démocratie. Ce n'est pas ainsi qu'on établit un budget pour les Canadiens et qu'on le fait adopter à la Chambre des communes.

Toutes ces annonces faites par les libéraux tout au long de l'été, où ils ont dépensé sans compter, se retrouvent maintenant dans un budget qui présente les dépenses prévues pour cette année. Comme je l'ai dit, la mise à jour économique du printemps indiquait que nous devrions emprunter 668 milliards de dollars supplémentaires sur cinq ans. Maintenant qu'ils présentent enfin le budget, ce sont 775 milliards de dollars qui devront être empruntés au cours des cinq prochaines années, une somme ridicule. Encore une fois, il n'y a aucune cible budgétaire ni aucun garde-fou. Le gouvernement ne s'est fixé aucune ligne directrice. Il veut seulement dépenser de l'argent.

Cela doit cesser. J'espère que cela cessera avant que les Canadiens ne se rendent compte qu'ils sont à bout de ressources, car beaucoup d'entre eux le sont déjà sur le plan financier, et que nous parviendrons enfin à remettre un peu de bon sens dans la manière dont nous gérons les finances de ce pays.

Le budget

● (1315)

Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, le budget prévoit un investissement de 400 millions de dollars visant à optimiser l'efficacité énergétique des installations de fabrication industrielle canadiennes. Ce programme s'appelle la Transition stratégique vers des installations industrielles à haute efficacité énergétique.

Le député de Calgary-Centre a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-269, qui prévoyait un crédit d'impôt à l'achat de matériel de récupération de la chaleur produite par les procédés industriels. Je me demande si le député de Calgary-Centre appuie l'investissement de 400 millions de dollars par le gouvernement dans ce programme pour la transition.

Greg McLean: Monsieur le Président, j'allais poser cette question au député plus tôt aujourd'hui, car il y a à peine deux jours, les libéraux ont rejeté le crédit dont nous avons discuté; or, celui-ci était bien chiffré, il était appuyé par l'industrie et il définissait très clairement ses objectifs.

Ce programme tient un peu du mirage. Le budget vient de débloquer 400 millions de dollars, mais il n'explique pas exactement ce qu'on compte en faire. Le problème, comme pour toutes les mesures que prend le gouvernement ces derniers temps, c'est que le gouvernement va choisir ses amis. Ce sont eux qui se verront attribuer les projets d'intérêt national. Il faudra avoir des amis au Cabinet du premier ministre.

Comme je l'ai dit dans mon discours, l'économie est désormais contrôlée de manière beaucoup plus centralisée, contrairement à une économie propulsée par le secteur privé et respectueuse des règles.

Scott Reid (Lanark—Frontenac, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a expliqué qu'à défaut de maîtriser les dépenses, on court à la catastrophe. Je me demande s'il accepterait de faire un pronostic. Si les dépenses ne sont pas maîtrisées et qu'on se retrouve encore avec un budget comme celui-ci l'an prochain, si on se contente de continuer à dépenser, qu'est-ce qui nous attend? D'après le député, qu'est-ce qui arrivera si le gouvernement ne finit pas par maîtriser ses dépenses?

Greg McLean: Toutes sortes de scénarios ont été évoqués, monsieur le Président. C'est difficile à croire, mais le Canada compte parmi les pays les plus endettés. Il existe trois catégories de dettes: celles des sociétés, celles des particuliers et les dettes publiques. Dans l'ordre, le Canada est deuxième pour son endettement. Il n'y a que le Luxembourg qui fait pire. C'est un pensez-y-bien. Après tout, au bout du compte, il n'y a qu'un contribuable, le contribuable canadien. Il a un prêt hypothécaire et une dette à la consommation. Tout un tas d'entreprises refilent indirectement leurs dettes au consommateur, et le gouvernement lui fait en plus assumer une énorme dette publique. Dans tous ces cas, c'est le consommateur qui paie les intérêts.

Le fardeau est pire ici que presque partout ailleurs dans le monde, et c'est le contribuable qui devra l'assumer. Je ne sais pas ce qui pourra servir de filet de sécurité au gouvernement lorsque le temps viendra. Quoi qu'il en soit, la situation est intenable. Concrètement, le gouvernement devra un jour ou l'autre examiner ses actifs et envisager de faire le point avec le Fonds monétaire international.

Le budget

● (1320)

[*Français*]

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais connaître l'avis de mon collègue. Comment peut-on expliquer qu'un gouvernement trouve le moyen de dépenser plus qu'avant, beaucoup plus qu'avant, tout en coupant les vivres aux provinces et au Québec, entre autres en ce qui concerne les transferts en santé?

Ça n'a pas de bon sens. Nos gens ont besoin de soins et nos hôpitaux ont besoin de rénovations. Nous n'avons pas demandé d'augmenter les transferts, nous avons simplement demandé de les maintenir.

Le gouvernement a même un certain mépris, en fait, en allant jusqu'à les réduire. J'aimerais entendre mon collègue me parler de ça.

Greg McLean: Monsieur le Président, c'est une question importante. En regardant le budget, j'ai remarqué que les recettes du gouvernement qui proviendront des particuliers augmenteront de plus de 4 % par année au cours des cinq prochaines années. Cependant, les dépenses du gouvernement en matière de santé augmenteront de seulement 3 %. Malgré le fait que le gouvernement encaissera des revenus supplémentaires de la part des particuliers, il dépensera moins en matière de santé. Où s'en va-t-il avec ça?

[*Traduction*]

Sherry Romanado (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement le discours de mon collègue, et j'ai une question à lui poser. Dans le budget de 2026, nous prévoyons 25 millions de dollars pour les militaires et les civils qui ont été blessés à la Base des Forces canadiennes Wainwright, en plus d'une autre enveloppe de 3 millions de dollars. Le député appuierait-il cette initiative?

Greg McLean: Bien sûr, monsieur le Président. Nous devons prendre grand soin des militaires, surtout en cette période, à l'approche du jour du Souvenir. Je remercie ma collègue du soutien que le gouvernement offre à toutes les personnes qui servent si bien notre pays.

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je suis heureuse d'avoir l'occasion de prendre la parole à la Chambre avant que nous retournions dans nos circonscriptions respectives.

En ce qui concerne le dernier échange entre la secrétaire parlementaire et mon collègue de Calgary-Centre, nous sommes tous conscients des pertes subies par nos forces armées, notamment à la suite de la catastrophe qui vient de se produire à la Base des Forces canadiennes Wainwright. Il y a des choses que nous partageons tous ici, et j'espère que l'une d'entre elles est une gratitude éternelle envers les anciens combattants et ceux qui servent dans les forces armées.

Lorsque nous quitterons la Chambre aujourd'hui, ce sera pour retourner dans nos circonscriptions pendant une semaine; j'apprécie donc vraiment cette occasion de m'exprimer au sujet du budget.

L'année dernière, j'ai eu du mal à me faire une idée sur le budget de 2025. J'en ai discuté avec des membres de l'équipe du premier ministre, avec le premier ministre lui-même et avec l'ancien ministre de l'Environnement, et j'ai finalement été la seule députée de l'opposition à appuyer le budget. Je crois que je ne surprendrai personne en disant que cela ne se reproduira pas. Je ne voterai pas en faveur de ce budget. Je suis consternée, à bien des égards, par ce budget.

Beaucoup de choses ont déjà été dites ici, et je n'ai pas besoin de les répéter. La députée de Vancouver-Est a exprimé ses préoccupations. Certes, l'engagement à mettre fin à l'itinérance est une bonne chose, mais où trouvera-t-on les fonds nécessaires pour que les membres des Premières Nations, les Inuits et les Métis aient accès à des logements adéquats?

Je suis tout à fait d'accord avec les députés de Calgary-Centre et de Wellington—Halton Hills-Nord pour dire que ce budget est miraculeusement bizarre. Le gouvernement du Canada peut insister pour que d'autres entités adoptent des pratiques comptables généralement acceptables, mais, apparemment, il n'a pas à les respecter lui-même.

Comme mon temps de parole est limité, je tiens à parler de la raison fondamentale pour laquelle je trouve ce budget tellement épouvantable que j'en suis profondément consternée. Je me concentrerai sur ce point essentiel: le budget de 2026 est le premier en plus d'une décennie qui, en plus de ne pas relever le défi de la crise climatique, répudie l'idée même des cibles climatiques.

À la page 8 du budget, on s'attaque à l'idée des cibles. Pour les Canadiens qui nous regardent, voici ce qu'on peut y lire: « Pendant trop longtemps, l'action climatique a porté sur des objectifs, sans plan concret ». Ensuite, on peut lire que les investissements sont des « mesures réglementaires punitives », et que « [l]a nouvelle approche du gouvernement repose sur un plan audacieux et pragmatique articulé autour de quatre piliers. » Aucun de ces piliers ne nous permettra d'atteindre les cibles.

Je tiens à dire très clairement à tous ceux qui nous regardent que les cibles répudiées dans ce budget sont juridiquement contraignantes. Le Canada s'est engagé à les respecter en adhérant à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. En signant celle-ci, il s'est engagé à respecter les cibles qu'il fixerait. La cible actuelle que le Canada est légalement tenu de respecter concerne la réduction importante des émissions d'ici 2030.

Un gouvernement précédent, dirigé par Stephen Harper, a laissé en place ses cibles pour 2030. À la Chambre, les libéraux, les néodémocrates, les bloquistes et les verts avaient dit que le plan présenté par l'ancienne ministre de l'Environnement de Stephen Harper, Leona Aglukkaq, était nettement insuffisant. À présent, nous n'atteindrons même pas ces cibles, et encore moins les cibles plus ambitieuses fixées par Justin Trudeau.

Pourquoi est-ce important? C'est bien beau de répéter sans cesse que le monde a changé et que tout a changé, mais devinez ce qui n'a pas changé. Le Canada est encore sur la planète Terre. Nous sommes toujours tributaires de ce qui se passe dans l'atmosphère planétaire, des lois de la physique et de la chimie atmosphérique, que nous avons déjà modifiées à cause de notre comportement.

Selon les meilleurs scientifiques au monde et le processus d'examen par les pairs le plus complet au monde, soit le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, si nous ne réduisons pas considérablement nos émissions d'ici 2030, nous serons confrontés à un réchauffement accéléré de la planète qui coûtera, ce qui a déjà été le cas au Canada, des milliards de dollars en pertes assurables et non assurables, comme la perte de vies humaines et la disparition d'espèces. En 2021, le dôme de chaleur en Colombie-Britannique qui a causé la mort de 619 personnes en quatre jours a également tué 3 milliards d'animaux marins au cours de cette même période, soit quatre jours.

● (1325)

Nous ne pouvons pas passer la crise climatique sous silence, et pourtant c'est ce que le budget fait. Les libéraux disent « carboneutralité d'ici 2050 » comme si ça voulait encore dire quelque chose. Les libéraux ne tiennent pas compte des données scientifiques. Ils n'ont pas adhéré à l'Accord de Paris. La carboneutralité d'ici 2050 n'était qu'un stratagème de relations publiques pour reporter jusqu'en 2050 toute mesure concrète pour nos enfants et petits-enfants. Comme j'ai un petit-enfant de deux ans, je ne suis pas seulement inquiète, mais terrifiée par le genre d'avenir que nous réservons à nos enfants.

J'ai voté en faveur du budget l'an dernier parce que le premier ministre avait dit que le gouvernement s'était engagé à atteindre les cibles de l'Accord de Paris. J'ai eu la naïveté de croire les libéraux et je l'ai regretté. Je vois très clair maintenant. Ils vont construire des pipelines qui généreront encore plus d'émissions. Qui va payer? Ce sont les gens au Canada. Une analyse coûts-avantages a-t-elle été menée? Non. Va-t-on en mener une? Non plus. Pourquoi? Ils veulent augmenter les émissions. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement veut augmenter les émissions et jeter de l'huile sur le feu de la crise climatique. Cette crise détruira la santé de la population et les cultures du Canada, sans compter qu'elle nuira aux entreprises d'un océan à l'autre. Pire encore, elle volera la vie de nos enfants et elle le fera au vu et au su de tous.

Il m'est impossible de voter en faveur de ce budget. J'implore le gouvernement et les députés qui se soucient du climat — je sais qu'ils existent — de prendre la parole et d'insister pour que nous prenions des mesures de lutte contre les changements climatiques qui ne visent pas à construire des pipelines et à accroître la production de pétrole et de gaz, mais à réduire les émissions et à rétablir le couvert forestier le plus rapidement possible. Je ne veux pas entendre, comme réponse, que le gouvernement a accordé 2,5 milliards de dollars à De Havilland pour améliorer ses résultats financiers. Cela ne permet pas d'acheter un seul avion-citerne pour le Canada. Nous devons traiter la crise climatique comme une urgence parce que c'est une urgence. Nous ne pouvons plus nous permettre de remettre nos interventions à plus tard alors que les signaux d'alarme...

● (1330)

Le vice-président: Comme il est 13 h 30, la Chambre passe maintenant à l'étude des affaires émanant des députés inscrites au Feuilleton d'aujourd'hui.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[*Français*]

LOI SUR LE CADRE DE LA POLITIQUE CANADIENNE DU SPECTRE

La Chambre passe à l'étude du projet de loi C-268, Loi concernant le Cadre de la politique canadienne du spectre, dont le comité a fait rapport sans amendement.

Le vice-président: Comme il n'y a aucune motion à l'étape du rapport, la Chambre procédera maintenant sans débat à la mise aux voix de la motion d'adoption du projet de loi à l'étape du rapport.

Marianne Dandurand (Compton—Stanstead, Lib.) propose que le projet de loi soit agréé.

[*Traduction*]

Le vice-président: Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Guillaume Deschênes-Thériault: Monsieur le Président, je demande que la motion soit adoptée.

Le vice-président: D'accord?

Une voix: Non.

L'hon. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je pense que si vous demandez l'opinion de la Chambre, les députés se rendront compte que, normalement, ce genre de chose se passe très rapidement afin que nous puissions passer à la période réservée aux affaires émanant des députés. La personne qui a dit « non » ne s'en était peut-être pas rendu compte. Vous devriez peut-être demander l'opinion de la Chambre une fois de plus.

Le vice-président: Plaît-il à la Chambre d'adopter le projet de loi à l'étape du rapport?

(La motion est adoptée.)

[*Français*]

Marianne Dandurand propose que le projet de loi soit lu pour la troisième fois et adopté.

— Monsieur le Président, je remercie mes collègues de permettre aujourd'hui le commencement de l'étude du projet de loi C-268 à l'étape de la troisième lecture. Ce projet de loi parle d'un problème très concret. Dans plusieurs régions au Canada, il y a beaucoup d'endroits où le téléphone cellulaire ne fonctionne pas. La carte peut indiquer qu'il y a de la couverture et le contrat de télécommunication peut prévoir des obligations de déploiement, mais, sur le terrain, il n'y a pas de signal lorsqu'on sort son téléphone cellulaire. C'est exactement ce décalage qui est indiqué sur papier et que les gens vivent réellement qui m'a menée à déposer le projet de loi.

J'ai commencé à travailler sur ce dossier durant la campagne électorale, après une discussion avec le maire de Martinville, Michel-Henri Goyette, qui m'a vraiment sensibilisée au problème de connectivité cellulaire dans sa communauté. Comme c'est probablement le cas de tous les députés qui représentent des régions, j'avais moi-même constaté et vécu ce problème. Je l'avais dit lorsque j'avais présenté le projet de loi, et je le répète: la connectivité cellulaire n'est pas un luxe. Il s'agit d'un enjeu de sécurité et de développement économique. Il s'agit d'un enjeu d'équité. Aujourd'hui, le téléphone cellulaire est un outil de base pour travailler, pour communiquer, pour se déplacer, pour appeler à l'aide. Pourtant, il y a encore des Canadiens qui doivent sortir de leur maison, monter une côte ou conduire quelques kilomètres pour pouvoir faire un appel. Ce n'est pas acceptable comme situation permanente.

Le projet de loi C-268 fait trois choses principales. Premièrement, il demande au CRTC d'établir un processus pour assurer l'exactitude des données sur la cartographie des réseaux mobiles, parce qu'avant de régler un problème, il faut savoir où il se trouve réellement. Deuxièmement, il oblige le ministre de l'Industrie à maintenir et à mettre à jour le Cadre de la politique canadienne du spectre. Ce cadre n'a pas été mis à jour depuis 2007, à l'époque des téléphones à clapet, alors qu'il y a aujourd'hui des réseaux 5G, des véhicules connectés, des satellites qui communiquent directement avec nos téléphones cellulaires. Notre politique doit évoluer au même rythme que la technologie. Troisièmement, le projet de loi prévoit un examen périodique du cadre. L'objectif n'est pas de prédire ce que la technologie va être dans 15 ou 20 ans. Il n'y a personne qui peut faire ça. L'objectif est de s'assurer que nos politiques peuvent évoluer en même temps que la technologie.

Je veux absolument souligner une évolution positive depuis le printemps. Les enjeux liés à la connectivité cellulaire et au déploiement des réseaux sont beaucoup plus présents dans les travaux du gouvernement. C'est une excellente nouvelle. Le budget de 2026 reconnaît que les problèmes de couverture et de fiabilité persistent, en particulier dans les collectivités rurales et éloignées. Il prévoit de rendre disponibles davantage de fréquences pour les réseaux 5G et les réseaux privés, d'appuyer les services par satellite pour accroître la couverture en région rurale et éloignée, et de moderniser les règles qui concernent les transferts de spectre et les infrastructures. Je suis particulièrement contente de voir ces mesures parce qu'en effet, l'abordabilité, c'est important. Cependant, pour moi, le premier enjeu reste le déploiement. Un forfait moins cher, ça ne règle pas grand-chose si notre téléphone n'est de toute façon pas connecté.

Pour améliorer la couverture, ça prend de bonnes règles, une bonne gestion du spectre, des données de couverture qui sont fiables et des investissements. Mon projet de loi est une partie de cette évolution. Je veux remercier les chercheurs qui ont contribué à l'idéation du projet de loi, Michael McNally et Gregory Taylor. Je veux aussi remercier Michel-Henri Goyette et les maires de chez nous qui ont continué à porter cette réalité du terrain et qui ont fait en sorte que nous en entendions parler à Ottawa autant que nous en entendons parler maintenant. Je veux surtout remercier mes collègues de tous les partis parce que ce projet de loi est un bon exemple de ce que nous pouvons accomplir quand nous nous concentrons sur le problème plutôt que sur nos différences politiques.

● (1335)

La connectivité cellulaire, ce n'est pas une question libérale, conservatrice, néo-démocrate, bloquiste ou verte. C'est une question qui concerne tout le monde. Quand un pompier ne peut pas être rejoint sur une route rurale, peu importe notre allégeance politique, le problème est le même. Quand une entreprise agricole perd sa connexion, peu importe notre allégeance politique, le problème est le même. Quand une famille doit conduire quelques kilomètres pour pouvoir faire un appel, peu importe notre allégeance politique, le problème est le même.

Je suis vraiment reconnaissante du soutien que le projet de loi a obtenu jusqu'ici. Qu'un projet de loi d'initiative parlementaire déposé en mars soit rendu à l'étape de la troisième lecture en novembre, c'est vraiment très rapide. C'est surtout le résultat d'une volonté de travailler ensemble. J'espère que nous allons maintenir cette collaboration jusqu'au bout. Si mes collègues veulent bien continuer de faire avancer le projet de loi et l'envoyer au Sénat, je sais déjà qu'il y a quelqu'un dans l'autre chambre pour le prendre en charge. Je remercie sincèrement le sénateur Réjean Aucoin, qui m'a indiqué qu'il prendrait le relais si le projet de loi allait au Sénat. Je lui en suis très reconnaissante.

Notre objectif, ce n'est pas simplement d'adopter une loi. Notre objectif, c'est qu'un jour, une personne de Martinville, au Québec, de Chéticamp, en Nouvelle-Écosse, de Whitehorse, au Yukon, ou de n'importe quelle communauté au Canada puisse prendre son téléphone sur une route où elle avait l'habitude de perdre le signal et constater que le problème est finalement réglé. C'est ça que je veux voir et c'est pour ça que je demande à mes collègues de continuer à travailler ensemble pour faire avancer le projet de loi C-268.

[*Traduction*]

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, nous appuyons ce projet de loi et nous sommes impatients d'en discuter davantage.

Je voulais toutefois profiter de l'occasion, en ce qui concerne le spectre, les possibilités qui s'offriront aux gens et leur façon de voir leur avenir, pour demander à la députée de commenter le rapport sur l'emploi qui a été publié aujourd'hui, car nous n'avons entendu aucun député ministériel parler de ce rapport. Nous avons posé des questions à ce sujet à maintes reprises pendant la période des questions, mais nous n'avons obtenu aucune réponse. Les 50 000 emplois perdus dans le secteur privé et la forte augmentation du chômage parmi les jeunes sont les résultats que nous observons.

Je pense qu'il est compréhensible que le gouvernement ne veuille pas en parler, mais la députée peut-elle nous faire part de ses réactions au rapport publié aujourd'hui par Statistique Canada?

● (1340)

[*Français*]

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, la connectivité cellulaire est essentielle pour notre développement économique. Les entreprises ont besoin de services comme la connectivité pour poursuivre leurs activités. Parfois, il y a des problèmes techniques qui les empêchent d'avancer, d'obtenir des nouveaux contrats, de poursuivre leur croissance. Développer la connectivité cellulaire, c'est une des façons d'appuyer l'employabilité des gens et la croissance des entreprises en région. Pour moi, c'est un outil essentiel de développement économique.

Présentement, certains agriculteurs ne peuvent pas utiliser les nouvelles technologies. Des entreprises de transport ont de la difficulté à communiquer. En améliorant la connectivité cellulaire, nous allons faire en sorte que les entreprises connaissent davantage de succès et créent de bons emplois.

Eric St-Pierre (Honoré-Mercier, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon amie et ma collègue de Compton—Stanstead de sa forte revendication dans sa circonscription. Elle est incroyable et j'ai énormément de respect pour elle.

Peut-elle nous donner des exemples des conséquences économiques qu'entraîne le manque de connectivité pour les citoyens en région rurale, notamment en ce qui concerne l'accès aux services de téléphonie cellulaire?

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, oui, il y a beaucoup de répercussions économiques pour les entreprises. Aujourd'hui, l'accès à Internet s'améliore de plus en plus, mais la couverture cellulaire demeure un problème. Le transport est un exemple probant des difficultés auxquelles nous faisons face. En agriculture, les conséquences se font également sentir.

Des jeunes qui vont à l'école ne peuvent pas faire leurs travaux à distance faute de connectivité. Cela a des conséquences économiques, mais aussi sociales. La télémédecine n'est pas toujours possible dans certaines régions. C'est aussi une question de sécurité publique. Il y a des pompiers qui ne peuvent pas appeler de relève. Il y a des personnes qui, sur la route, ne peuvent pas joindre les secours après un accident. Ça crée vraiment des situations dangereuses. Chez nous, certaines personnes ne peuvent pas appeler le 911.

De plus, comme ma circonscription longe la frontière américaine, certains citoyens captent un signal provenant des États-Unis. Lorsqu'ils composent le 911, leur appel est acheminé vers un centre de répartition américain. Ça peut prendre vraiment beaucoup de temps avant qu'ils soient retransférés au Canada. Pour moi, la sécurité publique est une question de première importance.

[*Traduction*]

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, je remercie ma collègue d'avoir présenté ce projet de loi, mais aussi de ces remarques. Comme je suis originaire d'une circonscription rurale, je sais où se trouvent toutes les zones mortes quand je conduis et que je dois raccrocher avant de perdre le signal. C'est sur l'autoroute. Quand une moissonneuse-batteuse prend feu et qu'on ne peut pas appeler le 911, on a un vrai problème. Je peux me rendre au beau milieu de certaines localités de ma circonscription et je ne peux toujours faire un appel. C'est absurde. Les cartes des entreprises de télécommunications disent que notre territoire est parfaitement couvert, mais c'est faux. Les cartes ne sont que de la poudre aux yeux.

J'ai passé en revue le budget présenté hier pour savoir ce qu'on pouvait faire de plus. Le projet de loi présenté ici constitue une étape importante pour garantir la transparence des cartes. Dans le budget lui-même, je n'ai trouvé rien de concret qui permettrait d'améliorer réellement la couverture sans fil des localités dans ma circonscription.

[*Français*]

Marianne Dandurand: Monsieur le Président, dans mon allocution, j'ai justement dit que j'étais très heureuse d'avoir qu'on en faisait mention dans le budget. C'est la preuve que la préoccupation est très présente du côté du gouvernement. La question de la connectivité en régions rurales et éloignées est mentionnée, tout comme celle de l'abordabilité des services de télécommunication. Parmi les solutions qui sont proposées et qui vont être mises en œuvre, il y a, par exemple, plus de fréquences pour les réseaux 5G, les réseaux privés, le service par satellite. Le satellite, c'est l'avenir.

[*Traduction*]

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui à l'étape de la troisième lecture du projet de loi C-268, Loi concernant le Cadre de la politique canadienne du spectre. Je tiens à remercier la députée de Compton—Stanstead d'avoir présenté ce projet de loi au Parlement et d'avoir contribué à faire progresser cet important débat.

Comme les conservateurs l'ont indiqué à l'étape de la deuxième lecture, nous appuyons l'objectif d'accroître la reddition de comptes et la transparence dans la façon de mesurer la couverture sans fil d'examiner la politique canadienne du spectre. Après avoir entendu les témoignages présentés au comité permanent de l'industrie et de la technologie, les conservateurs continuent d'appuyer le projet de loi, et nous estimons qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction. Cela dit, je crois qu'il est important que nous soyons honnêtes avec les Canadiens au sujet de ce que le projet de loi pourrait et ne pourrait pas accomplir.

En 2007, les téléphones intelligents commençaient à peine à faire leur apparition. Les services de diffusion en continu en étaient à leurs débuts. Le télétravail était relativement rare. L'infonuagique ne faisait pas encore partie du quotidien de la plupart des Canadiens. L'intelligence artificielle relevait surtout de la recherche universitaire plutôt que d'être un outil utilisé quotidiennement par les entreprises et les consommateurs. Aujourd'hui, presque tous les aspects de la vie moderne dépendent de la connectivité. Les entreprises, les établissements d'enseignement et les systèmes de santé en dépendent.

Le projet de loi C-268 n'éliminerait pas toutes les zones mortes. Il ne garantirait pas immédiatement une couverture cellulaire sur chaque kilomètre d'autoroute. Il ne relierait pas instantanément toutes les collectivités rurales et éloignées. Cependant, il répondrait à une question fondamentale que le Parlement devrait toujours se poser, celle de savoir si nous mesurons correctement les résultats obtenus.

Trop souvent, à Ottawa, les gouvernements se préoccupent de cibles, de statistiques, de cartes et d'annonces. Les Canadiens, quant à eux, ne jugent pas les résultats de la même manière. Pour eux, le fait de décrocher leur téléphone et de constater qu'il fonctionne est un bon résultat. Ils considèrent que c'est un bon résultat de pouvoir appeler à l'aide, comme l'a souligné ma collègue de Portage—Lisgar. Ils considèrent que c'est un bon résultat de pouvoir exploiter une entreprise, établir des liens avec les clients et communiquer avec les membres de leur famille.

Cet écart entre ce que les gouvernements rapportent et ce que les Canadiens vivent au quotidien a été un thème récurrent tout au long de l'étude de ce projet de loi par le comité. Les témoins ont reconnu qu'il peut y avoir une différence entre la couverture qui existe sur papier et celle dont les gens bénéficient concrètement, dans le monde réel.

Pour de nombreux Canadiens, en particulier ceux qui vivent à l'extérieur des grands centres urbains, cette réalité n'est que trop familière. Ils l'ont tous vécue. Une carte de couverture indique que le service est disponible. Un rapport gouvernemental indique que les objectifs sont atteints. Un fournisseur de services de télécommunications affirme qu'une zone est couverte, mais lorsque les Canadiens tentent de faire un appel, d'envoyer un message ou d'accéder à des services d'urgence, ils découvrent que la réalité ne correspond pas tout à fait à la carte.

La demande de connectivité fiable a augmenté de façon exponentielle, mais le cadre qui guide la politique canadienne du spectre est resté pratiquement inchangé. Il est tout à fait raisonnable que le Parlement insiste pour qu'un cadre aussi important soit revu régulièrement. Les conservateurs ont d'ailleurs fait valoir, au sein du comité, l'idée que les examens devraient avoir lieu tous les deux ans plutôt que tous les cinq ans.

La technologie évolue rapidement. Les marchés évoluent rapidement. Les attentes des consommateurs évoluent rapidement. Nous croyons que des examens plus fréquents auraient permis de mieux suivre le rythme des changements technologiques. Malheureusement, cet amendement a été rejeté. Néanmoins, le principe demeure le même, à savoir qu'il vaut mieux procéder à un examen régulier que de ne pas procéder à un examen.

Bien que ce débat porte en grande partie sur les collectivités rurales et éloignées, j'aimerais expliquer pourquoi cette question est également importante pour les habitants de Calgary-Centre, que je représente. Calgary-Centre est une circonscription urbaine. On y trouve des tours de bureaux, des entrepreneurs, des institutions financières, des entreprises technologiques en démarrage et des milliers de professionnels hautement qualifiés. À première vue, on pourrait croire que les problèmes de connectivité qui touchent les régions rurales du Canada sont très éloignés de la réalité des personnes qui vivent et travaillent au centre-ville de Calgary. Pourtant, c'est tout le contraire. La prospérité de Calgary est étroitement liée à ce qui se passe au-delà des limites de la ville.

Les ingénieurs qui conçoivent les infrastructures énergétiques à Calgary supervisent souvent des projets qui se déroulent à des centaines de kilomètres. Les géologues chargés d'évaluer les possibilités d'exploitation des ressources s'appuient sur des données recueillies dans des régions reculées de l'Alberta. Les sociétés énergétiques surveillent un réseau d'installations, de pipelines et d'activités répartis dans tout l'Ouest canadien. Les entreprises de construction, les compagnies de transport et les fournisseurs de services exercent souvent leurs activités dans des régions où la connectivité n'est pas toujours fiable.

● (1345)

Des travailleurs empruntent ces routes chaque jour. Des camionneurs les empruntent chaque jour. Des gens de métier les empruntent chaque jour. Des familles les empruntent chaque jour. Tous s'attendent à pouvoir compter sur un minimum de connectivité et de sécurité. À bien des égards, la connectivité est devenue aussi essentielle au commerce moderne que les routes, les chemins de fer et les aéroports. Sans elle, l'activité économique devient plus difficile, moins efficace et moins concurrentielle.

C'est particulièrement vrai pour le secteur de l'énergie de l'Alberta. L'industrie énergétique dépend de plus en plus de technologies de communication sophistiquées, de données en temps réel, de systèmes de surveillance à distance et d'automatisation avancée. Une connectivité fiable favorise la productivité, l'efficacité et la sécurité. Elle permet aux travailleurs de communiquer. Elle permet aux exploitants de surveiller les infrastructures essentielles. Elle permet aux entreprises de demeurer concurrentielles dans l'économie mondiale. Elle contribue également à ce que les ressources canadiennes continuent de soutenir la prospérité du pays.

Quand les gens pensent à la connectivité, ils pensent souvent à la commodité: naviguer sur Internet, regarder du contenu en continu et consulter leurs courriels. Ces usages sont certainement importants. Toutefois, aujourd'hui, la connectivité est aussi devenue un outil économique indispensable. Pour les producteurs d'énergie qui surveillent leurs installations dans les régions rurales de l'Alberta, la connectivité n'est pas un luxe. Pour une entreprise qui sert une clientèle répartie dans plusieurs régions, la connectivité n'est pas un luxe. Pour un travailleur qui se rend dans une région éloignée, la connectivité n'est pas un luxe. C'est une infrastructure.

La sécurité publique est un autre aspect du projet de loi qui mérite notre attention. L'argument le plus convaincant en faveur de l'amélioration de la précision de la couverture et de la responsabilité est sans doute l'impact de la connectivité sur les interventions d'urgence. Lorsque les Canadiens se trouvent en situation de détresse, ils doivent avoir la certitude de pouvoir appeler à l'aide. Cette certitude ne devrait pas dépendre du code postal où ils se trouvent. Elle ne devrait pas dépendre du fait qu'une personne se trouve sur un grand axe urbain ou sur un tronçon d'autoroute plus isolé. Elle ne devrait pas dépendre du fait qu'une personne vive dans une grande ville ou dans une petite collectivité.

Partout au Canada, il y a eu des inondations, des feux de forêt, de violentes tempêtes et d'autres situations d'urgence qui ont fait ressortir l'importance d'une infrastructure de communication fiable. Les premiers intervenants comptent sur les systèmes de communication pour coordonner leur intervention. Les familles comptent sur ces systèmes pour recevoir des alertes et des informations. La population compte sur ces systèmes pour appeler à l'aide. Les conséquences peuvent être terribles quand la connectivité fait défaut. C'est pourquoi la responsabilité est essentielle. C'est pourquoi la transparence est essentielle. C'est pourquoi l'exactitude des informations est essentielle. Les Canadiens ont le droit de savoir si les affirmations relatives à la couverture correspondent réellement à la réalité sur le terrain.

Je dis souvent qu'une politique publique efficace repose sur un principe simple: dire aux Canadiens la vérité, toute la vérité et rien que la vérité. Si des régions ne sont pas bien desservies, nous devons en prendre conscience. S'il y a un problème, nous devons le reconnaître. Si les objectifs ne sont pas atteints, nous devons l'admettre en toute honnêteté. Ce n'est qu'ainsi que des solutions concrètes pourront être élaborées.

Le projet de loi C-268 nous aiderait à aller dans cette direction. Il créerait un mécanisme permettant une meilleure vérification. Il imposerait un examen régulier. Il garantirait une transparence accrue. Il donnerait au Parlement des outils supplémentaires pour évaluer si les politiques produisent les résultats auxquels s'attendent les Canadiens.

Ce projet de loi résoudrait-il tous les problèmes? Non. Ferait-il en sorte que toutes les régions soient bien desservies, sans exception? Non. Comblerait-il instantanément toutes les lacunes en matière de connectivité dans ce vaste pays? Non. Cependant, il serait plus difficile pour les gouvernements et les organismes de réglementation de se contenter de résultats satisfaisants sur papier alors que les Canadiens vivent une réalité tout à fait différente sur le terrain. Pour les conservateurs, c'est là un principe important. Les gouvernements doivent être jugés en fonction des résultats concrets qu'ils produisent, et non de leurs aspirations, de leurs annonces ou de leurs communiqués de presse.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les Canadiens qui n'arrivent pas à faire un appel se fichent de ce qu'indiquent les cartes de couverture. Ceux qui perdent le signal sur l'autoroute se fichent du pourcentage qui figure dans un quelconque rapport du gouvernement. Ceux qui sont incapables d'accéder au réseau lorsque c'est urgent se fichent de ce qu'Ottawa considère comme une réussite.

Les Canadiens méritent un service fiable. Les Canadiens méritent des renseignements exacts. Les Canadiens méritent des autorités qui assument leurs responsabilités. Les Canadiens méritent une révision à intervalles réguliers du Cadre de la politique canadienne du spectre qui déterminera s'il est toujours adapté malgré l'évolution rapide du contexte technologique.

Pour toutes ces raisons, les conservateurs vont appuyer le projet de loi C-268 à l'étape de la troisième lecture, et j'invite tous les députés à faire la même chose.

● (1350)

Le vice-président: Je vois que certains députés se lèvent en prévision de la période des questions et observations. Toutefois, comme nous sommes à l'étape de la troisième lecture d'un projet de loi d'initiative parlementaire, il convient de rappeler que, durant la première heure du débat, seul l'auteur de la motion peut prendre la parole. Une période de cinq minutes est ensuite prévue pour les questions et observations. Au cours de la deuxième heure, ce même auteur de la motion terminera par un droit de réplique. Dans ce cas-ci, c'est à la députée de décider si elle souhaite l'exercer ou non, mais ce ne sera qu'à la deuxième heure.

[*Français*]

Nous reprenons le débat.

Le député de Berthier—Maskinongé a la parole.

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, ça me fait plaisir d'intervenir sur le projet de loi C-268. Cela dit, je vais me permettre de faire une petite parenthèse dès le départ; je suis sûr que mes collègues vont également me le permettre.

J'ai été enseignant au secondaire pendant 25 ans. Hier, j'ai appris qu'une ancienne collègue, qui m'inspirait beaucoup et que j'apprécie beaucoup, Charline Liard-Arbour, enseignante à l'école secondaire de L'Érablière, a remporté un prix pour l'enseignement des sciences, soit le Prix Raymond-Gervais. Cette femme est rayonnante, pétillante, remplie d'énergie et surtout innovatrice. Elle a toujours une nouvelle idée pour mieux faire passer sa matière, et je trouve que cette reconnaissance est pleinement méritée. Je la salue bien bas.

Je reviens maintenant au sujet du jour, soit le projet de loi C-268. Ça me fait plaisir d'en parler. On y parle d'une question extrêmement importante pour tout le monde, mais surtout pour les élus de circonscriptions rurales, dont je fais partie. Il s'agit d'un dossier dont les citoyens nous parlent chaque semaine, au moins. Des trous de couverture cellulaire, ça peut arriver dans des secteurs surprenants. Ça arrive partout. C'est ça, la vérité.

Quand on regarde le projet de loi C-268, on se demande d'abord s'il va vraiment changer quelque chose. Des témoins, en comité, ont dit qu'on faisait déjà les vérifications que le projet de loi instaure. Une chose est sûre: le projet de loi rend obligatoires la révision et la transparence. Cela va forcer le gouvernement à mettre à jour le Cadre de la politique canadienne du spectre chaque cinq ans, ce qui n'a pas été fait depuis 2007 — ça fait un petit bout de temps.

Ensuite, ça va forcer le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes à vérifier l'exactitude des données transmises par les entreprises de télécommunication pour la couverture réelle des régions. Ça, ça m'intéresse vraiment beaucoup.

Finalement, ça va forcer la ministre de l'Industrie à publier un rapport dans les 18 mois suivant l'entrée en vigueur du projet de loi C-268. J'espère que ce sera fait. J'espère que le gouvernement va respecter son engagement de publier le rapport. Il faut de la transparence.

Il y a aussi d'autres lois, comme la Loi sur l'ingérence étrangère et la protection de l'information, entre autres, qui devaient être révisées dans la première année suivant une élection générale. Aux dernières nouvelles, ce n'est pas encore fait. On sait qu'il est possible qu'il y ait une obligation de faire un rapport ou une étude, mais que ça ne se fasse pas. Nous souhaitons de tout coeur que ce ne soit pas le cas. Nous avons quand même des doutes. Le projet de loi déposé par la députée de Compton—Stanstead est rempli de bonne volonté. Je la connais assez pour oser penser qu'elle veut que les choses bougent. Nous allons accepter d'appuyer le projet de loi sans réserve. Ça n'a pas de bon sens que, en 2026, la sécurité de certains citoyens soit menacée parce qu'ils n'ont pas accès au réseau. Ça n'a pas d'allure.

Ça fait sept ans que je suis élu et ça fait huit ans que j'en parle — j'étais sur le terrain avant d'être élu. Il y a des secteurs où il y a des trous de couverture. Je pense à Saint-Édouard-de-Maskinongé, à Saint-Mathieu-du-Parc, à Saint-Élie-de-Caxton, et même à Pointe-du-Lac. Pour ceux qui ne le savent pas, Pointe-du-Lac fait partie de la ville de Trois-Rivières. Même dans Pointe-du-Lac, il y a des trous de couverture.

Des fois, il y a aussi des problèmes en zone urbaine ou semi-urbaine. Je pourrais parler de Saint-Boniface, de Saint-Étienne-des-Grès, de Saint-Alexis-des-Monts, de Sainte-Geneviève-de-Berthier, de Saint-Gabriel-de-Brandon ou de Saint-Didace.

Quand on est un élu, particulièrement un élu fédéral, et qu'on veut être présent dans les communautés, il faut être mobile. On est souvent assis dans sa voiture. Qu'est-ce qu'on fait quand on est assis dans sa voiture? On règle ses dossiers. Grâce à la magie du Bluetooth, on peut parler au téléphone. On sait où sont les trous de couverture cellulaire. Quand on discute avec quelqu'un, on lui dit qu'on va bientôt entrer dans tel secteur et qu'il est possible que la communication soit coupée et qu'on doive le rappeler. Ce n'est pas normal. C'est un exemple rigolo, mais c'est beaucoup plus grave quand on a un accident sur une route isolée et qu'on ne peut pas appeler les secours. Dans ma circonscription, il y a eu des décès qui auraient pu être évités. Ça n'a pas été prouvé, mais tout porte à croire que ces décès auraient pu être évités s'il y avait eu du réseau. C'est triste.

● (1355)

C'est la responsabilité du gouvernement de tout faire pour que la situation s'améliore. Comme élus, nous travaillons et nous voulons que ça fonctionne, mais les structures gouvernementales comme le CRTC doivent y voir.

Il faudra forcer les détenteurs des licences à utiliser les fréquences. Il y a des compagnies qui paient pour se réserver des fréquences et qui ne les développent pas. Elles pensent que ce n'est pas assez rentable. Je pense que, comme gouvernement, on devrait oser dire que, si elles les ont achetées, elles devraient les exploiter, puis donner un délai très court pour que ce soit fait. Si ces fréquences ne sont pas exploitées, tant pis pour le détenteur de la licence, il devra la perdre pour qu'on la passe au prochain joueur. À un moment donné, il faut couvrir notre population. Ça n'a pas de bon sens.

J'imagine que ma collègue est très enthousiasmée par notre appui. Il y a des choses, des fois, qui s'encrassent avec le temps. On parle de mettre en place des mécanismes de révision de ce genre et de forcer un rapport. On peut compter sur nous: nous allons les demander, ces rapports. J'invite ma collègue à parler avec la ministre de l'Industrieet à lui dire qu'il va falloir qu'elle produise des résultats, parce que nous voulons des résultats, du rendement et de nouvelles tours qui apparaissent là où on en a besoin. S'il y a des compagnies qui attendent de faire plus de profit, qui n'exploitent pas les bandes ou qui refusent de partager des tours comme on le voit parfois, ce n'est pas acceptable. Il faut qu'on bouge là-dessus.

Le Bloc québécois appuiera ce projet de loi avec enthousiasme, en espérant que ça améliore la situation.

● (1400)

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de me lever pour parler d'un sujet très important pour ma circonscription, celui de la connectivité cellulaire. C'est une question qui me préoccupe, tout comme elle préoccupe ma collègue la députée de Compton—Stanstead, qui est aussi une très grande défenseure de la vitalité des régions rurales.

Dans ma circonscription, lorsque je suis dans le Haut-Madawaska, je perds la connexion. Puis, si je me promène un peu, la connexion reprend. Quand je passe à Saint-Hilaire, je perds encore la connexion. Lorsque j'arrive dans la ville d'Edmundston, ça va. Toutefois, quand je passe à Saint-Basile, ça ne fonctionne plus trop, même si ça fonctionnait il y a quelques années. Quand je continue vers Rivière-Verte et Sainte-Anne, il y a des trous noirs. Si je vais dans le coin du Restigouche, c'est la même chose, que je sois à Balmoral, McKendrick, Glen Levit ou Robinsonville, pour ne nommer que ces exemples.

Ma circonscription est mal desservie en matière de connectivité cellulaire. C'est une préoccupation de premier plan pour les électeurs de ma circonscription. C'en est donc une pour moi aussi. C'est très rare que je ne me fasse pas parler de cette question-là lorsque je vais dans ma circonscription la fin de semaine. C'est aussi une priorité pour les élus locaux, pour les maires, pour les conseillers municipaux. J'en entends donc parler très fréquemment. C'est pourquoi je suis heureux d'être co-signataire du projet de loi de ma collègue, lequel invite à revoir le Cadre de la politique canadienne du spectre dans l'optique de favoriser le déploiement de la connectivité cellulaire en région rurale.

J'aime utiliser les différentes tribunes à ma disposition, notamment ce discours à la Chambre, pour soulever la question de la connectivité cellulaire à Ottawa. J'ai aussi la chance d'être le covice-président du caucus rural de notre parti, et c'est un dossier qui est prioritaire pour notre groupe de députés. Depuis que j'ai été élu, j'ai eu de multiples rencontres avec des compagnies de télécommunications, y compris des fournisseurs, mais aussi avec des compagnies qui sont dans le secteur des nouvelles technologies. Certaines sont très prometteuses, notamment en matière de technologies satellitaires en basse orbite. Ces technologies ont le potentiel de vraiment changer la donne en matière de connectivité. Oui, on a des tours pour desservir les centres qui sont densément plus peuplés, mais ces technologies de satellite permettraient de compenser dans des régions qui sont mal desservies à l'heure actuelle. On pourrait les couvrir à l'aide de ces technologies. C'est certain qu'il reste des ajustements réglementaires à faire pour permettre vraiment de profiter pleinement du potentiel de ces nouvelles technologies. Comme député, j'invite à agir promptement sur l'enjeu, et c'est un sujet que je soulève régulièrement.

Comme on le sait, la question de la connectivité cellulaire a énormément de conséquences. C'est un enjeu de sécurité pour les citoyens. Lorsqu'on est en panne dans une région qui n'est pas couverte, ça peut causer des problèmes. On n'a qu'à penser à la route 17, la nuit. Des fois, ça peut être encore plus grave lorsqu'il y a un accident et qu'on a besoin de secours immédiat. Ça peut même être une question de vie ou de mort. La question de la connectivité cellulaire est donc très sérieuse. Je pense aussi à toute la question du développement économique. Les entreprises ont besoin de connexions fiables. C'est une question d'attractivité. Je pense à la question du travail. Beaucoup de gens qui travaillent sur la route aujourd'hui. Moi-même, comme député, quand je me promène dans ma circonscription, il n'est pas rare que les appels que je fais coupent et que je doive attendre avant de reprendre les appels. Cela a donc aussi des conséquences sur la productivité au travail. Il y a des inefficacités. C'est également une question d'attraction et de rétention de la population parce que, la connectivité cellulaire, ce n'est pas un luxe, mais un service essentiel qui a une incidence sur la qualité de vie des citoyens.

Comme on le sait aussi, on accède aujourd'hui à de nombreux services sur nos cellulaires, que ce soit en matière de santé ou en matière de services gouvernementaux ou bancaires, pour ne nommer que ces exemples. Je dirais que c'est aussi une question d'équité entre les régions. Si on veut bâtir un Canada fort, il nous faut des régions rurales fortes et, avoir une bonne couverture cellulaire, c'est essentiel. C'est pourquoi j'appuie le projet de loi C-268, qui invite à revoir le Cadre de la politique canadienne du spectre. C'est une partie de la solution. L'autre partie, c'est rappeler l'importance d'agir rapidement pour mettre en place un cadre réglementaire favorable à l'essor des technologies satellitaires afin d'améliorer la connectivité dans les régions rurales et éloignées. Il s'agit d'un sujet sur lequel je travaille et sur lequel je suis concentré depuis mon élection à Ottawa, parce que je sais que des avancées dans ce domaine vont réellement améliorer les choses pour les communautés que je représente, pour mes concitoyens, pour les entreprises de Madawaska—Restigouche.

J'aimerais profiter de l'occasion pour souligner le leadership de ma collègue la députée de Compton—Stanstead, qui travaille d'arrache-pied dans le dossier de la connectivité cellulaire. Elle en parle régulièrement. Elle parle régulièrement des dossiers qui concernent les régions rurales. Comme député de Madawaska—Restigouche, j'ai toujours du plaisir à collaborer avec elle parce que ma circonscription et la sienne ont beaucoup de défis similaires et que je pense que c'est en se regroupant entre députés qui représentent des régions rurales qu'on réussit à faire avancer à Ottawa des dossiers qui sont importants pour nos communautés. Je dirais que, co-signer ce projet de loi, c'est un autre exemple d'une belle collaboration que je souhaite poursuivre.

● (1405)

[*Traduction*]

Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je me réjouis de partager quelques réflexions sur le projet de loi C-268. Il m'apparaît important de commencer par parler du contexte, plus précisément de la situation économique du pays. Ce projet de loi porte sur des ambitions et des possibilités qui concernent la connectivité en région rurale. Comme les députés le savent, c'est un enjeu que nous soutenons.

Pour ce qui est du contexte plus large et des possibilités dont disposent les Canadiens, la situation présente des défis. Le gouvernement a présenté son budget hier. Un budget, c'est d'abord et avant tout une occasion pour le gouvernement de plaider en faveur des mesures qu'il souhaite prendre et de faire valoir les répercussions positives qui découleront, selon lui, de ses politiques. Le budget présente les propositions, les idées et les plans du gouvernement.

Par contraste, le rapport sur l'emploi que nous avons reçu aujourd'hui est un bulletin, une évaluation fondée sur ce qui se passe réellement dans l'économie. Il nous donne un portrait réel de l'efficacité des plans du gouvernement. Le contraste entre le message d'hier et la réalité que nous constatons aujourd'hui est vraiment frappant.

Hier, le gouvernement a parlé de tous les emplois qu'il allait créer. Aujourd'hui, on a vu les résultats, que voici: plus de 50 000 emplois ont été perdus dans le secteur privé au cours du dernier mois seulement. C'est la réalité, et non des hypothèses sur l'avenir. Le taux de chômage chez les jeunes est passé de 13 à 13,7 %, et le taux de chômage global est passé de 6,5 à 6,7 %. Le taux de chômage chez les 55 ans et plus a également augmenté. Il y a eu des hausses du taux de chômage dans différents groupes démographiques, ce qui a fait augmenter le taux de chômage global.

Derrière ces chiffres, d'autres données méritent, selon moi, qu'on s'y attarde. Premièrement, il est de plus en plus difficile pour les chômeurs de trouver un emploi. D'ailleurs, les statistiques qui mesurent le taux de retour à l'emploi révèlent que moins d'un chômeur canadien sur cinq a trouvé un emploi au cours du dernier mois. Bref, les personnes qui n'ont pas d'emploi ont plus de mal qu'avant à réintégrer le marché du travail.

De plus, Statistique Canada a publié aujourd'hui un rapport sur l'insécurité financière des ménages, où l'on apprend que trois Canadiens sur dix vivent dans l'insécurité financière. Cela signifie que les gens ont du mal à subvenir à leurs besoins essentiels. Nous sommes dans une situation où les gens travaillent fort, mais où l'insécurité financière s'aggrave. À cela s'ajoute le fait que les Canadiens travaillent de plus longues heures, comme le souligne également le rapport sur l'emploi.

Les Canadiens ont carrément moins de chances d'occuper un emploi. Quand ils en ont un, ils travaillent plus d'heures, mais sont néanmoins confrontés à une insécurité financière accrue. S'ils sont au chômage, ils ont plus de mal que jamais à trouver un emploi. Telles sont aujourd'hui les réalités de notre économie.

Tout d'abord, pendant la période des questions, nous avons posé des questions sur le rapport sur l'emploi, et le gouvernement a systématiquement refusé de répondre ou même de mentionner ce rapport. Les libéraux veulent parler du budget. Nous sommes tout à fait disposés à débattre des dispositions du budget, mais ils refusent de reconnaître l'existence du rapport sur l'emploi, qui constitue le bilan, les résultats de leurs politiques. Ce rapport montre que le gouvernement échoue. Les libéraux ne veulent même pas en prendre acte ni en parler, alors que nous disposons de tous ces chiffres qui mettent en évidence les problèmes. Ces chiffres montrent qu'il est plus difficile que jamais de trouver un emploi, que le nombre de Canadiens au chômage est plus élevé que par le passé, qu'il est particulièrement difficile pour les jeunes de démarrer dans la vie et de saisir les occasions qui se présentent à eux, et que ceux qui travaillent font des journées plus longues et sont davantage exposés à la précarité financière. Telles sont les réalités qui, selon moi, démontrent que l'approche du gouvernement n'est pas aussi prometteuse qu'il aimerait le faire croire.

● (1410)

De plus, lorsque nous soulignons ces problèmes, les libéraux disent: « Arrêtez de tout dénigrer. Nous devrions être optimistes. Pourquoi êtes-vous négatifs? » Je pense qu'il est important de dire la vérité et de regarder la réalité en face. Un jeune qui modifie son relevé de carte de crédit avant de le remettre à ses parents ne sert ni ses intérêts ni ceux de qui que ce soit d'autre. Le but de regarder la réalité en face est d'essayer de promouvoir des mesures concrètes afin de pouvoir résoudre les problèmes auxquels notre pays est confronté. Nous voulons régler ces problèmes. Nous voulons les cerner et proposer des solutions constructives. Ce n'est pas en faisant l'autruche, en faisant comme si les problèmes n'existaient pas et en prétendant que les choses vont bien que nous trouverons des solutions aux problèmes.

Examinons le rapport sur l'emploi. Parlons des problèmes qu'il met en évidence. Il est de plus en plus difficile de trouver un emploi, d'améliorer sa situation et de joindre les deux bouts, même pour ceux qui travaillent. Parlons de ces problèmes, puis abordons des solutions concrètes.

À l'approche du budget, les conservateurs ont proposé des solutions détaillées et concrètes. Il y a un an, nous avons présenté un plan pour l'emploi axé sur la relance de l'économie, la réforme de l'immigration, l'amélioration de la formation et la construction de logements là où se trouvent les emplois. Chacun de ces domaines faisait l'objet de propositions concrètes. Or, le gouvernement n'a donné suite à aucune de nos propositions. En réalité, dans de nombreux cas, il a pris la direction opposée. Nous avons également présenté cinq propositions constructives et substantielles visant à aider les familles, comme des mesures pour concilier vie professionnelle et vie familiale, des réformes du congé parental et des modifications du Régime de pensions du Canada afin de garantir que, plus tard à leur retraite, les parents ne soient pas pénalisés pour avoir passé du temps avec leurs enfants. Il s'agit de propositions sans coût ou à faible coût qui amélioreraient considérablement la vie des Canadiens, notamment en protégeant les familles touchées par le décès d'un parent. Cette proposition coûtait moins de 1 million de dollars par année.

Les libéraux n'ont retenu aucune de ces cinq idées constructives. On serait porté à croire qu'à la vue des propositions constructives de l'opposition relativement à l'emploi et aux familles, ils se seraient dit: « Mettons-en quelques-unes dans le budget. L'opposition aura probablement plus de mal à le critiquer s'il contient certaines de ses bonnes idées », mais non: c'est zéro en quatre pour les idées relatives à l'emploi et zéro en cinq pour les suggestions relatives à l'aide aux familles. Ils refusent de tenir compte des idées constructives qui sont formulées à la Chambre, avec le résultat qu'on connaît: une situation qui continue à se dégrader au chapitre de l'emploi et de la sécurité financière des familles.

Pour ce qui est de l'emploi et du sujet du projet de loi, la connectivité, une couverture complète dans les régions rurales ou éloignées élargirait vraisemblablement les débouchés pour les travailleurs. Sur le plan des débouchés professionnels en région éloignée, nous cherchons entre autres à favoriser la construction domiciliaire là où il y a de l'emploi. C'est souvent dans les grandes villes que le chômage est élevé, mais pas seulement. Pendant ce temps-là, d'autres régions sont en pénurie de main-d'œuvre. Nous voulons aider les Canadiens à occuper les emplois qui existent au Canada, mais encore faut-il qu'ils soient en mesure d'aller où ceux-ci se trouvent.

L'un des facteurs qui font en sorte qu'il est plus difficile pour les gens de déménager pour chercher des débouchés, c'est la disponibilité des logements. Dans notre plan, nous avons proposé un incitatif important lié à la construction de logements destinés à la main-d'œuvre, afin de faciliter la construction de logements là où se trouvent les emplois et d'inciter les gens à s'installer dans ces régions. La connectivité fait partie de cela: elle permet de créer des débouchés dans les régions éloignées, ce qui motive les gens à décider de s'installer ailleurs pour trouver un emploi. Les conservateurs se sont montrés favorables au projet de loi. Nous avons été constructifs. Nous avons contribué à promouvoir la connectivité, un domaine dans lequel le gouvernement a pris beaucoup de retard selon moi.

Malheureusement, cette situation s'inscrit dans un contexte global où le nombre d'emplois diminue et où le gouvernement n'est pas à la hauteur. Les libéraux veulent que nous fassions abstraction de leurs échecs et que nous nous réjouissions de leurs espoirs pour l'avenir. Nous devons regarder la réalité en face et faire le nécessaire pour régler les problèmes. Cela doit passer entre autres par la mise en œuvre des solutions constructives que nous avons proposées dans notre plan pour l'emploi et dans notre plan pour la conciliation travail-famille.

● (1415)

Branden Leslie (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais remercier ma collègue d'avoir présenté ce projet de loi. Pendant que je l'écoutais, une pensée m'a traversé l'esprit: nos circonscriptions ont quelques similitudes puisqu'elles sont rurales.

Je pense que le projet de loi améliorerait la situation. C'est d'ailleurs pourquoi les conservateurs l'ont appuyé à l'étape de la deuxième lecture. J'ai aussi l'intention de l'appuyer ici aujourd'hui. En fait, j'en ai discuté avec mes concitoyens qui me demandaient pourquoi il leur était impossible de passer un appel en étant au centre même de la ville.

C'est une étape selon moi. Je répète qu'en examinant le budget présenté hier, j'ai vu, entre autres choses, des références à l'augmentation des fréquences du spectre et à leur vente aux enchères. Or, la chose semble prometteuse, mais elle n'est assortie d'aucune échéance, une omission bien sûr inquiétante.

Lorsqu'on a commencé à élaborer la politique du spectre, les iPhone venaient d'arriver. Les choses ont tant changé depuis, tout comme notre mode de vie.

Voici quelques différences. Si je me rends en voiture à la maison à Ottawa, il se peut que mon appel téléphonique soit coupé. Je serais agacé pendant une seconde, puis je demanderais la recomposition du numéro. Mon interlocuteur répondra à mon appel et nous reprendrons la conversation là où nous l'avions laissée. C'est différent quand je conduis…

Le vice-président: Parlant de connectivité, on entend l'appareil mobile du député, ce qui nuit à l'interprétation. Je demanderais au député d'éloigner son appareil afin de faciliter le travail de nos interprètes.

Branden Leslie: Monsieur le Président, comme je le disais, il y a une bonne couverture dans les grandes villes, et c'est la principale différence. Nous pouvons prendre la parole à la Chambre et faire un appel téléphonique, mais lorsque j'emprunte l'autoroute pour me rendre de chez moi, à Portage, jusqu'à Winkler, je sais exactement où se trouvent les zones mortes. Quand je suis au téléphone, je dis à mon interlocuteur: « Je vais devoir raccrocher. Je suis sur le point de perdre la connexion. » Ces zones ne sont pas indiquées sur la carte.

C'est une chose de perdre un appel téléphonique et de devoir le reprendre quelques minutes ou 10 kilomètres plus tard, ce qui est pire que de perdre un appel téléphonique en pleine ville.

Là où ça dérange vraiment, c'est quand une personne qui habite dans une région rurale n'a aucune couverture chez elle. Elle peut acheter un suramplificateur pour bénéficier d'une certaine couverture directement dans sa maison. Prenons un autre exemple: un agriculteur qui conduit une moissonneuse-batteuse pendant la moisson et, Dieu nous en préserve, un incendie éclate, ce qui arrive. Il essaie d'appeler les services d'urgence dans l'espoir qu'ils puissent arriver sur place à temps pour sauver son équipement de 1 million de dollars, mais se rend compte qu'il n'a aucun service. Quelqu'un pourrait découvrir un intrus sur sa propriété au milieu de la nuit dans une région rurale et espérer appeler les intervenants d'urgence, mais n'a aucun service en sortant de chez lui.

C'est une chose d'être en ville et d'être contrarié parce qu'on n'arrive pas à faire un appel téléphonique. C'en est une autre d'être sur une ferme ou dans une région rurale du pays et d'avoir des préoccupations légitimes liées à la sécurité. C'est injuste. Nous payons le même prix que les autres personnes pour un forfait d'une grande entreprise de télécommunications, mais nous obtenons, au mieux, la moitié du service.

À bien des endroits, les gens vivent plus ou moins sans service. Je pense à Elm Creek, à Miami et à Somerset. Quand on est dans le village, on a l'impression de vivre dans un pays du tiers monde alors que, d'après les cartes, la couverture est parfaite.

● (1420)

Le vice-président: Le député ne peut pas utiliser d'accessoires pendant un discours. Il peut faire référence à des cartes, mais il ne doit pas les montrer ni les faire circuler.

J'invite le député à poursuivre.

Branden Leslie: Monsieur le Président, je vais les décrire. La zone d'une entreprise est complètement verte, à l'exception de quelques points. La zone d'une autre est entièrement bleue. Si je vais en ligne, la couverture est parfaite. En réalité, ce n'est pas le cas. Ce n'est pas le cas pour des milliers de mes concitoyens ni, je suppose, pour des centaines de milliers, voire des millions, de Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Oui, le projet de loi est un pas dans la bonne direction. Obliger ces entreprises à faire preuve de transparence, à montrer les services de réseau qu'elles fournissent réellement à leurs clients qui paient très cher, c'est le strict minimum que nous pouvons faire. Je salue donc la présentation de ce projet de loi par la députée, mais je pense qu'il est temps de préparer la suite des choses. Réglons ce problème.

En comité parlementaire, les conservateurs ont tenté de réduire le délai pour le dépôt de chaque examen, en le faisant passer de cinq ans à deux ans. J'aurais aimé que cet amendement soit adopté. J'espère que le Sénat envisagera d'apporter un tel changement pour veiller à ce que la proposition soit mise à jour et à ce que les grandes entreprises de télécommunications respectent le sens strict de la loi, si ce plan de mise en place de la transparence venait effectivement à voir le jour.

L'autre facteur, c'est que la prospérité des collectivités rurales repose, à bien des égards, sur l'esprit d'entreprise de notre population. De nombreuses entreprises qui font tourner notre économie rurale et, surtout, celle du Canada, dépendent de la capacité à se déplacer entre les petites collectivités, que ce soit dans le secteur agricole ou manufacturier ou dans tout autre secteur. Lorsque ces entreprises n'ont pas accès à un service adéquat, elles se retrouvent encore une fois désavantagées sur le plan concurrentiel.

Je reconnais que si ce problème était facile à régler, un gouvernement l'aurait déjà fait. Nous vivons dans un pays où la capacité d'être concurrentiel est un idéal auquel nous rêvons depuis longtemps, mais que nous n'avons jamais vraiment réussi à concrétiser dans nos principaux secteurs, et en particulier dans celui des télécommunications. Il serait donc utile de prendre cette première petite mesure afin d'accroître la transparence des grands acteurs du secteur. Il est frustrant de constater que, lorsque je m'approche de la frontière, je perds le service de mon fournisseur canadien, mais qu'une tour américaine prend le relais et que je me retrouve à payer des frais d'itinérance pour être connecté à un réseau américain.

Pourquoi diable acceptons-nous qu'un signal provenant des États-Unis perturbe le nôtre et que les grandes sociétés de télécommunications ne fournissent pas de réseau aux villes frontalières canadiennes? Ces villes sont parmi les plus importantes sur le plan commercial — et, dans mon cas, sur le plan agricole —, et le principal réseau qu'elles ont est celui d'un fournisseur américain. Le Canada doit faire mieux. On ne considère peut-être pas ce type d'infrastructures comme telles, mais ce sont bien des infrastructures essentielles, et elles sont à la traîne. De plus, il y a d'énormes disparités d'une région à l'autre.

Pour revenir à la carte, il y a un bon réseau dans le coin, juste à l'extérieur de ma circonscription, à Oak Bluff. À Winnipeg, le réseau est excellent. Je sais que beaucoup de gens vivent dans les grandes villes, mais il est scandaleux que les Canadiens se voient facturer des montants aussi énormes pour utiliser ces technologies, d'autant plus que le réseau est extrêmement médiocre pour certains.

Quiconque a déjà voyagé à l'étranger sait qu'il y a des pays qui, à notre étonnement, jouissent d'une couverture cellulaire remarquable. Ce n'est pas normal qu'il y ait autant d'endroits où on perd aussi souvent le signal quand on voyage dans notre beau pays. Le gouvernement s'est concentré exclusivement sur la fibre optique et les branchements résidentiels, et c'est vrai que c'est important, mais à mon avis, les réseaux sans fil et la couverture inégale ou inexistante dans beaucoup de régions sont plus importants. C'est un problème urgent. C'est urgent pour le milieu des affaires, pour les familles et pour la sécurité des gens que nous représentons.

Le budget fait allusion au problème. Il y a une section qui s'intitule « Accroître la concurrence dans le secteur des télécommunications ». C'est une excellente idée, sauf que quand j'ai regardé ce que le gouvernement libéral propose, j'ai vu des plans en vue de faire des plans ou de promettre d'éventuellement faire quelque chose.

Ça fait 11 ans que nous subissons l'inaction du gouvernement libéral dans ce dossier. Dans ma circonscription, pas une seule personne ne dirait que son accès au réseau cellulaire s'est amélioré, même que beaucoup me font savoir qu'il est maintenant pire. Je pense à la tour qui a été désinstallée près de Carman. Tout le monde dans la région y perdait son latin: « Qu'est-ce qui se passe? J'avais du signal ici, avant. Qu'est-ce qui est arrivé au réseau? »

● (1425)

Le processus de consultation mené par ces entreprises auprès des personnes qui vivent, travaillent et se divertissent dans les espaces ruraux est catastrophique. Même si elles affirment parallèlement qu'elles améliorent leurs services, ce qui compte vraiment, c'est ce qui se passe sur le terrain.

J'aimerais que toutes les cartes du Canada qui émanent des grandes entreprises de télécommunications soient exactes à 100 %. J'espère qu'en adoptant ce projet de loi, nous leur imposerons le niveau de transparence nécessaire pour nous rapprocher de cet objectif. Je reconnais que c'est difficile et que ces entreprises ne souhaitent certainement pas se plier à cette exigence, mais les Canadiens ont le droit de savoir qu'ils ne reçoivent pas le service pour lequel ils paient une somme considérable, souvent 100 $ ou plus par mois. Ce n'est pas acceptable.

J'espère que nous pourrons adopter ce projet de loi dans les meilleurs délais et, surtout, prendre des mesures pour résoudre les véritables problèmes liés à la couverture cellulaire dans ma circonscription et aux quatre coins du pays.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole au nom des citoyens de Skeena—Bulkley Valley au sujet du projet de loi C-268, qui se fait attendre depuis bien trop longtemps, c'est-à-dire depuis des décennies. Si je ne m'abuse, le dernier examen remonte à 2017.

Cela dit, nous parlons ici de connectivité et, plus particulièrement, de couverture cellulaire. Cela fait des années que le Nord, notamment ma circonscription, est mal desservi, et que les promesses ne sont pas tenues. Il s'agit aussi d'une question de sécurité, j'en conviens tout à fait. J'ai écouté tous les discours. On a notamment mentionné la route 16, surnommée la route des pleurs, où de nombreuses femmes autochtones disparaissent. À l'époque, on avait promis des services de téléphonie mobile dans toute la région, de Prince Rupert à Prince George. On en est loin. On n'a même pas atteint la moitié de cet objectif.

Il ne s'agit pas seulement de sécurité. Il s'agit de bâtir un Canada fort. Dans ce dossier, j'exhorte le gouvernement à s'inspirer de ce côté-ci de la Chambre. Je sais que cela ne lui plaît guère, mais il devrait vraiment le faire, car le Nord, en particulier les régions comme ma circonscription, est en réalité le moteur de l'économie canadienne. Or, il ne bénéficie pas des services dont il a besoin pour être une économie à part entière, fonctionnelle et saine. La connectivité joue un rôle essentiel à cet égard.

Prenons l'exemple du port de Stewart. Son potentiel se chiffre en milliards de dollars. Les libéraux en parlent lorsqu'ils ont besoin d'une séance de photos, mais dispose-t-il d'une bonne connectivité? Non. A-t-on demandé qu'elle soit améliorée? Oui. A-t-on demandé des améliorations aux infrastructures routières? Oui.

Pas plus tard qu'hier, des représentants de la Première Nation des Tahltan étaient ici pour réclamer une meilleure connectivité afin de ne pas avoir à s'abonner à Starlink, une entreprise étatsunienne, afin d'obtenir un service de téléphonie cellulaire. Ils veulent aussi des promesses en matière d'infrastructures. Le gouvernement doit cesser de miser sur des projets qui avancent déjà d'eux-mêmes et commencer à s'intéresser à d'autres régions capables d'attirer des milliards de dollars d'investissements afin de relancer notre économie après une décennie de stagnation.

Le Triangle d'or, en territoire tahltan, a besoin d'une meilleure connectivité et d'infrastructures routières adéquates. À Burns Lake, il faut une meilleure connectivité. Nous pouvons générer des retombées économiques bien plus importantes que ce que prévoient déjà les analyses pour des endroits comme Stewart, le territoire tahltan, Burns Lake, voire Kitimat, en particulier le long de la route des pleurs. On nous promet une meilleure connectivité depuis des décennies. Dans ce cas-ci, il faut obliger les grandes entreprises de télécommunications canadiennes à rendre des comptes et à joindre le geste à la parole, et non l'inverse.

Le projet de loi se fait attendre depuis longtemps. J'exhorte la Chambre à voter en sa faveur.

Le vice-président: La période réservée à l'étude des affaires émanant des députés est maintenant écoulée, et l'affaire retombe au bas de l'ordre de priorité du Feuilleton.

Comme il est 14 h 30, la Chambre s'ajourne au lundi 16 novembre, à 11 heures, conformément aux articles 28(2) et 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 14 h 30.)

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 6 novembre 2026

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Le budget

L'exposé financier du ministre des Finances
Motion ... 11417
Turnbull ... 11417
McLean (Calgary-Centre) ... 11418
Perron ... 11419
Martin ... 11419
St-Pierre ... 11419
Lloyd ... 11421
Bonin ... 11421
Johns ... 11422
Watchorn ... 11422
Chong ... 11422
Deschênes-Thériault ... 11423
Barsalou-Duval ... 11424
McCauley ... 11424
Kelly ... 11424
Gerretsen ... 11425

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Le 10e anniversaire d'une entreprise locale
Klassen ... 11426

Le budget
Bexte ... 11426

Le 75e anniversaire de La Marche des dix sous
Chi ... 11426

Les services publics et l'approvisionnement
Cooper ... 11426

Movember
Sawatzky ... 11427

La Semaine des vétérans
McLean (Calgary-Centre) ... 11427

Le 25e anniversaire de la Coalition autochtone d'Ottawa
Naqvi ... 11427

Le budget
Van Popta ... 11427

La Chambre de commerce Brandon
Perron ... 11427

La santé mentale
Bendayan ... 11428

Les Canadiens d'origine chinoise de la Force 136
Au ... 11428

La Journée nationale de la philanthropie
St-Pierre ... 11428

Le budget
Muys ... 11428

Le budget
Rochefort ... 11428

L'emploi
Genuis ... 11429

Des investissements dans des infrastructures dans Madawaska—Restigouche
Deschênes-Thériault ... 11429

QUESTIONS ORALES

Les finances
Chong ... 11429
Turnbull ... 11429
Chong ... 11429
Turnbull ... 11430

Les services publics et l'approvisionnement
Brassard ... 11430
Kelloway ... 11430
Brassard ... 11430
Kelloway ... 11430

Le budget
Vien ... 11430
Leitão ... 11430
Vien ... 11430
Desrochers ... 11430
Perron ... 11431
Bendayan ... 11431
Perron ... 11431
Desrochers ... 11431
Barsalou-Duval ... 11431
Bendayan ... 11431

Les finances
McCauley ... 11431
Turnbull ... 11431
McCauley ... 11431
Turnbull ... 11432

Le budget
Kelly ... 11432
Hogan ... 11432
Kelly ... 11432
Hogan ... 11432
Au ... 11432
Turnbull ... 11432

Les services publics et l'approvisionnement
Steinley ... 11432
Kelloway ... 11432
Steinley ... 11432
Kelloway ... 11433

Le changement climatique
Bonin ... 11433
Bendayan ... 11433
Bonin ... 11433

Grant ... 11433

Le transport ferroviaire
Kramp-Neuman ... 11433
Kelloway ... 11433

L'emploi
Kramp-Neuman ... 11434
Turnbull ... 11434
Genuis ... 11434
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke) ... 11434

Le budget
Lake ... 11434
Hogan ... 11434
Lake ... 11434
Chatel ... 11434

Le patrimoine canadien
Nguyen ... 11435
Leitão ... 11435

Les finances
Gourde ... 11435
Leitão ... 11435
Gourde ... 11435
Bendayan ... 11435
Lloyd ... 11435
Hogan ... 11435
Lloyd ... 11435
Turnbull ... 11435
Genuis ... 11436
Turnbull ... 11436
Leslie ... 11436
Turnbull ... 11436
Leslie ... 11436
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke) ... 11436

Les affaires autochtones
Morin ... 11436
Hanley ... 11437
Morin ... 11437
Hanley ... 11437

L'identité et la culture canadiennes
Ntumba ... 11437
Chenette ... 11437

L'emploi
Lewis (Essex) ... 11437
Fragiskatos ... 11437

L'industrie des médias d'information
Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk) ... 11437
Chenette ... 11438
Malette (Kapuskasing—Timmins—Mushkegowuk) ... 11438
Chenette ... 11438

La sécurité publique
Martin ... 11438
Anandasangaree ... 11438

L'économie
Ross ... 11438
Alty ... 11438

L'industrie aérienne
Kwan ... 11438
Kelloway ... 11439

Le budget
Kwan ... 11439
Desrochers ... 11439

Présence à la tribune
Le vice-président ... 11439

Recours au Règlement

Le décorum
Gerretsen ... 11439
Genuis ... 11439
Perron ... 11440
Reid ... 11440
May ... 11440
Brassard ... 11441

AFFAIRES COURANTES

Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2026-2027
Ali ... 11441

Les comptes publics du Canada
Ali ... 11441

Les résultats ministériels 2025-2026
Ali ... 11441

La vérificatrice générale
Le vice-président ... 11441

Pétitions

L'endométriose
Kwan ... 11441

Les pêches
Small ... 11441

Le changement climatique
May ... 11442

Questions transformées en ordres de dépôt de documents
Kelloway ... 11442

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Le budget

L'exposé financier du ministre des Finances
Motion ... 11442
Nguyen ... 11442

Loi sur les mesures de sauvegarde à l'égard de l'aide médicale à mourir

Projet de loi C-41—Avis de motion d'attribution de temps
McLean (Esquimalt—Saanich—Sooke) ... 11444

Le budget

L'exposé financier du ministre des Finances
Motion ... 11444
St-Pierre ... 11444

Nguyen 11444
Aboultaif 11444
Barsalou-Duval 11444
Leslie 11445
Kwan 11445
St-Pierre 11446
Lloyd 11447
May 11447
Bonin 11447
Gourde 11447
Desrochers 11449
Bonin 11449
McCauley 11449
Deschênes-Thériault 11449
McLean (Calgary-Centre) 11450
St-Pierre 11451
Reid 11451
Perron 11452
Romanado 11452
May 11452

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Loi sur le Cadre de la politique canadienne du spectre

Projet de loi C-268. Étape du rapport 11453
Dandurand 11453
Motion d'adoption 11453
Adoption de la motion 11453
Troisième lecture 11453
Genuis 11454
St-Pierre 11455
Leslie 11455
McLean (Calgary-Centre) 11455
Perron 11457
Deschênes-Thériault 11458
Genuis 11459
Leslie 11460
Ross 11462

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : https://www.noscommunes.ca

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: https://www.ourcommons.ca